



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVII^e Année

Tome I N^o 4 - Avril 1972

SOMMAIRE :

- III **La situation de l'économie belge et la politique
conjoncturelle.**
- 1 **Statistiques.**
- 129 **Législation économique.**
- 133 **Bibliographie relative aux problèmes économiques
et financiers intéressant la Belgique.**

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

LA SITUATION DE L'ECONOMIE BELGE ET LA POLITIQUE CONJONCTURELLE

L'année 1971 a été caractérisée, dans son ensemble, par une décélération conjoncturelle qui, pendant la période août-novembre, présentait plusieurs symptômes d'un acheminement vers une situation de sous-emploi. Le chômage commençait à se développer, les capacités de production étaient sous-utilisées dans plusieurs secteurs et les baisses de prix se faisaient plus nombreuses que les hausses au niveau de l'industrie. Les chefs d'entreprise annonçaient leur intention de réduire en 1972 les investissements dans l'industrie manufacturière de 5 p.c. à prix courants. La balance des transactions courantes avec l'étranger demeurait fortement excédentaire, les épargnes financières étaient abondantes et les taux d'intérêt étaient orientés à la baisse. Le contexte économique international favorisait ces développements.

Au cours de la période la plus récente cependant, un certain nombre d'indicateurs conjoncturels ont cessé d'évoluer dans le sens qui aurait signifié une poursuite du mouvement de repli. Les inscriptions de commandes à l'exportation ont augmenté en février et mars; les achats de certaines catégories de biens de consommation, telles que les voitures automobiles et les appareils électroménagers, sont en hausse depuis le début de l'année; il semblerait, d'après des informations fragmentaires, que plus de prêts hypothécaires seraient sollicités. Ce raffermissement de certains éléments de la demande paraît avoir d'ores et déjà provoqué, ou devoir dans un proche avenir susciter une modification, dans un sens favorable, des tendances antérieures en matière de rythme de production, d'utilisation des capacités installées et d'emploi de la main-d'œuvre.

Bien entendu, ces différentes évolutions ne sont pas suffisamment nettes et ne se manifestent pas depuis suffisamment longtemps pour qu'on puisse en inférer qu'une reprise conjoncturelle est dès à présent en cours. Pour plusieurs raisons cependant, l'éventualité d'une telle reprise n'a rien d'in vraisemblable. Les exportations sont favorisées par l'apaisement des inquiétudes concernant le système monétaire international depuis la réunion du Groupe des Dix à Washington en décembre 1971 et par la tendance conjoncturelle plus favorable qui se manifeste dans certains pays étrangers ou qui pourrait résulter de la

politique économique et financière plus souple qui y a été décidée ou annoncée. La consommation privée est stimulée par la hausse des revenus réels des ménages, par le fléchissement du rendement des épargnes financières et par l'assouplissement de la réglementation en matière de crédits et ventes à tempérament et de prêts personnels. La construction d'habitations est encouragée par l'abaissement du coût et l'élargissement des conditions des crédits hypothécaires et par toute une série de mesures gouvernementales. Enfin, l'Etat soutiendra l'activité économique en majorant, dans une mesure considérable, les dépenses dont le financement lui incombe.

Pour ces diverses raisons, il n'est pas exclu qu'une reprise conjoncturelle franche se produise dans les mois qui viennent; c'est l'objectif que le Gouvernement s'est assigné en élaborant un programme de relance économique. Tous les problèmes ne seraient cependant pas résolus pour autant. C'est ainsi que la légère amélioration apparue récemment dans le climat conjoncturel s'est déjà accompagnée d'une tendance moins favorable dans le domaine des prix : depuis décembre 1971, les enquêtes de la Banque mentionnent de nouveau un nombre plus élevé de hausses que de baisses des prix industriels.

Au surplus, l'évolution des salaires constitue un sujet de préoccupation. Au dernier trimestre de 1971, leur hausse a été nettement plus forte en Belgique que dans les principaux pays étrangers. Il est vrai qu'elle s'accélère en général pendant cette période de l'année sous l'influence de facteurs saisonniers, mais si, pour éliminer l'incidence de ceux-ci, on compare l'évolution du quatrième trimestre de 1971 à celle du trimestre correspondant de 1970, on constate une accentuation de la hausse en Belgique, alors qu'il y a eu une atténuation à l'étranger, sauf aux Etats-Unis ⁽¹⁾.

Les pouvoirs publics ne disposent pas en Belgique d'instruments légaux ou réglementaires qui leur permettraient d'agir sur le rythme d'accroissement des rémunérations nominales. Le Conseil Central de l'Economie vient de « rappeler son opposition unanime, bien que pour des motifs divergents, à une politique des revenus » ⁽²⁾. Mais le rejet de toute contrainte par voie d'autorité ne constitue une position tenable à long terme que s'il s'accompagne du respect, volontairement admis, des impératifs de l'intérêt général. En effet, la formation des revenus doit observer certains principes, sous peine de provoquer des déséquilibres graves au sein de l'économie. En particulier, il est bien évident que si les secteurs les plus florissants allaient jusqu'aux hausses salariales maxima que leur situation privilégiée rend possibles et si, par un effet de contagion, des hausses de même ampleur étaient demandées et consenties dans les autres secteurs, des conséquences dommageables en résulteraient pour l'économie quelle que soit l'évolution de la conjoncture. En effet, si les tendances à la reprise ne se confirmaient pas, l'obligation de payer des salaires en nette augmentation risquerait de causer

⁽¹⁾ Cf. tableau I, page X.

⁽²⁾ Avis du 30 mars 1972, adressé à sa demande au Ministre des Affaires économiques relatif au budget économique de 1972.

des difficultés financières aux entreprises qui de par leur type d'activité, leur localisation, leur organisation sont les plus vulnérables, et partant d'amener des licenciements de personnel. Si, au contraire, le redressement conjoncturel s'affirmait, les entreprises pourraient plus facilement compenser l'alourdissement de leurs charges salariales, mais ce serait soit en faisant des économies d'une main-d'œuvre jugée trop onéreuse, ce qui entraverait la résorption du chômage, soit en relevant leurs prix de vente, ce qui confronterait les autorités responsables avec les problèmes d'une inflation par les coûts.

Une demande plus ferme pour les biens et les services serait, en effet, propice à une hausse plus rapide de leurs prix et elle pourrait même provoquer une accélération inacceptable dès le moment où elle se heurterait aux limites d'une offre qui ne serait plus suffisamment extensible. Comme il existe actuellement des facteurs de production inutilisés, cette dernière situation n'est pas à craindre dans l'immédiat. Elle ne risquerait même pas de se présenter d'ici à la fin de l'année en cours, d'après les prévisions du budget économique. Celui-ci estime qu'en 1972, le taux d'accroissement du produit national brut à prix constants aurait normalement dû être de 3 p.c., mais pourrait être porté à 3,8 p.c. par le programme de relance économique du Gouvernement. Ces pourcentages ne dépassent sans doute pas les possibilités de développement des facultés de production.

Nul ne songerait à nier cependant le caractère fatalement très approximatif de telles évaluations. En particulier, on ne peut, au vu des éléments d'appréciation mentionnés plus haut, rejeter l'hypothèse que la tendance fondamentale de la conjoncture soit plus favorable qu'elle ne semblait l'être au moment de l'élaboration du budget économique. Le Gouvernement est conscient que sa politique économique doit tenir compte de cette éventualité. C'est pourquoi, il a indiqué qu'il veillerait, en matière budgétaire, à doser ses opérations en fonction de la situation et même à suspendre ses interventions si, avant la fin de l'année, un redressement conjoncturel dans les pays voisins rendait moins impératifs les efforts propres de relance.

Une telle adaptation des dépenses des pouvoirs publics aux nécessités de la conjoncture sera d'une réalisation particulièrement délicate. En effet, comme le Conseil Central de l'Economie l'a souligné dans l'avis déjà cité, « plusieurs des mesures annoncées ne pourront, pour des raisons administratives ou d'organisation, être réalisées effectivement qu'après un certain temps, de sorte que leur effet conjoncturel ne se fera sentir que dans le courant du deuxième semestre de 1972 et même, dans certains cas, en 1973 seulement ». Avant de s'engager dans la mise à exécution de telle ou telle phase de son programme, le Gouvernement devra prendre en considération non pas tellement la situation conjoncturelle du moment, mais celle qui prévaudra, parfois plusieurs mois plus tard, lorsque la décision envisagée produira ses conséquences.

Au total, pour que soient évités à la fois l'écueil d'une détérioration des possibilités d'emploi et celui d'une apparition de tensions inflationnistes, deux

conditions devront être réalisées : une auto-discipline suffisante devra être pratiquée lors des négociations collectives en vue de la détermination des rémunérations et une grande souplesse devra être donnée à la politique économique de manière qu'aucune mesure ne sorte ses effets à contretemps.

*
**

Le niveau de l'activité économique.

La chronique précédente sur la situation de l'économie belge, publiée dans le *Bulletin* de novembre 1971 ⁽¹⁾, avait comme thème principal la décélération conjoncturelle qui se développait en 1971, tout en laissant subsister des phénomènes d'inflation par les coûts. En fait, une détente, faisant suite à la surchauffe de 1969, était en cours depuis le début de 1970, mais elle avait été interrompue, au dernier trimestre de cette année, par une reprise de la demande intérieure et extérieure. Plus récemment, la décélération fut aggravée par la suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée le 15 août par le Gouvernement américain.

Au cours de l'automne, l'évolution conjoncturelle est demeurée caractérisée par un affaiblissement lent mais continu de l'activité et de la demande. Le degré d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière est revenu de 85,6 p.c. en octobre 1970 à 82,6 p.c. un an plus tard et à 81,7 p.c. à fin janvier 1972. Le pourcentage des entreprises utilisant complètement leurs capacités de production est revenu de 40 p.c. en octobre 1970 à 31 p.c. un an plus tard et à 27 p.c. à fin janvier 1972. L'insuffisance de la demande était signalée de plus en plus comme une cause limitant la pleine utilisation des capacités : par 44 p.c. des entreprises participantes en octobre 1970, 53 p.c. un an plus tard et 60 p.c. à fin janvier 1972.

Mais alors que l'enquête de fin octobre 1971 faisait prévoir une nouvelle réduction du degré d'utilisation — qui est effectivement intervenue —, celle de fin janvier 1972 annonçait une stabilisation de ce degré pendant les trois mois suivants. Cette prévision moins défavorable est significative pour l'état le plus récent du climat conjoncturel : la conférence monétaire de Washington des 17 et 18 décembre 1971, les conditions climatiques très favorables qui ont persisté pendant tout l'hiver et l'annonce de programmes de soutien de la conjoncture ont contribué, au premier trimestre de l'année en cours, à arrêter le mouvement récessionniste. Certains éléments de la demande extérieure, plus particulièrement ont présenté une évolution meilleure que prévue.

Les enquêtes mensuelles de la Banque confirment la dégradation de la conjoncture au cours de l'automne de 1971, suivie d'une certaine amélioration pen-

(1) Pp. XXXVII à I.X.

Graphique 1.

Utilisation des capacités de production dans l'industrie



1 Prévisions de janvier pour les trois mois suivants.

dant les premiers mois de 1972. La durée assurée de l'activité dans l'industrie manufacturière est revenue de 4,31 mois à la fin de janvier 1971 à 4,21 mois à la fin de juin, 3,77 mois à la fin de janvier et de février 1972 et à 3,79 mois à la fin de mars. Le raccourcissement de la durée aurait été plus accentué au cours des derniers mois de 1971, si le rythme moyen de la production n'avait pas été quelque peu réduit. En février et mars 1972, un redressement de la demande, surtout d'origine étrangère, est allé de pair avec une accélération du rythme moyen de production. Il a bénéficié surtout à la métallurgie lourde, dont la situation, assez faible en 1970, s'est stabilisée en 1971. Dans l'industrie des fabrications métalliques, le repli de la conjoncture s'est amorcé vers la fin du premier trimestre de 1971 et s'est poursuivi tout au long de l'année; il s'est arrêté pendant les premiers mois de 1972 dans les secteurs produisant des biens de consommation durables; le degré d'utilisation des capacités de production est revenu, pour cette industrie prise dans son ensemble, de 86,4 p.c. à fin janvier 1971 à 79,6 p.c. à fin janvier 1972.

Les industries du textile, comme celles des produits alimentaires, ont été nettement moins affectées par la détente conjoncturelle : leur production a continué à se développer en réponse à une demande soutenue.

L'industrie chimique traverse une période de réadaptation qui, suivant les résultats des enquêtes de conjoncture, se traduit dans l'ensemble par un léger recul du rythme de l'activité, la demande n'ayant pas suivi l'extension des capacités; le degré d'utilisation de celles-ci a d'ailleurs diminué de 88,7 p.c. à fin janvier 1970, à 83,2 p.c. un an plus tard et à 74,2 p.c. à fin janvier 1972. L'industrie du papier est passée par une période d'activité relativement faible, la tendance la plus récente étant toutefois plus favorable. L'industrie de la transformation du bois a pu développer son activité tout au long de la période étudiée.

En ce qui concerne le secteur de l'énergie, par rapport au même semestre de 1970, on constate une augmentation de la production des raffineries de pétrole de 6,7 p.c. au premier semestre de 1971, suivie d'une diminution de 3,4 p.c. au second semestre. Pour les mêmes semestres, la production d'électricité, après déduction des exportations nettes de courant, s'est accrue de respectivement 5,7 et 6,1 p.c.

Suivant l'indice trend-cyclique de l'Institut National de Statistique, calculé sur la base d'une moyenne mobile de douze mois, le taux d'accroissement de la production industrielle dans son ensemble est revenu de 9,8 p.c. en 1969 à 3,2 p.c. en 1970 et à 2,3 p.c. en 1971. Les indices bruts reflètent un affaiblissement graduel de l'expansion dans le courant de cette dernière année. Un redressement serait toutefois intervenu au premier trimestre de 1972, d'après les résultats des enquêtes mensuelles de la Banque.

Après une expansion de 14,8 p.c. en 1970, l'activité de l'industrie de la construction a d'abord vu se réduire son taux d'expansion au premier semestre

de 1971 et a accusé ensuite un recul au second semestre par rapport à la période correspondante de 1970. Les industries produisant des matériaux de construction ont suivi la même tendance, sauf qu'une certaine amélioration est apparue dans l'industrie du ciment au premier trimestre de 1972.

La décélération conjoncturelle de l'activité de l'industrie manufacturière et de la construction s'est traduite par une remontée, encore faible, du chômage. Le nombre de chômeurs complets est passé de 70.800 en mars 1971 à 86.600 en mars 1972. A partir du mois d'août 1971, il dépasse, d'une façon régulièrement croissante, son niveau correspondant de l'année antérieure. Le taux dessaisonnalisé du chômage, calculé par rapport à la population active, a augmenté de 1,75 p.c. en mars 1971 à 2,11 p.c. un an plus tard. Pour les seuls chômeurs à aptitude normale, le taux de chômage est passé, de mars 1971 à mars 1972, de 0,60 p.c. à 0,95 p.c. par rapport à la population active et de 0,90 p.c. à 1,40 p.c. par rapport au nombre d'assurés contre le chômage. La détente du marché de l'emploi se reflète aussi dans la régression des offres d'emploi en suspens à la fin du mois : celles-ci sont revenues de 15.900 en mars 1971 à 7.700 en mars 1972.

De même, la proportion des entreprises participant aux enquêtes de la Banque et attribuant la sous-utilisation de leurs capacités de production à un manque de main-d'œuvre qualifiée est revenue de 15 p.c. du total en janvier 1971 à 10 p.c. en octobre et à 8 p.c. en janvier de l'année en cours. Quant aux résultats des enquêtes mensuelles, l'écart positif (exprimé en pourcentage des réponses pondérées) entre les réponses signalant l'intention des participants d'augmenter leur effectif ouvrier au cours des trois mois suivant la date de l'enquête et les réponses signalant l'intention de réduire cet effectif a fait place, à partir du mois d'août 1971, à un écart négatif, qui a atteint un maximum à la fin de janvier 1972. Cet écart s'est réduit en février et mars.

Les salaires et les prix.

La détente sur le marché de l'emploi n'a pas encore provoqué une décélération de la hausse des salaires, telle qu'elle apparaît dans les indices disponibles, mais les nouvelles conventions conclues récemment font prévoir une certaine modération dans le courant de 1972, si les hausses résultant de l'application de l'échelle mobile ne s'accroissent pas.

Suivant les enquêtes trimestrielles de l'Institut National de Statistique, les salaires horaires bruts des ouvriers masculins majeurs dans l'industrie (à l'exception de la sidérurgie et des mines) ont augmenté de 13,2 p.c. de janvier 1971 à janvier 1972, contre 13,3 p.c. pour les douze mois antérieurs. Pour les quatre dernières périodes de 3 mois, les taux d'accroissement ont atteint 3,9 p.c. de janvier 1971 à avril, 2,2 p.c. d'avril à juillet, 2 p.c. de juillet à octobre et 4,4 p.c. d'octobre à janvier 1972. L'accélération récente de la hausse des salaires est particulière à la Belgique.

Suivant l'indice calculé par la Banque Nationale, l'augmentation du gain moyen brut par heure prestée ⁽¹⁾ s'est élevée à 12 p.c. de décembre 1970 à décembre 1971, contre 12,8 p.c. pendant les douze mois antérieurs. Cette augmentation est un peu plus forte ⁽²⁾ que celle qui a été enregistrée en France, en Allemagne fédérale et au Royaume-Uni et beaucoup plus forte que la hausse des

Tableau I.

Indices des salaires ¹

(Variations en p.c. par rapport à la période précédente)

	Gain horaire brut						Salaires conventionnel ²	
	Belgique	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Belgique	Pays-Bas
1969 Année	+ 7,9	+10,7	+ 8,9	+ 6,4	+ 7,8	+ 6,0	+ 7,2	+ 9,9
1970 Année	+11,7	+10,1	+14,0	+18,0	+13,8	+ 5,3	+10,4	+10,7
1971 Année	+11,9	+10,9	+12,0	+10,6	+13,1	+ 6,2	+12,0	+11,7
1970 Mars	+ 3,0	+ 3,0	+ 2,9	+11,9	+ 4,1	+ 0,7	+ 3,8	+ 5,0
Juin	+ 2,6	+ 2,4	+ 2,1	+ 2,7	+ 3,8	+ 1,5	+ 2,6	+ 3,2
Septembre	+ 2,6	+ 2,4	+ 4,5	+ 0,9	+ 3,7	+ 1,8	+ 2,7	+ 2,6
Décembre	+ 4,0	+ 2,6	+ 3,2	+ 2,2	+ 4,2	+ 1,5	+ 2,1	+ 1,0
1971 Mars	+ 1,8	+ 3,2	+ 3,0	+ 5,1	+ 1,9	+ 1,4	+ 4,6	+ 4,5
Juin	+ 3,7	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,5	+ 3,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 1,9
Septembre	+ 1,7	+ 2,5	+ 4,0	+ 1,7	+ 2,7	+ 0,8	+ 2,0	+ 5,1
Décembre	+ 4,4	+ 2,3	+ 0,8	+ 1,2	+ 1,8	+ 2,5	+ 2,6	+ 0,9

¹ Non corrigés pour éliminer les variations de taux de change.

² Seul indice dont on dispose pour les Pays-Bas.

salaires américains. Elle est cependant légèrement inférieure à la progression des salaires aux Pays-Bas. Les salaires horaires réels — c'est-à-dire après élimination de la hausse des prix à la consommation — ont progressé de 6,1 p.c. en Belgique de décembre 1970 à décembre 1971, soit plus rapidement que dans les autres pays.

Par rapport aux périodes correspondantes de 1970, le salaire-coût, qui englobe les cotisations sociales supportées par les employeurs, a augmenté de 11,3 p.c. au premier semestre et de 11,5 p.c. au second semestre. Comme, pour les mêmes périodes, la productivité a augmenté de 6,1 p.c. et 5,6 p.c. respectivement,

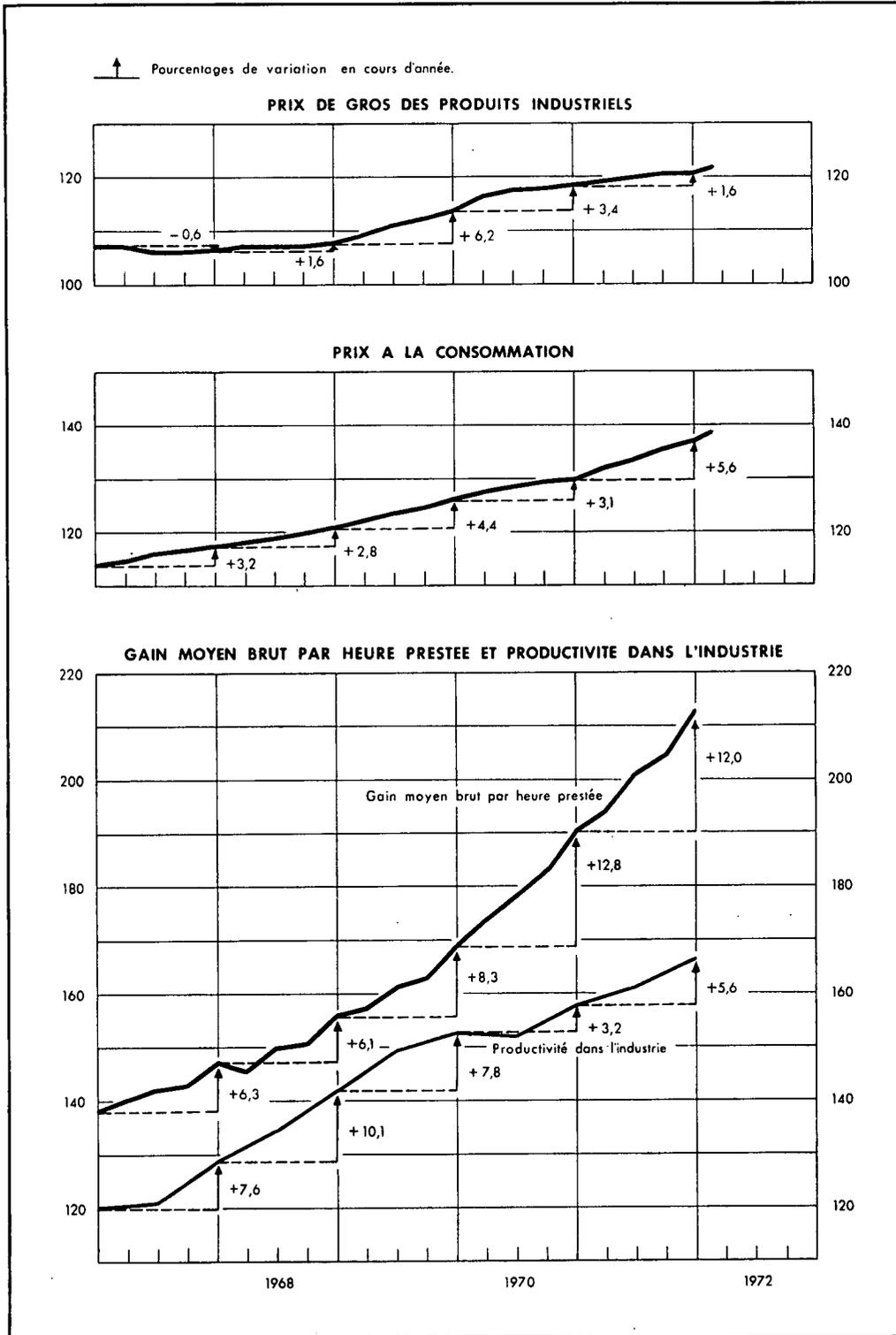
⁽¹⁾ Le gain moyen brut par heure prestée est le rapport entre la somme totale brute revenant à tout le personnel ouvrier masculin et féminin pendant une période (mois de mars, juin, septembre et décembre) et le nombre d'heures prestées par ce personnel au cours de la même période. Cette rémunération comprend donc les primes, allocations et gratifications diverses en espèces, les sursalaires pour travail de nuit et de dimanche et pour les heures supplémentaires, les salaires payés pour les journées de congé (ces dernières n'intervenant pas dans le nombre d'heures prestées). La notion de « salaire horaire brut », utilisée par l'I.N.S. n'est pas différente, sauf que l'indice ne couvre que les ouvriers masculins majeurs dans l'industrie, à l'exception de la sidérurgie et des mines.

⁽²⁾ Comparaison basée sur des indices non corrigés des variations monétaires; celles-ci constituent un désavantage pour l'Allemagne fédérale et un avantage pour les autres pays considérés, à l'exception des Pays-Bas, par rapport à la Belgique.

Graphique 2.

Prix, salaires et productivité en Belgique

(indices 1963 = 100)



le salaire-coût par unité produite s'est accru de 5 p.c. au premier semestre et de 5,6 p.c. au second ⁽¹⁾. Cet accroissement a contribué à la hausse des prix à la consommation.

Selon les estimations faites par les services de la Commission des Communautés Européennes, la hausse des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute, à prix constants, dans l'industrie en 1971 se serait élevée à 9 p.c. en Belgique, contre 8 p.c. en Allemagne fédérale, 7 p.c. aux Pays-Bas, 6,5 p.c. au Royaume-Uni, 6 p.c. en France et 2,5 p.c. aux Etats-Unis. En Italie, où la production industrielle a diminué, l'accroissement aurait atteint 14,5 p.c. Si les comparaisons étaient corrigées pour tenir compte des modifications de taux de change, la hausse des coûts salariaux en Allemagne deviendrait plus prononcée qu'en Belgique.

Les indices officiels des prix ⁽²⁾ traduisent les mouvements suivants de février ou mars 1971 à février ou mars 1972, comparés à ceux de la période correspondante antérieure :

- prix de gros des produits industriels finis (février) : + 3,6 p.c., contre + 2,8 p.c. (sans T.V.A.);
- prix de gros des produits agricoles (février) : + 6,1 p.c., contre - 5,5 p.c.;
- prix à la consommation (mars) : + 4,9 p.c., contre + 3,6 p.c.

La hausse des prix de gros des produits industriels finis est demeurée relativement modérée. Pendant la période août-novembre 1971, les résultats des enquêtes mensuelles de la Banque faisaient même apparaître un nombre plus élevé de baisses que de hausses des prix industriels. Cependant, la situation s'est de nouveau modifiée à partir de décembre. Un mouvement de hausse s'est dégagé des résultats des enquêtes conduites depuis lors.

Suivant les enquêtes mensuelles, la hausse des prix s'est atténuée, mais demeure importante dans l'industrie de la construction de bâtiments, mais elle aurait fait place à des baisses de prix dans le secteur des travaux de génie civil.

Des rapprochements effectués avec les indices étrangers comparables, il ressort qu'en Belgique le renchérissement des produits industriels finis semble avoir été plus élevé que dans les pays de la Communauté Economique Européenne et qu'aux Etats-Unis, mais nettement moindre qu'au Royaume-Uni.

Il existe un lien entre la hausse très sensible des produits agricoles et celle de l'indice des prix à la consommation. Une décomposition de cet indice fait apparaître, pour les douze mois se terminant en mars 1972 en comparaison avec les douze mois antérieurs, une hausse de 5,4 p.c. contre 0,2 p.c. pour les produits alimentaires, de 2,8 p.c. contre 4,4 p.c. pour les produits non alimentaires et

⁽¹⁾ Ces chiffres, établis par l'Institut de Recherches Economiques de Louvain, sont basés, pour le premier semestre, sur la période mars-mai et, pour le second, sur la période septembre-novembre.

⁽²⁾ Cf. « Statistiques », tableaux VII, 3 et 4.

de 7,4 p.c., taux inchangé, pour les services. En janvier et février 1972, la hausse de l'indice général a été très substantielle, si l'on ajuste la base de comparaison pour éliminer l'incidence de la taxe sur la valeur ajoutée. Elle s'est toutefois ralentie au mois de mars. A partir de ce mois, la pondération des différentes composantes de l'indice officiel a été adaptée aux changements survenus dans la structure des dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Pour la dernière période de douze mois, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation en Belgique a été à peu près du même ordre de grandeur qu'en Allemagne et en France, et plus modérée qu'aux Pays-Bas et au Royaume-Uni; par contre, elle a été nettement supérieure à celle enregistrée aux Etats-Unis.

Les principales composantes de la demande intérieure.

La consommation des ménages.

Les indices les plus sensibles de la consommation des ménages font apparaître des changements très caractéristiques de la tendance de cette composante principale des dépenses intérieures.

Il convient de rappeler d'abord qu'un facteur particulier, à savoir l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 1971, a exercé une incidence très spéciale. Au début de l'année, les achats de voitures automobiles et d'appareils électro-ménagers ont subi le contrecoup des achats effectués par anticipation vers la fin de 1970. Au cours des mois ultérieurs, la répercussion de ce facteur s'est graduellement estompée et, au premier trimestre de 1972, on a pu constater une reprise assez vigoureuse de cette catégorie de dépenses.

L'appréciation portée par les participants aux enquêtes de la Banque sur le niveau des ventes dans le commerce de gros de voitures (y compris le commerce d'importation) et d'appareils électro-ménagers a évolué comme suit [différence entre le pourcentage des réponses signalant une évolution favorable (+) et celui des réponses signalant un niveau de ventes insuffisant (-)] :

	Voitures automobiles	Appareils électro- ménagers
1970 4 ^e trimestre	+ 25	+ 30
1971 1 ^{er} trimestre	- 58	- 63
2 ^e trimestre	- 50	- 57
3 ^e trimestre	- 48	- 35
4 ^e trimestre	- 17	- 27
1972 Janvier	+ 32	+ 6
Février	+ 46	+ 18
Mars	+ 9	- 2

Suivant les résultats des enquêtes de la Banque, les ventes de produits alimentaires et de textiles n'ont pas été affectées par le même mouvement : elles ont connu une évolution satisfaisante pendant toute la période étudiée, sauf que les derniers mois de 1971 ont été un peu moins favorables pour le commerce de produits textiles; une amélioration s'est toutefois produite au cours du premier trimestre de 1972.

Les données exposées ci-dessus sont confirmées par les chiffres des immatriculations de voitures et des livraisons de tissus sur le marché intérieur, repris au tableau II. L'évolution des importations de biens de consommation constitue une donnée moins sûre, parce qu'elle est influencée par l'intensification des échanges au sein de la C.E.E.

Tableau II. Indicateurs de la consommation des ménages

	Durée assurée de l'activité		Importations de biens de consommation	Immatriculations de voitures	Livraisons de tissus	Ventes du commerce de détail (quantités)
	Industrie textile	Industrie des biens métalliques de consommation				
	(en mois)						(variations en pourcentage par rapport à la période correspondante antérieure)
1969 Année	3,1	4,0	+ 17,9	+ 15,4	+ 2,9	+ 6,5
1970 Année	2,6	4,2	+ 10,4	- 4,3	+ 3,2	+ 5,3
1971 Année	2,8	4,0	+ 18,8	- 10,8	p+ 7,5	+ 6,7
1970 1 ^{er} trimestre	2,8	3,9	+ 12,6	- 6,8	- 0,8	+ 3,9
2 ^e trimestre	2,6	3,9	+ 11,7	- 17,6	- 0,7	+ 1,7
3 ^e trimestre	2,5	4,3	+ 8,7	- 9,9	+ 2,4	+ 3,6
4 ^e trimestre	2,7	4,6	+ 8,9	+ 28,1	+ 11,4	+ 12,3
1971 1 ^{er} trimestre	2,7	4,4	+ 18,2	- 11,5	+ 5,2	+ 2,8
2 ^e trimestre	2,8	4,0	+ 17,6	- 4,1	+ 9,2	+ 10,8
3 ^e trimestre	2,8	3,8	+ 20,3	- 7,3	+ 10,5	+ 9,5
4 ^e trimestre	2,8	3,7	+ 19,1	- 20,2	p+ 5,9	+ 4,4
1972 Janvier	2,8	3,8		+ 40,9		
Février	2,8	3,8		p+ 61,4		
Mars	2,8	4,0		p+ 23,3		

La durée assurée de l'activité dans les industries produisant des biens de consommation s'est réduite de 3,34 mois au premier trimestre de 1971 à 2,94 mois au troisième trimestre et à 2,93 mois au quatrième trimestre, pour remonter à 3,04 mois en janvier et 3,09 en mars. Bien que cet indicateur soit influencé aussi par la demande à l'exportation, il confirme bien la tendance esquissée dans les alinéas précédents. Les informations fournies par les grands magasins signalent également une amélioration depuis le début de l'année en cours.

L'évolution la plus récente de la consommation de services est mal connue, notamment en raison du caractère très diversifié de ceux-ci.

A partir du 21 octobre 1971, la réglementation des crédits et des ventes à tempérament a été assouplie, mais cette mesure à elle seule ne semble pas expliquer l'amélioration des achats de biens durables; celle-ci reflète aussi un changement plus fondamental dans l'attitude des consommateurs, déterminée sans doute, du moins partiellement, par l'augmentation sensible des revenus et la baisse des rendements alloués aux épargnes financières. Un nouvel assouplissement de la réglementation, dont bénéficient aussi les prêts personnels, vient d'être décidé par le Gouvernement.

Les dépenses en constructions d'habitations.

La demande de nouvelles constructions résidentielles a également été influencée par l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée, celle-ci ayant d'abord donné lieu à un mouvement d'anticipation et ensuite, après son introduction, par contrecoup, à un mouvement de repli de la demande. De plus, elle a été freinée par le prix élevé des terrains, le renchérissement du coût de la construction et le niveau élevé des taux des prêts hypothécaires. Pour les dix premiers mois de 1971, les autorisations de bâtir, exprimées en milliers de mètres cubes, ont diminué de 25 p.c. par rapport à la période correspondante de 1970.

Suivant les enquêtes mensuelles de la Banque, la durée assurée de l'activité pour la construction d'immeubles résidentiels est revenue d'un maximum de 8,2 mois à la fin du premier trimestre de 1970 à 7,4 mois un an plus tard et à 6,5 mois à la fin de mars 1972. Le recul concerne surtout les immeubles à appartements et les maisons construites en série, c'est-à-dire le logement social : pour les premiers, la durée assurée de l'activité a diminué, pendant la période susmentionnée, de 13,5 à 11,7 et 9,3 mois et pour les secondes de 12,6 à 10,4 et à 6,6 mois. La situation est demeurée plus satisfaisante en ce qui concerne la construction de maisons individuelles.

Suivant les enquêtes mensuelles de la Banque de février et mars, les chefs d'entreprise prévoient une augmentation des offres de travaux pour les trois mois suivants, sauf pour la construction d'immeubles à appartements.

Le programme de relance économique du Gouvernement comporte, pour 1972, des dépenses exceptionnelles d'un montant de 3,5 milliards en faveur du logement social. Celui-ci sera favorisé notamment par la majoration des primes à la construction, décidée en mars 1972. Par ailleurs, les régimes des octrois de prêts hypothécaires ont été élargis et le coût des prêts a été abaissé à plusieurs reprises.

Les investissements des entreprises.

Comme dans les autres pays de la C.E.E., la progression des investissements dans l'industrie manufacturière belge a marqué un temps d'arrêt, après une expansion extraordinaire au second semestre de 1969 et en 1970. Suivant les

résultats prévisionnels de l'enquête de septembre 1971, l'année 1972 serait caractérisée par un recul des investissements dans l'industrie manufacturière de quelque 5 p.c. à prix courants. Les résultats provisoires de l'enquête de mars 1972 sont un peu meilleurs et annoncent, pour cette même année, un niveau d'investissements inchangé par rapport à 1971, abstraction faite de l'industrie chimique pour laquelle les nouveaux résultats ne sont pas encore disponibles.

D'après les enquêtes successives sur l'utilisation des capacités de production, la proportion des entreprises décidées à agrandir les capacités est revenue de 30 p.c. en octobre 1970 à 16 p.c. à fin janvier 1972. Cet affaiblissement de la propension à investir des entreprises ressort également de la réduction de la durée assurée de l'activité dans le secteur de la construction de bâtiments à usage industriel et commercial : d'un maximum de 25,4 mois à fin février 1971, cette durée est revenue progressivement à 19,8 mois à fin mars 1972. De même, pour les dix premiers mois de 1971, par rapport à la période correspondante de l'année antérieure, les autorisations de construire des bâtiments non résidentiels, exprimées en milliers de mètres cubes, ont diminué de 22 p.c. contre un accroissement de 14 p.c. pour la même période de 1970. Le taux d'accroissement de la valeur des importations de biens d'équipement en U.E.B.L. est revenu de 32 p.c. en 1970 à 13 p.c. en 1971. Enfin, on constate que la demande de crédits d'investissements auprès des banques et des autres institutions financières s'est nettement affaiblie. Ainsi, la marge disponible sur des crédits d'investissement ouverts par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie s'est rétrécie de 23,5 milliards en janvier 1971 à 17 milliards en janvier 1972.

Les dépenses publiques.

Dès l'année 1971 la gestion des finances publiques a été adaptée pour compenser dans une certaine mesure les symptômes d'un ralentissement conjoncturel qui se manifestaient dans le secteur privé. Une telle action ressort traditionnellement du domaine des dépenses extraordinaires, l'évolution des dépenses ordinaires étant plutôt déterminée par des tendances fondamentales et irréversibles.

Comme le produit national à prix courants, les recettes et dépenses ordinaires, après réintégration des recettes et dépenses débudgétisées du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale et des Régies des Postes et de la Marine, se sont accrues d'environ 10 p.c. en 1971, contre 12,5 p.c. pour les recettes et 8,3 p.c. pour les dépenses en 1970, année de haute conjoncture pendant laquelle certaines recettes fiscales étaient, au surplus, influencées par le « boom » conjoncturel de 1969. L'excédent de caisse est passé de 5,6 milliards en 1970 à 8,9 milliards en 1971, mais le dernier montant est accidentel à concurrence de la moitié : la Caisse d'Amortissement ne peut pas racheter des fonds publics à un cours dépassant le prix de remboursement, ce qui fait que la hausse des cours en Bourse a retardé les rachats.

L'exécution du budget extraordinaire, y compris les dépenses du Fonds des Routes, a eu des effets nettement expansionnistes en 1971 puisqu'elle se solde par un déficit net de 63,2 milliards, contre 48,8 milliards en 1970, soit une augmentation de 14,4 milliards ou 30 p.c., qui équivalent à 1,0 p.c. du produit national brut de 1971. Cet accroissement se répartit sur toutes les grandes rubriques du budget extraordinaire : travaux publics et Fonds des Routes, communications (transports urbains, Société Nationale des Chemins de Fer Belges), éducation nationale (constructions scolaires et universitaires), santé publique (équipement hospitalier, distribution et épuration des eaux), défense nationale. Il reflète un très gros effort de développement structurel des équipements collectifs, rendu possible par l'abondance de l'épargne financière disposée à se placer en fonds publics.

Tableau III.

Dépenses et recettes de l'Etat

(milliards de francs)

	Réalizations effectives 1			Prévisions initiales	
	1969	1970	1971	1971	1972
1. Budget ordinaire :					
Recettes	266,3	299,5	325,5	318,9	360,6
Dépenses	271,4	293,9	316,6	318,7	366,7
Solde ...	- 5,1	+ 5,9	+ 8,9	+ 0,2	- 6,1
2. Solde du budget extraordinaire ²	- 45,7	- 48,8	- 63,2	} - 53,6	- 81,4 ³
3. Mouvements des fonds de tiers et divers .	+ 0,3	- 1,6	+ 1,0		
4. Déficit de trésorerie (4 = 1 + 2 + 3) .	- 50,5	- 44,8	- 53,3	- 53,4	- 87,5
5. Amortissement de la dette publique	+ 22,4	+ 21,0	+ 19,5	+ 23,3	+ 24,7
6. Besoins nets (6 = 4 + 5)	- 28,1	- 23,8	- 33,8	- 30,1	- 62,8

¹ Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées.

² Y compris les dépenses du Fonds des Routes.

³ Y compris 9 milliards de dépenses pour la restitution des taxes accumulées dans les stocks et 6 milliards pour le programme spécial conjoncturel.

Cette épargne a permis un financement aisé du déficit total de l'Etat et, en même temps, un remboursement considérable de dettes en devises.

Compte tenu du solde des mouvements des fonds de tiers et des amortissements de la dette, les besoins nets de financement ne se sont finalement accrus que de 23,8 milliards en 1970 à 33,8 milliards en 1971, soit 2,4 p.c. du produit national brut, contre 1,85 p.c. en 1970.

Pour arriver aux besoins bruts de financement, c'est-à-dire à l'appel brut au marché, il faut ajouter aux besoins nets les amortissements budgétaires mentionnés au tableau III ainsi que les amortissements hors budget, qui se sont élevés à 27,4 milliards en 1970 et à 35,6 milliards en 1971; les besoins bruts de financement ainsi établis ont atteint 72,2 milliards en 1970 et 88,9 milliards en 1971.

Il convient de mentionner encore que les paiements relatifs aux secteurs débudgétisés (intercommunales d'autoroutes, travaux dont le financement est assuré par le Crédit Communal mais sera remboursé par l'Etat, canal Albert, canal Bruxelles-Rupel) et qui ne sont pas compris dans les besoins de financement susmentionnés, ont atteint 12,4 milliards en 1970 et 16,8 milliards en 1971.

Tableau IV.

Couverture des besoins nets de financement de l'Etat

(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1971	1972
				3 premiers mois	
1. Recours de l'Etat au marché belge :					
a) Organismes à fonctions monétaires ...	+ 15,0	+ 14,9	+ 37,1	+ 1,2	
b) Autres	+ 8,0	+ 19,3	+ 25,8	+ 22,3	
Total ...	+ 23,0	+ 34,2	+ 62,9	+ 23,5	+ 43,3
2. Recours de l'Etat aux marchés étrangers .	+ 5,1 ¹	- 10,4	- 29,1 ²	- 10,1	- 8,3
Total général ...	+ 28,1	+ 23,8	+ 33,8	+ 13,4	+ 35,0

¹ Après élimination de + 0,7 milliard (réévaluation du mark allemand).

² Après élimination de + 0,3 milliard (réévaluation du franc suisse), de - 0,8 milliard et de - 0,1 milliard (dévaluations de fait du \$ et du franc suisse dans le cadre des accords de la Conférence des Dix à Washington des 17 et 18 décembre 1971).

Le tableau IV relatif à la couverture des besoins nets de financement de l'Etat fait apparaître un recours au marché belge de 34,2 milliards en 1970 et de 62,9 milliards en 1971, dont respectivement 14,9 et 37,1 milliards provenant des organismes à fonctions monétaires. Le recours à ces organismes a toutefois été pour la majeure partie compensé par des remboursements de dettes flottantes en devises, qui constituent la destruction d'un financement monétaire. Par ailleurs, il faut se garder de considérer sans plus le recours aux organismes à fonctions monétaires comme un financement inflationniste, un recours de l'ampleur mentionnée ci-dessus ayant été rendu possible en 1971 par le fait que le public avait, au préalable semble-t-il, constitué auprès des banques des épargnes financières, dont nous verrons plus loin qu'elles ont été particulièrement importantes. Le recours moyen du Trésor à sa ligne de crédit auprès de la Banque Nationale a diminué de 11,5 milliards en 1970 à 6,2 milliards en 1971. A la fin de 1971, ce recours s'élevait à 4,9 milliards, contre 13,25 milliards un an plus tôt.

Enfin, élargissant l'optique aux pouvoirs subordonnés, il y a lieu de signaler que les investissements des provinces et communes se sont accrus, d'après le Crédit Communal, de 30 milliards en 1970 à 32,5 milliards en 1971, ce qui représente une augmentation de 8 p.c., contre 12 p.c. en 1970, année d'élections communales.

En ce qui concerne l'année 1972, le déficit prévu au budget ordinaire s'élève à 6,1 milliards. Les dépenses prévues à charge de ce budget, influencées par la mise en application de la programmation sociale en faveur du personnel des services publics, augmenteraient de 15,1 p.c. par rapport aux prévisions budgétaires pour 1971 et de 15,8 p.c. par rapport aux réalisations. De leur côté, les recettes s'accroîtraient de 13,1 p.c. par rapport aux prévisions de 1971 et de 10,8 p.c. par rapport aux réalisations. Elles seront influencées, dans un sens négatif, par la suppression de la taxe spéciale à l'exportation (- 4,5 milliards), par la diminution de la T.V.A. sur les investissements (- 4 milliards), par la dernière tranche du Kennedy-Round et l'extension du régime des tarifs douaniers préférentiels (- 1,3 milliard) et par la réduction de l'impôt sur les revenus modestes des personnes physiques accordée en vue de compenser la hausse des prix (- 3,6 milliards). En revanche, la prévision relative aux recettes tient compte du décime additionnel à l'impôt sur les sociétés (+ 2,1 milliards), de la majoration de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement (+ 0,5 milliard), ainsi que de 3 milliards de recettes supplémentaires résultant de l'accélération de la perception des impôts directs, de 5 milliards provenant de la lutte contre la fraude et la sous-estimation fiscales et, finalement, de 5 milliards au titre du paiement en décembre des dettes T.V.A. qui normalement auraient été versées en janvier 1973.

Enfin, le déficit prévu fait abstraction de 9 milliards de remboursements de taxes de transmission payées sur les stocks existants à la veille de la mise en vigueur de la T.V.A.; ce montant sera financé par l'emprunt.

Les dépenses prévues à charge du budget extraordinaire, y compris celles du Fonds des Routes, accuseront une progression de quelque 15 p.c. par rapport aux réalisations de 1971, elles mêmes déjà en augmentation de 30 p.c. par rapport à 1970. Il en résulte un déficit prévu de 66,4 milliards, à l'exclusion des 9 milliards de remboursements précités; à ce montant il faut ajouter des décaissements de 6 milliards sur un programme conjoncturel d'engagements de 17 milliards, mais qui ne se traduira dans les paiements qu'avec un certain délai.

Ce budget conjoncturel fut élaboré par le Gouvernement dès sa constitution après les élections parlementaires, sous la forme d'un programme de relance économique, comportant notamment une tranche de dépenses conjoncturelles de 10 milliards, la création d'un Fonds de soutien conjoncturel de 3 milliards, la création d'un Fonds de solidarité nationale en faveur des régions moins favorisées de 10 milliards à répartir sur 4 ans (dont 2 milliards pour 1972), ainsi qu'un programme spécial d'expansion de 2 milliards. La tranche susmentionnée de 10 milliards comprend 3,5 milliards pour le logement social, 4,5 milliards pour les travaux publics et 2 milliards pour les transports et la santé publique.

Additionnant les déficits susmentionnés, les remboursements de la taxe sur les stocks et les décaissements sur le programme de relance, on obtient un déficit de trésorerie de 87,5 milliards, contre 53,4 milliards pour 1971 (voir tableau III). Si l'on déduit de ce montant les amortissements budgétaires de dettes consoli-

dées, soit 24,7 milliards, on arrive à un besoin net de financement de 62,8 milliards, contre 34 milliards pour 1971 et 24 milliards pour 1970. Par ailleurs, les remboursements hors budget de dettes consolidées atteindront environ 22 milliards en 1972. Enfin, les dépenses d'investissement dites débudgétisées passeraient de 16,8 à 19,4 milliards.

Les deux premiers mois de l'exercice 1972 ont donné lieu, en ce qui concerne le budget ordinaire, à un accroissement de 13 p.c. des recettes et de 21,5 p.c. des dépenses; cette dernière augmentation est influencée notamment, semble-t-il, par un rattrapage du retard qu'une modification des techniques avait provoqué dans le rythme des ordonnancements. Le déficit à l'ordinaire est ainsi porté de 2 milliards en 1971 à 6,8 milliards en 1972.

Le solde du budget extraordinaire (y compris le Fonds des Routes) ne s'est guère modifié; il atteint, pour les deux premiers mois, 11,3 milliards en 1972, contre 10,8 milliards en 1971.

Aux besoins nets de financement découlant des opérations budgétaires, soit 18,1 milliards pour janvier et février 1972, contre 12,8 milliards pour les mêmes mois de 1971, se sont ajoutés en 1972 ceux qui résultent de mouvements divers, notamment les mouvements des fonds de tiers et de l'encaisse. Ces mouvements ont accru le déficit de 3 milliards, alors que pour la même période de 1971 ils avaient procuré au Trésor 1,2 milliard des ressources. Les amortissements budgétaires de la dette consolidée sont restés quasi inchangés : 3,5 milliards, contre 3,6 milliards en 1971.

Au total, pour janvier et février, les besoins nets de financement se sont ainsi chiffrés à 17,6 milliards en 1972, contre 8 milliards en 1971.

La situation a continué d'évoluer dans le même sens en mars. Au terme du premier trimestre, les besoins nets de financement s'établissent à quelque 35 milliards, contre 13,4 milliards en 1971, bien que les recettes fiscales aient dépassé de 4,7 milliards ou 6,5 p.c. ⁽¹⁾ celles de 1971 et que la plus-value des recettes par rapport aux prévisions budgétaires s'élève à 1,5 milliard. Ce déficit de 35 milliards a été entièrement financé par le marché belge, tandis qu'en même temps la dette de l'Etat en devises a encore été réduite de 8,2 milliards. A la fin du mois de mars, le recours du Trésor à sa ligne de crédit auprès de la Banque Nationale était nul.

Relations économiques avec l'étranger.

L'évolution réelle des relations économiques de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger en 1971 ne se dégage pas clairement des statistiques disponibles, les imperfections inhérentes à celles-ci ayant été aggravées

⁽¹⁾ Les recettes nettes de T.V.A. au premier trimestre ont été affectées notamment par des remboursements de crédit d'impôt existant à la fin de 1971.

par des circonstances spéciales. Alors que, suivant les statistiques douanières, le solde de la balance commerciale s'est détérioré à concurrence de 35,4 milliards, le surplus enregistré par la statistique des paiements pour marchandises s'est légèrement accru, passant de 34,4 à 35,1 milliards en 1971. Une différence aussi considérable n'a jamais été constatée au cours des années antérieures, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

Tableau V.

	Taux d'accroissement en p.c.				Solde de la balance commerciale (en milliards)	
	Exportations		Importations		Statistiques douanières	Balance des paiements
	Statistiques douanières	Balance des paiements	Statistiques douanières	Balance des paiements		
1967	+ 3,0	+ 6,2	—	+ 1,6	- 7,2	+ 3,1
1968	+ 16,1	+ 12,2	+ 16,1	+ 14,9	- 8,5	- 4,1
1969	+ 23,3	+ 21,6	+ 19,8	+ 18,8	+ 3,9	+ 4,4
1970	+ 15,3	+ 20,2	+ 13,8	+ 12,8	+ 12,4	+ 34,4
1971	+ 4,0	+ 8,2	+ 10,3	+ 8,7	- 23,0	+ 35,1
1971 2 premiers mois	- 0,3	+ 6,3	+ 5,6	+ 11,4	- 4,5	+ 5,0
1972 2 premiers mois p	+ 14,2	+ 6,6	+ 7,0	+ 9,3	+ 1,5	+ 3,4

Sans doute, les statistiques douanières ont dû être influencées par la suppression du contrôle douanier à la frontière belgo-néerlandaise. Une partie du trafic commercial avec les Pays-Bas ou même avec d'autres pays pourrait ainsi échapper au recensement de l'Institut National de Statistique. En 1971 en particulier, en raison de la taxe à l'exportation, des marchandises ont pu être exportées — via les Pays-Bas — à destination d'autres pays.

Il convient de rappeler aussi certaines causes permanentes de divergences :

— Les importations douanières sont enregistrées en valeur c.a.f. (coût, assurance et fret), tandis que les exportations douanières sont inscrites f.o.b. (franco à bord). Par contre, les règlements bancaires sont en partie c.a.f. et en partie f.o.b., tant en ce qui concerne les importations que les exportations.

— Les statistiques douanières relèvent séparément les importations temporaires suivies de réexportations, de même que les exportations temporaires suivies de réimportations. Dans les statistiques de paiements, seules les recettes et les dépenses nettes de travail à façon sont enregistrées.

— Les statistiques douanières couvrent tous les envois et les réceptions de marchandises, quel que soit le mode de règlement (compensation, notes de crédit, billets de banque), ainsi que les opérations de troc. Les statistiques de paiement ne comprennent que les opérations ayant fait l'objet d'un règlement

bancaire (sous réserve des corrections effectuées pour tenir compte des opérations réglées en billets ou par le moyen de crédits consentis avec le concours des banques belges).

— Les statistiques douanières comprennent les achats et ventes de matériel militaire. Dans la balance des paiements, ceux-ci ont figuré, jusqu'à présent, avec les autres transactions des pouvoirs publics.

— Les statistiques douanières ne recensent pas, en principe, le commerce de l'énergie électrique, alors que de telles transactions sont comprises dans les paiements d'opérations sur marchandises.

— A la différence des statistiques douanières, les statistiques des règlements sont influencées par l'évolution des délais de paiements et, singulièrement, par les modifications de caractère spéculatif de ces délais (« leads and lags »).

Compte tenu de ces réserves, on constate que la décélération, apparue en 1970, du rythme d'expansion des échanges extérieurs de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ⁽¹⁾ s'est poursuivie en 1971. Suivant les statistiques douanières, le taux d'accroissement des importations est revenu de 13,8 p.c. à 10,3 p.c. et celui des exportations de 15,3 p.c. à 4 p.c. Le boni de 12,4 milliards enregistré par la balance commerciale en 1970 a fait place à un mali de 23 milliards en 1971. Suivant les mêmes statistiques, un changement d'orientation s'est toutefois dessiné, en 1972 : pour les deux premiers mois de cette année le taux d'accroissement des importations atteint 7 p.c., contre 5,6 p.c. pour la même période de l'année antérieure; celui des exportations passe à 14,2 p.c., contre une diminution de 0,3 p.c. pour la même période de 1971. Ce changement d'orientation se reflète dans le solde de la balance commerciale qui, de déficitaire à concurrence de 4,5 milliards pour les deux premiers mois de 1971, devient excédentaire à concurrence de 1,5 milliard pour la même période de 1972.

Suivant les résultats des enquêtes de conjoncture de la Banque Nationale, la demande extérieure a connu une reprise très nette en février et mars, notamment dans la métallurgie lourde. Le solde des réponses des participants indiquant une augmentation (+) ou une diminution (-) des inscriptions de commandes extérieures a évolué comme suit (en p.c.) :

1971 1 ^{er} trimestre	+ 11
2 ^e trimestre	- 6
3 ^e trimestre	- 17
4 ^e trimestre	- 7
1972 Janvier	- 21
Février	+ 15
Mars	+ 15

L'évolution défavorable de la balance commerciale en 1971 est due, en partie, à la diminution de l'indice des termes de l'échange résultant d'une légère baisse

(1) Cf. « Statistiques », tableaux VIII.

de l'indice des prix à l'exportation, alors que l'indice des prix à l'importation accusait encore une légère hausse.

En ce qui concerne les produits échangés, seuls pratiquement les produits textiles, ainsi que les cuirs et chaussures, ont accusé en 1971 un taux de croissance à l'exportation supérieur à celui de 1970. En valeur, les exportations de métaux ont diminué de 10,1 p.c., alors qu'elles avaient augmenté de 18,2 p.c. l'année précédente.

Quant aux importations, la Banque procède à un regroupement, qui fait apparaître les taux d'accroissement annuels suivants (en p.c.) :

	1970	1971
Biens de production	+ 11,5	+ 7,2
Biens de consommation ...	+ 10,4	+ 18,8
Biens d'équipement	+ 31,8	+ 13,1

L'interprétation de ces chiffres doit tenir compte du phénomène de l'intensification des échanges à l'importation et à l'exportation. Il apparaît néanmoins que la demande de biens d'équipement a été nettement moins vigoureuse qu'en 1970 et que les stocks de biens de consommation ont sans doute été reconstitués au niveau du commerce après l'introduction de la T.V.A.

Une analyse de la répartition géographique des échanges commerciaux en 1971 fait apparaître que la balance commerciale s'est détériorée à concurrence de 17,5 milliards vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, bien que ce pays ait réévalué sa monnaie en 1969 et 1971, et à concurrence de 16,7 milliards vis-à-vis des Pays-Bas. Ces mouvements paraissent d'autant plus extraordinaires que le déficit de la balance commerciale de l'Allemagne fédérale avec l'U.E.B.L. n'a diminué, suivant la statistique allemande, que de 94 à 56 millions de D.M. et que le déficit total des Pays-Bas, à l'exclusion du commerce avec l'U.E.B.L. qui n'est plus enregistré à la suite de la suppression des formalités douanières, ne s'est réduit que de 3,7 à 3,1 milliards de florins.

La décélération des échanges extérieurs en 1971 apparaît aussi dans les chiffres de la balance des paiements (voir tableau V). Pour les deux premiers mois de 1972, les paiements pour exportations et importations (y compris le travail à façon) ont laissé un excédent qui n'est que très légèrement inférieur à celui de la même période de 1971, mais le solde des « autres opérations sur biens et services » s'est détérioré à concurrence de 2,1 milliards, en partie sous l'effet d'un accroissement des dépenses militaires; ainsi, suivant des données provisoires, l'excédent total des opérations courantes n'atteint plus que 1,5 milliard (à l'exclusion des opérations à crédit de février), contre 5 milliards pour la même période de 1971 (voir tableau VI). Au mois de mars, l'excédent des opérations courantes se serait sensiblement élargi.

Des mouvements de capitaux très considérables ont eu lieu en 1971, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant :

Tableau VI. **Synthèse de la balance des paiements**
(milliards de francs)

	Solde des opérations courantes	Mouvement des capitaux		Erreurs et omissions	Total correspondant au mouvement des réserves de change de la Banque Nationale
		des pouvoirs et entreprises publics	des banques, des entreprises privées et des particuliers		
1968	+ 1,8	- 5,3	- 18,4	+ 1,5	- 20,4
1969	+ 4,2	+ 16,2	- 12,2	+ 1,6	+ 9,8
1970	+ 37,4	- 10,1	- 4,8	- 3,2	+ 19,3
1971	+ 42,3	- 36,8	+ 7,8	+ 0,3	+ 13,6
dont : 8 premiers mois .	(+ 26,3)	(- 29,3)	(+ 24,3)	(+ 1,8)	(+ 23,1)
1971 2 premiers mois	+ 5,0	- 7,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,8
1972 2 premiers mois ... p	+ 1,5 ¹	- 3,5	+ 9,8	+ 0,6	+ 8,4

¹ A l'exclusion des opérations à crédit du mois de février.

La présentation du tableau ci-dessus a été adoptée afin de mieux faire ressortir l'incidence des mouvements de fonds de diverses sortes avec l'étranger sur les flux officiels compensatoires constitués par les variations des réserves de change de la Banque Nationale. Elle diffère de la présentation habituelle de la balance des paiements ⁽¹⁾ par le fait que les mouvements de fonds traditionnellement recensés « au-dessous de la ligne » au titre du mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires autres que la Banque Nationale ont été repris « au-dessus de la ligne », c'est-à-dire avec l'ensemble des rubriques de la balance des paiements qui constituent les postes à financer habituels.

On constate en premier lieu que les sorties nettes de capitaux des pouvoirs et entreprises publics ont atteint le montant extrêmement élevé de 36,8 milliards et se poursuivent encore au début de 1972. Dans ce montant est comprise, à concurrence de 22,3 milliards, la diminution des engagements en monnaies étrangères des banques envers l'étranger, correspondant à leurs créances en monnaies étrangères sur le secteur public.

Contrairement au secteur public, le secteur privé a contribué à l'accroissement des réserves de change de la Banque Nationale en 1971 à concurrence de 7,8 milliards, montant qui se décompose en un accroissement de 24,3 milliards pendant les huit premiers mois et une diminution de 16,5 milliards pendant les quatre derniers mois de l'année. Ce renversement se retrouve en partie dans des changements dans la situation des banques vis-à-vis de l'étranger; au cours des

⁽¹⁾ Cf. « Statistiques », tableaux IX.

quatre derniers mois de l'année, la position au comptant en devises ⁽¹⁾ de celles-ci a notamment augmenté de 8,1 milliards, alors qu'elle s'était réduite de 4,9 milliards pendant les huit mois précédents. Pendant les deux premiers mois de 1972, la position des banques au comptant en devises a diminué de 7,3 milliards et leurs avoirs en devises sur l'étranger de 5,5 milliards; ces mouvements, équivalents à des entrées de fonds à court terme, ont contribué à un nouvel accroissement des réserves de change de la Banque.

En vue de freiner les entrées de fonds par l'intermédiaire des banques dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change a pris, le 9 mars ⁽²⁾, une mesure réglementaire applicable immédiatement aux opérations du marché réglementé. Suivant sa décision, une banque qui, à la date du 9 mars, a une position de change débitrice, ne peut plus l'aggraver et une banque qui, à la même date, a une position de change nulle ou créditrice, ne peut plus rendre cette position débitrice, sauf dérogation accordée par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. Des dépassements provisoires de cette position à concurrence de 10 p.c. au maximum étaient admis.

Cette mesure ne visait que la position au comptant, laquelle était, d'une manière générale, compensée par une position inverse à terme, de sorte que la position globale des banques (comptant et terme réunis) était pratiquement nulle. Afin d'éviter tout malentendu, l'I.B.L.C. a précisé dans une communication du 5 avril que les banques ne peuvent prendre délibérément une position globale notable (comptant et terme réunis) à la hausse ou à la baisse. Cette position globale ne peut atteindre qu'un niveau modeste, résultant du dénouement des transactions en cours admises sur le marché réglementé et les banques agréées doivent suivre en permanence une politique de change visant à éviter toute position au-delà de cette limite.

⁽¹⁾ Tout bilan d'une banque ou de l'ensemble des banques d'un pays peut être décomposé en deux sous-bilans : l'un qui ne concerne que les actifs et passifs en monnaie nationale, l'autre qui ne représente que les éléments libellés en devises étrangères. Si le bilan général est toujours en équilibre, il n'en va pas de même nécessairement pour les deux sous-bilans. La position de change au comptant est le déséquilibre entre les créances et les engagements au comptant en devises étrangères tant sur le marché réglementé que sur le marché libre des changes. Elle sera « à la hausse » lorsque les actifs dépasseront les passifs et « à la baisse » dans le cas inverse.

Dans la présentation de la balance des paiements où seuls figurent au-dessous de la ligne les mouvements des réserves officielles de la Banque Nationale, une augmentation de la position de change au comptant à la hausse des banques apparaît comme une sortie (-) entraînant, toutes autres choses égales d'ailleurs, une diminution des réserves de change de la Banque Nationale. Inversement, une diminution de cette position équivaut à une entrée (+) déterminant, toutes autres choses égales d'ailleurs, une augmentation des réserves de la Banque Nationale.

A l'opposé de la position de change qui repose sur la distinction entre monnaie nationale et devises étrangères, la position « extérieure » prend en considération la qualité de résident ou de non-résident.

⁽²⁾ La recommandation adressée par la Banque Nationale à chaque banque de ne pas augmenter, à partir de la fin de mars 1971, sa position extérieure débitrice au-delà d'un certain montant, avait été suspendue le 15 septembre de la même année.

Il y a lieu de mentionner encore que les achats nets de valeurs mobilières étrangères par des résidents belgo-luxembourgeois continuent à se développer et atteignent 22,8 milliards pour l'année 1971 (contre 15,7 milliards en 1970) et 4,6 milliards pour les deux premiers mois de 1972. Les investissements directs de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise à l'étranger ont pris aussi une certaine extension depuis 1970, atteignant près de 8 milliards pour chacune des deux dernières années et 3,5 milliards pour les deux premiers mois de 1972. En sens inverse, les investissements directs de l'étranger en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont atteint le montant de 21,6 milliards en 1971, contre 15,9 milliards en 1970; pour les deux premiers mois de 1972, ils s'élèvent à 2,5 milliards.

Les réserves de change de la Banque Nationale s'étaient accrues de 23,1 milliards pendant les huit premiers mois de 1971, pour se réduire à concurrence de 9,5 milliards pendant les quatre derniers mois, sous l'effet des opérations affectant les actifs et passifs du système bancaire privé. Pendant les deux premiers mois de 1972, les réserves de change de la Banque ont de nouveau augmenté de 8,4 milliards, ainsi qu'il apparaît au tableau VI. Au mois de mars, elles ont diminué de 1,4 milliard.

Evolution des crédits aux entreprises et particuliers.

En montants absolus, l'encours utilisé des crédits accordés aux entreprises et particuliers belges par l'ensemble des intermédiaires financiers s'est accru de 76,7 milliards en 1971, contre 64,7 milliards en 1970. En taux d'accroissement, ces progressions respectives s'élèvent à 11,3 p.c. en 1971 et 10,5 p.c. en 1970, ce qui constitue un rythme assez régulier, qui demeure même légèrement inférieur au taux d'accroissement moyen de 12,4 p.c. réalisé au cours de la période 1966-1970.

Le profil de l'évolution au cours de l'année 1971 est moins régulier et se caractérise par une expansion relativement considérable des crédits au dernier trimestre, qui est entièrement attribuable aux prélèvements nets de crédits à court terme auprès des banques.

Cette expansion est sans doute le résultat d'un ensemble d'influences. Il convient de rappeler en premier lieu la suppression de la limitation des crédits bancaires au 30 septembre 1971. Ensuite, on peut admettre que la réduction des marges bénéficiaires et l'accroissement des stocks de produits finis au niveau des entreprises par suite du ralentissement conjoncturel survenu en 1971 ont provoqué un recours accru au crédit à court terme. On peut mentionner aussi que l'effet favorable exercé sur la liquidité des entreprises par l'instauration du régime de la T.V.A. s'est graduellement estompé, tandis que la réévaluation de fait du franc belge après la suspension de la convertibilité du dollar a sans doute freiné les glissements des délais de paiement avec l'étranger et leur effet expansionniste sur la liquidité des entreprises. La concurrence accrue sur les marchés internationaux aurait d'ailleurs amené les exportateurs à accorder de plus longs

délais de paiement nécessitant un appel plus important au crédit, tandis que de grandes firmes auraient recouru plus largement qu'auparavant au système bancaire belge pour le financement de leurs opérations. Enfin, eu égard à la baisse attendue des taux à long terme et au niveau relativement bas des taux à court terme, certains besoins de crédits à long terme ont sans doute été temporairement couverts par des crédits à court terme.

Tableau VII. **Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers** ¹

(variations en milliards de francs)

	Banques	Banque Nationale de Belgique	Intermédiaires financiers du secteur public		Caisses d'épargne privées	Total
			Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Autres institutions financières du secteur public		
1969 Année	+ 10,5	+ 0,6	+ 12,8	+ 25,7	+ 8,5	+ 58,1
1970 Année	+ 25,2	- 0,2	+ 6,4	+ 24,8	+ 8,5	+ 64,7
1971 Année	+ 34,8	+ 0,9	+ 13,4	+ 20,4	p+ 7,2	p+ 76,7
1970 1 ^{er} trimestre	+ 3,1	- 0,1	- 1,3	+ 5,1	+ 1,4	+ 8,2
2 ^e trimestre	+ 8,4	- 0,8	+ 0,9	+ 5,1	+ 2,0	+ 15,6
3 ^e trimestre	+ 0,7	- 0,4	+ 1,3	+ 7,8	+ 2,2	+ 11,6
4 ^e trimestre	+ 13,0	+ 1,1	+ 5,5	+ 6,8	+ 2,9	+ 29,3
1971 1 ^{er} trimestre	+ 1,8	+ 0,2	- 0,5	+ 4,3	+ 1,0	+ 6,8
2 ^e trimestre	+ 8,8	- 0,9	+ 3,0	+ 7,2	+ 1,8	+ 19,9
3 ^e trimestre	+ 4,1	- 0,4	+ 2,1	+ 7,7	+ 1,9	+ 15,4
4 ^e trimestre	+ 20,1	+ 2,0	+ 8,8	+ 1,2	p+ 2,5	p+ 34,6

¹ Cf. « Statistiques », tableau XVII, 6.

Analysant les crédits bancaires utilisés suivant leur destination économique apparente, on constate que le recours aux crédits d'investissement a connu une expansion moindre qu'en 1970. Cette constatation confirme la description donnée plus haut de l'évolution de cette catégorie de dépenses. Les données disponibles font apparaître aussi un moindre recours des particuliers aux crédits finançant des ventes à tempérament et des prêts personnels, notamment au second semestre. Cette constatation vaut aussi pour les crédits à la construction.

Les institutions publiques de crédit et les caisses d'épargne privées sont davantage spécialisées dans ce dernier type de crédits, ainsi que dans les crédits d'investissement. En conformité avec les analyses faites ci-dessus, l'expansion des crédits de ces institutions s'est un peu ralentie. Une exception : la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, dont les ressources se sont accrues considérablement, a nettement accéléré ses interventions, particulièrement par des souscriptions d'obligations émises par les intercommunales d'autoroutes ⁽¹⁾ et les orga-

⁽¹⁾ Il s'agit en fait de crédits au secteur public, qui n'ont pu être éliminés de la statistique.

nismes paraétatiques d'exploitation, notamment la Régie des Télégraphes et Téléphones et la Société Nationale des Chemins de Fer belges.

Les indications déjà disponibles sur l'évolution des crédits bancaires au début de 1972 ne font pas apparaître un changement de la tendance constatée pour le dernier trimestre de 1971. La demande de crédits d'investissement auprès des différents intermédiaires financiers demeure relativement faible. Par contre, suivant des renseignements partiels, la demande de prêts hypothécaires tendrait à s'accroître.

Actifs financiers.

L'ensemble des actifs financiers constitués par les entreprises et particuliers belges et qu'on a pu recenser a augmenté de 209,2 milliards en 1971, contre 140,6 milliards en 1970 et 112,5 milliards en 1969.

Tableau VIII.

Principaux actifs financiers recensés ¹

(variations en milliards de francs)

	1969	1970	1971
A. En francs belges :			
Encaisses monétaires	+ 4,9	+ 32,7	+ 40,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 11,4	+ 7,4	<i>p</i> + 52,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 26,4	+ 21,4	<i>p</i> + 12,9
	+ 42,7	+ 61,5	<i>p</i> + 105,8
Actifs à moyen et long terme	+ 48,8	+ 66,7	<i>p</i> + 82,3
— dépôts	(+ 4,5)	(+ 7,4)	<i>p</i> (+ 11,2)
— obligations et bons de caisse	(+ 44,3)	(+ 59,3)	<i>p</i> (+ 71,1)
Total des actifs en francs belges	+ 91,5	+ 128,2	<i>p</i> + 188,1
B. En monnaies étrangères :			
Dépôts auprès des banques belges	+ 6,0	- 3,3	- 1,7
Valeurs mobilières	+ 15,0	+ 15,7	<i>p</i> + 22,8
Total des actifs en monnaies étrangères ...	+ 21,0	+ 12,4	<i>p</i> + 21,1
C. Total des actifs financiers recensés			
	+ 112,5	+ 140,6	<i>p</i> + 209,2
Actifs à court terme ²	(+ 48,7)	(+ 58,2)	<i>p</i> (+ 104,1)
Actifs à moyen et long terme ³	(+ 63,8)	(+ 82,4)	<i>p</i> (+ 105,1)

¹ Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure : fonds de pension et organismes d'assurance-vie et accidents du travail, autres que ceux faisant partie de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. N'ont pas été recensés les acquisitions nettes d'obligations libellées en francs belges émises par les sociétés industrielles et commerciales belges du secteur privé ainsi que d'actions en francs belges.

² Actifs à court terme libellés en francs belges et dépôts en monnaies étrangères auprès des banques belges.

³ Actifs à moyen et long terme libellés en francs belges et acquisitions nettes de valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères.

L'ampleur de cette accélération peut être mise en relation avec l'augmentation importante des revenus nominaux des particuliers, le ralentissement de l'expansion de plusieurs catégories de dépenses de consommation et d'investissement.

se traduisant par un excédent considérable de la balance des paiements courants, et la diminution des actifs financiers à court terme détenus à l'étranger — plus spécialement auprès des banques luxembourgeoises — et qui ne sont pas recensés; en 1970, ces actifs s'étaient fortement accrus.

Suivant des données partielles, la constitution d'actifs financiers est demeurée très importante pendant les deux premiers mois de 1972.

En ce qui concerne la composition des actifs recensés en francs belges, on constate, en 1971, une préférence accrue des entreprises et particuliers pour les actifs à court terme. Cette évolution tranche avec celle observée durant les années antérieures. Elle est entièrement le résultat de l'accroissement exceptionnellement important des dépôts en carnets ou livrets ordinaires (+ 52,1 milliards, contre + 7,4 milliards en 1970), favorisé par une rémunération demeurée inchangée jusqu'à la fin de l'année, tandis que les taux des autres actifs financiers non monétaires (voir graphique 3) étaient en baisse. En outre, les perspectives moins bonnes en matière d'emploi ont incité certains particuliers à se constituer des avoirs sous cette forme pour des motifs de précaution.

A partir du 15 janvier 1972, la prime de fidélité accordée à cette catégorie de dépôts, à condition qu'ils soient détenus pendant une année civile, fut réduite de 1 p.c. à 0,75 p.c., tandis qu'à partir du 16 mars, le taux de base fut ramené de 3,5 p.c. à 3,25 p.c. (1).

Les encaisses monétaires détenues par les entreprises et les particuliers se sont accrues de 9,1 p.c. en 1970 et de 10,4 p.c. en 1971, soit à un rythme très proche du taux d'accroissement du revenu national. Après élimination des variations saisonnières et des facteurs fortuits, une décélération de l'accroissement des encaisses monétaires s'est produite pendant les deux premiers mois de 1972, essentiellement sous l'effet d'une réduction des dépôts à vue et à un mois au plus détenus auprès des banques.

La décélération de l'expansion des autres dépôts à 1 an au plus, qui a persisté pendant les années 1970 et 1971, peut être attribuée à des écarts de taux d'intérêt qui ont défavorisé ce type de placements.

En ce qui concerne les actifs à moyen et long terme, on constate, pour 1971, un accroissement important et régulier des portefeuilles d'obligations et de bons de caisse et des dépôts. Pendant les premiers mois de 1972, les émissions de bons de caisse par les institutions publiques de crédit et les caisses d'épargne privées ont toutefois été nettement inférieures au montant enregistré pendant la période correspondante de l'année antérieure. En revanche, l'Etat a pu émettre un emprunt à long terme d'un montant brut de 41 milliards, dont on ne connaît pas encore la part absorbée par les portefeuilles des entreprises et des particuliers.

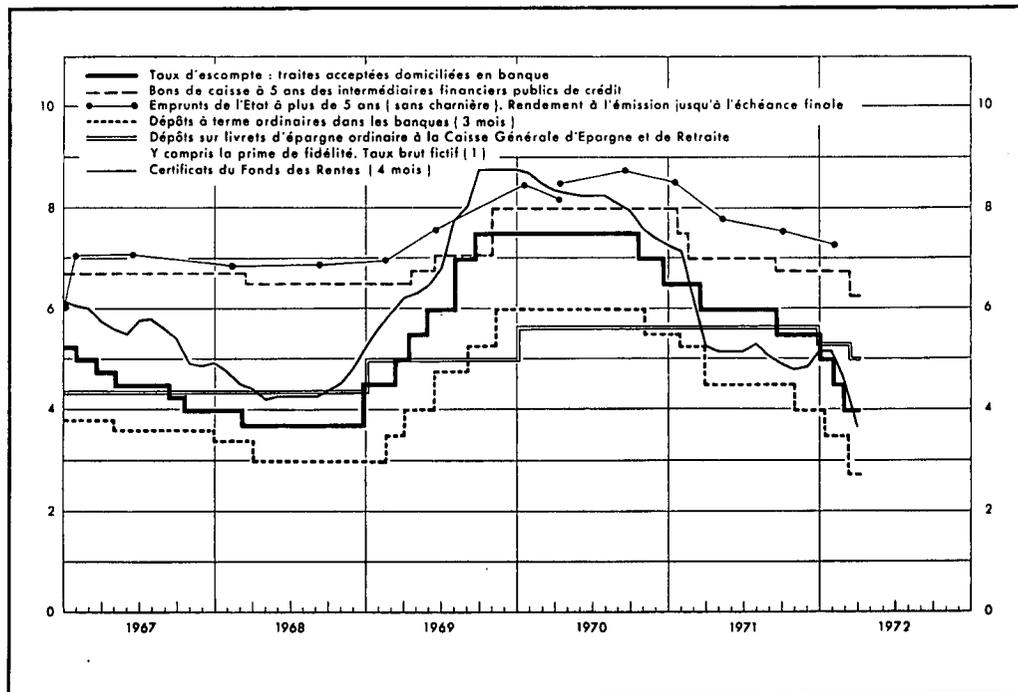
(1) Les chiffres cités sont ceux pour la Caisse Générale d'Epargne; des réductions similaires ont été appliquées par les autres intermédiaires financiers.

Enfin, en ce qui concerne les placements en monnaies étrangères, on relève une progression sensible des achats nets de valeurs mobilières étrangères. Pour les deux premiers mois de 1972, ces achats nets ont encore atteint 4,6 milliards, contre 3,3 milliards pour la même période de 1971. Les dépôts à terme en devises des entreprises et particuliers auprès des banques belges ont continué à se réduire, notamment à la suite de la diminution des taux d'intérêt de l'Euro-dollar, du moins pour le placeur qui se couvre à terme, et, à partir d'août, sous l'effet de l'incertitude monétaire internationale.

Graphique 3.

Evolution des taux d'intérêt

(en pour cent.)



¹ Du fait qu'à concurrence de 7.500 francs par an, les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont actuellement exonérés d'impôt, leur taux effectif n'est pas comparable aux autres taux. Le taux brut fictif fournit une base de comparaison valable dans le cas du particulier qui n'acquiesce, sur les revenus de ses autres placements, ni plus ni moins que l'impôt retenu à la source.

L'accumulation considérable d'actifs financiers en 1971 et au début de 1972 s'est produite dans une période de baisse progressive des taux d'intérêt, interrompue seulement pour les taux à court terme par une hausse modérée au quatrième trimestre de 1971, que l'on peut attribuer, en dehors des éléments saisonniers, à l'incidence, sur la liquidité du marché monétaire, des deux emprunts de l'Etat et à la contraction des réserves de change de la Banque Nationale. Les taux à long terme n'ont fléchi que lentement et, comme d'habitude, avec un certain retard par rapport aux taux à court terme. En février 1972, les taux des rendements bruts des emprunts du secteur public cotés en Bourse étaient supérieurs aux rendements obtenus en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas et très voisins de ceux obtenus au Royaume-Uni.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction	IV - 5		
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :			
a) Base 1966 = 100	VII - 4a		
b) Base 1971 = 100	VII - 4b		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Taux centraux et parités de fait	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1969	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1969 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ..	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
				(à fin d'année)				
Population totale	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.691
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.948	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	
dont : Hommes	2.950	2.984	2.998	3.007	3.017	3.023	3.032	
Femmes	2.998	3.012	3.024	3.032	3.041	3.048	3.056	
				(estimations à fin juin)				
Population active ¹ :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814
dont : Agriculture	263	249	230	216	209	201	191	181
Industries extractives	100	102	94	83	74	67	60	52
Industries manufacturières	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264
Bâtiments et construction	285	290	293	296	304	304	307	311
Transports	259	262	263	266	263	268	272	282
Commerce, banques, assurances et services	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594
Chômeurs complets ²	62	55	63	67	92	110	88	76
Ouvriers frontaliers	58	57	61	58	53	53	53	54

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Rémunération des salariés ¹ :							
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	320,6	371,3
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,6	24,4	24,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	52,6	59,3	63,2	68,1	84,2
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	82,5	92,9	104,0	113,8	121,9	133,4	142,7
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	19,0	18,7	17,4	20,2	20,5
Total ...	372,5	412,3	451,3	482,2	510,9	566,7	642,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :							
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹ ...	29,1	31,2	28,8	29,3	32,2	37,1	33,3
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,3	26,6	28,6	31,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹ ...	100,8	104,9	110,2	114,4	121,1	127,4	134,9
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,8	10,5	11,9
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,1	...	-2,0	-2,0	-2,0
Total ...	154,0	166,9	169,8	176,3	186,7	201,6	209,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :							
a) Intérêts	28,5	31,3	34,7	38,3	42,0	50,0	57,7
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	42,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,3	35,7
Total ...	76,0	82,5	90,0	95,1	103,8	118,3	135,5
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	27,3	32,6
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	30,3
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,0	7,7	10,5
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,7	-43,2
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,6	768,1	818,9	909,8	1.017,9
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,6	98,6	109,1	120,3
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	806,0	860,7	917,5	1.018,9	1.138,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,0	137,4	152,1	163,3
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,5	-18,8	-16,6
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

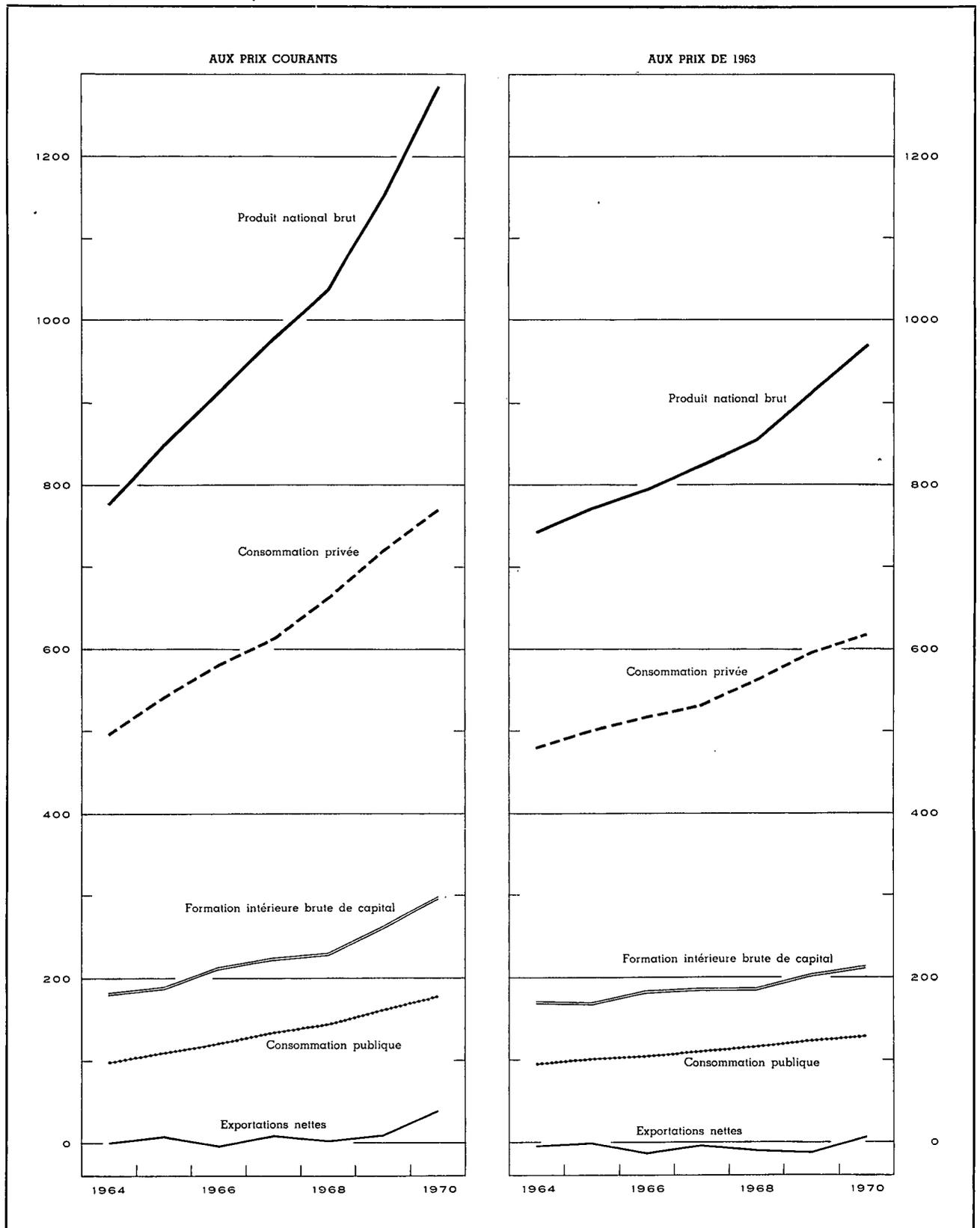
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,0	45,4	43,4	44,7	47,9	53,3	49,6
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,0
3. Industries manufacturières :							
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	69,9	76,7
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,6	26,7
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0	14,6
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,0	18,2
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,4
f) Industrie chimique et activités connexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,5	30,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,7	20,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	21,5	23,0	23,7	25,1	26,9	38,1	45,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	89,9	92,4	95,9	112,8	131,8
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	8,8	9,4	10,8	12,7	13,4
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>278,8</i>	<i>290,9</i>	<i>310,7</i>	<i>358,7</i>	<i>399,7</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,9	86,3
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	29,0	31,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :							
a) Commerce	128,3	142,9	158,4	172,4	181,7	199,5	218,4
b) Services financiers et assurances	21,8	24,0	27,1	30,1	33,9	39,1	42,8
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8	57,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>254,1</i>	<i>269,1</i>	<i>294,4</i>	<i>319,1</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,5	67,6	76,1	83,1	92,8
8. Services	161,2	183,9	198,8	216,9	234,3	256,4	285,5
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,2	- 10,2	- 13,8	- 1,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	906,1	970,6	1.031,3	1.144,0	1.274,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,3	161,1	173,0	186,7
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,5	56,4
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,5	69,8
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9	73,3
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	34,9	38,5
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,9	72,2
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	35,1	37,3
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,6	54,0	61,0
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,2
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,3	66,2
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	25,1	23,8	32,6	37,3	29,6
<i>Total ...</i>	496,9	540,9	581,4	612,7	662,4	720,2	769,2
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	101,2	112,5	126,4
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	35,3	39,5	42,0
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8
<i>Total ...</i>	98,9	110,2	120,7	132,8	144,5	160,7	178,3
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,2
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,1
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	57,7	65,7
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	9,3
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,2
f) Commerce, banques, assurances	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,3	58,1	62,4	73,1
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,5	28,1
i) Pouvoirs publics et enseignement	23,2	19,7	24,3	29,0	34,5	37,7	45,3
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,2	0,1	2,6	3,3	- 0,2
<i>Total ...</i>	182,5	189,7	213,2	223,7	229,6	262,2	298,2
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9	619,0
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	419,1	501,8	579,8
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	- 2,4	+ 8,8	+ 2,9	+ 9,1	+ 39,2
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	121
b) Boissons	106	109	108	115	122	131	144
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124
d) Vêtements et effets personnels	102	107	110	109	114	124	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	113	114
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126
g) Articles ménagers durables	112	119	124	125	135	151	161
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	120
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	143
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	139
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>115</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	105	113	118	124	127	134	141
b) Biens et services	101	102	102	111	122	132	133
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	173
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>	<i>141</i>
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	110	116	126	115	125	129	125
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	85
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	129
d) Construction	89	94	109	116	108	104	133
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	173
f) Commerce, banques, assurances	99	97	110	106	112	123	134
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	141
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	141
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	178	185	205
j) Enseignement	89	85	100	96	104	105	111
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>	<i>149</i>
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	111	120	124	133	148	172	196
b) Importations totales	111	118	128	132	150	173	190
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,2	118,7	122,9	131,2	139,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Sources : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi ¹						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8 ³	23,9 ³
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9 ³	13,4 ³
1969 4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
1970 1 ^{er} trimestre	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9	23,3
2 ^e trimestre	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	19,6	28,3
3 ^e trimestre	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	15,1	25,0
4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	17,1	15,7
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	14,5	13,4
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	12,8	8,8
1971 Février	3,6	24,4	46,7	74,7	5,6	1,2	3,9	15,4	15,6
Mars	3,0	21,9	45,9	70,8	6,2	1,1	3,9	18,7	15,9
Avril	2,7	20,4	44,9	68,0	6,9	1,0	3,6	17,9	16,0
Mai	2,3	18,8	44,4	65,5	7,0	1,0	3,4	15,8	15,7
Juin	2,0	17,5	43,3	62,8	7,3	1,2	3,2	16,2	15,0
Juillet	2,5	20,3	43,7	66,5	7,5	1,5	3,5	10,4	13,9
Août	2,4	20,2	43,0	65,6	7,5	2,0	3,9	15,7	13,9
Septembre	3,1	20,4	42,7	66,2	7,5	2,5	4,4	17,4	12,5
Octobre	4,2	22,7	43,1	70,0	7,4	2,2	5,0	14,9	10,5
Novembre	5,2	28,3	44,4	77,9	7,0	2,1	5,1	12,0	8,6
Décembre	6,4	34,0	45,3	85,7	6,5	1,8	4,9	11,4	7,4
1972 Janvier	6,9	36,7	46,5	90,1	6,0	1,8	5,1	15,7	7,5
Février	6,5	36,2	46,7	89,4	6,2	1,6	5,0	15,0	7,2

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

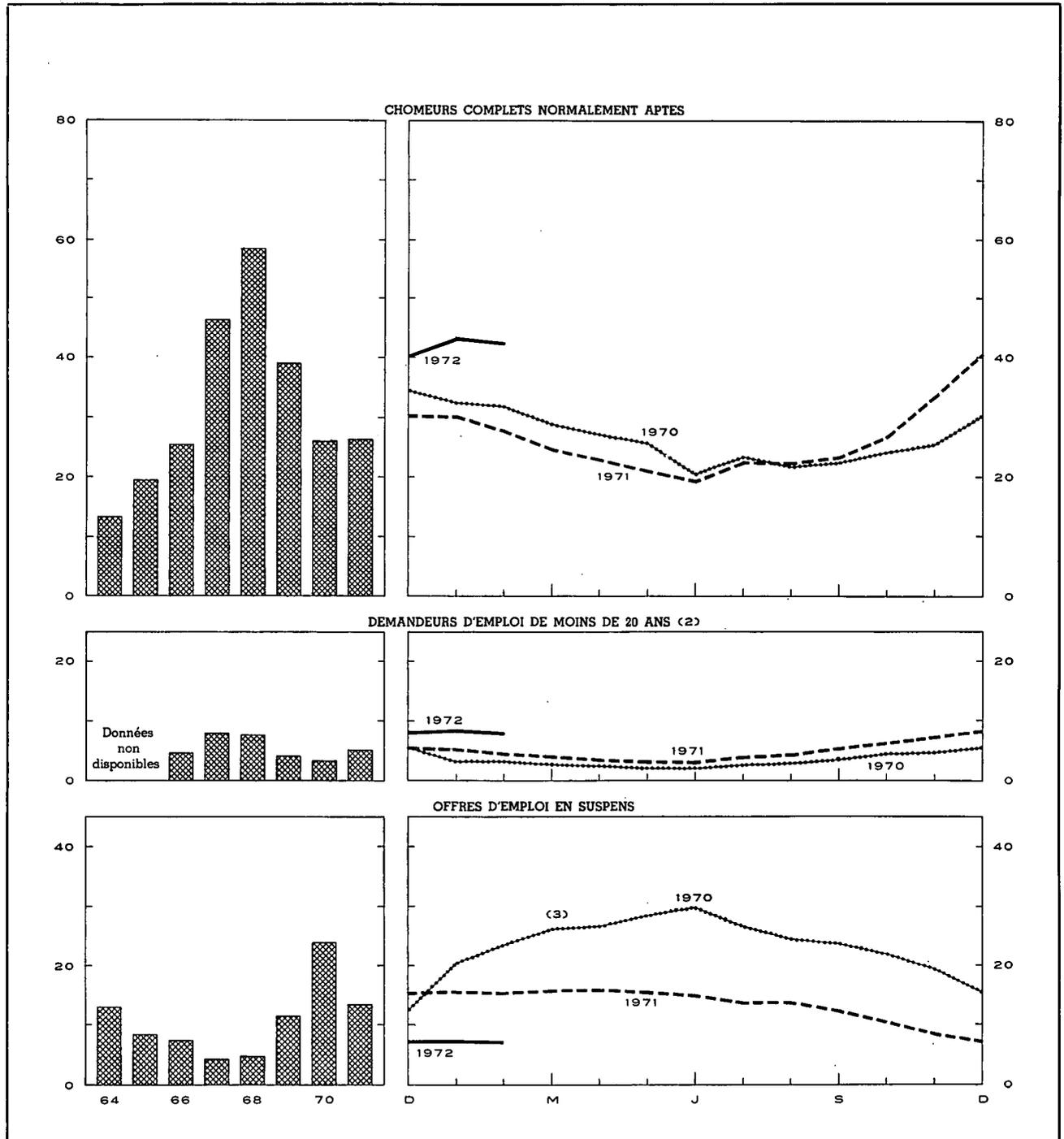
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207	224
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181	193
seigle	41	33	29	26	26	21	20	24
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255	233
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101	109
Plantes racines et tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80	73
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7	5
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795	782
Divers	109	98	102	102	96	98	97	103
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529
Production végétale (milliers de tonnes)								
Froment	900	854	650	828	839	754	708	878
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48	93
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56	54
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Chevaux agricoles	120	108	94	85	86	81	73	65
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	461	500	548	586	608	704	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

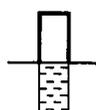
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Aiglefin	281	233	141	130	136	361	346
Cabillaud	630	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859
Plie	322	294	442	516	450	376	398
Sole	201	263	329	412	356	309	320
Raie	319	280	182	178	219	231	199
Hareng	134	112	61	30	11	38	62
Crevettes	75	72	80	104	80	114	114

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de

la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

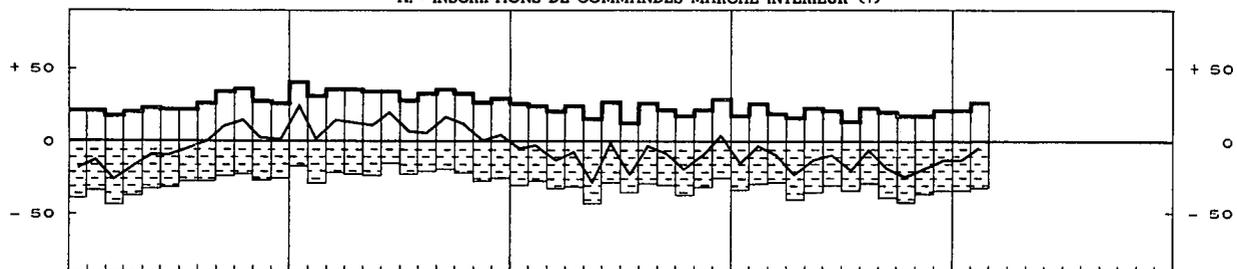
IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE *



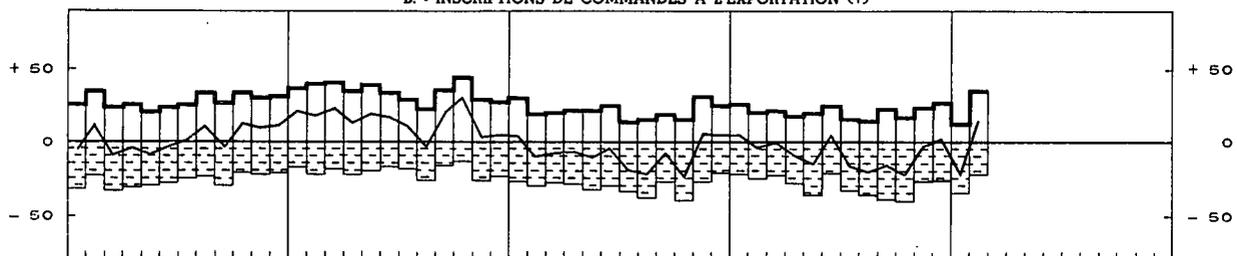
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Supérieur à la normale » pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Inférieur à la normale » pour les questions D et E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « Supérieur » et « Inférieur » à la normale pour les questions D et E

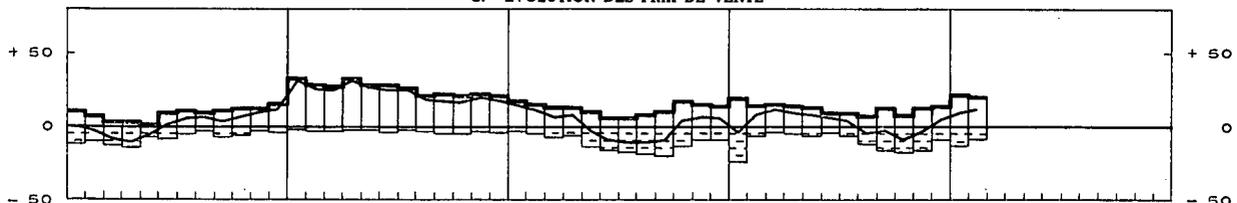
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (1)



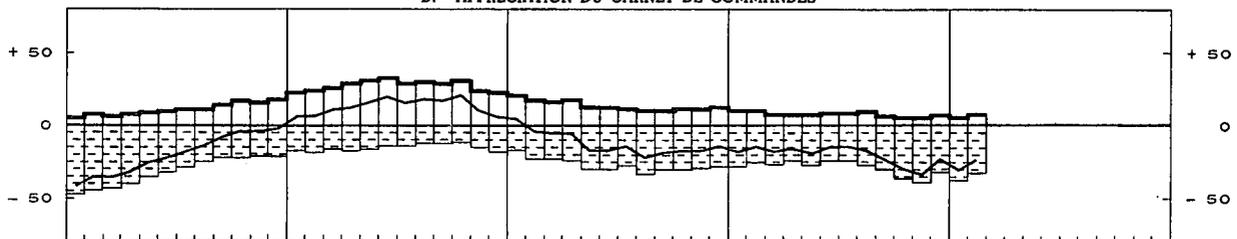
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



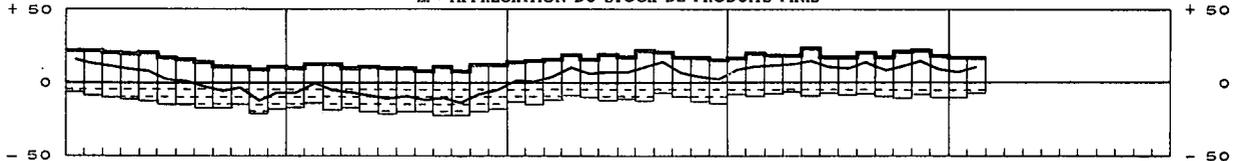
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



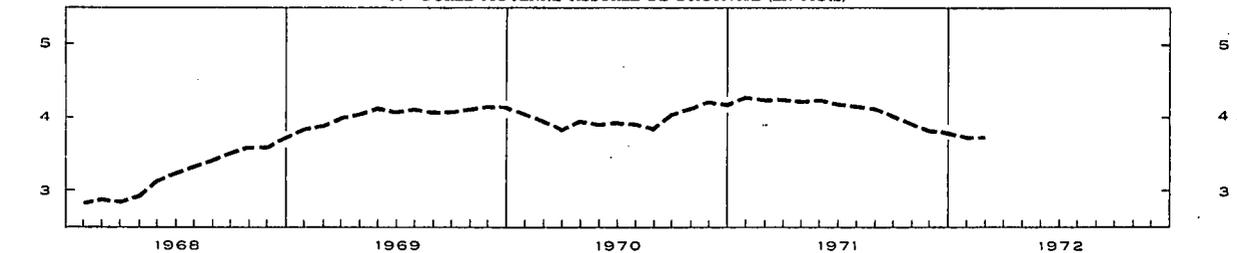
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés			Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	135	144	134	p 136
1971	p 140	p 149	p 137	p 139
1970 1 ^{er} trimestre	131	140	129	134
2 ^e trimestre	137	145	137	135
3 ^e trimestre	129	137	133	136
4 ^e trimestre	144	152	138	p 137
1971 1 ^{er} trimestre	139	147	138	p 137
2 ^e trimestre	p 141	p 150	140	p 138
3 ^e trimestre	p 133	p 142	135	p 139
4 ^e trimestre	p 147	p 157	p 135	p 140
1972 1 ^{er} trimestre			p 142	
1971 Mars	150	159	144	p 137
Avril	p 142	p 152	139	p 138
Mai	p 134	p 143	138	p 139
Juin	p 146	p 155	142	p 139
Juillet	p 113	p 122	127	p 139
Août	p 133	p 141	138	p 139
Septembre	p 153	p 163	141	p 139
Octobre	p 153	p 163	138	p 139
Novembre	p 143	p 152	p 131	p 140
Décembre	p 146	p 156	p 136	p 140
1972 Janvier			p 142	
Février			p 135	
Mars			p 148	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

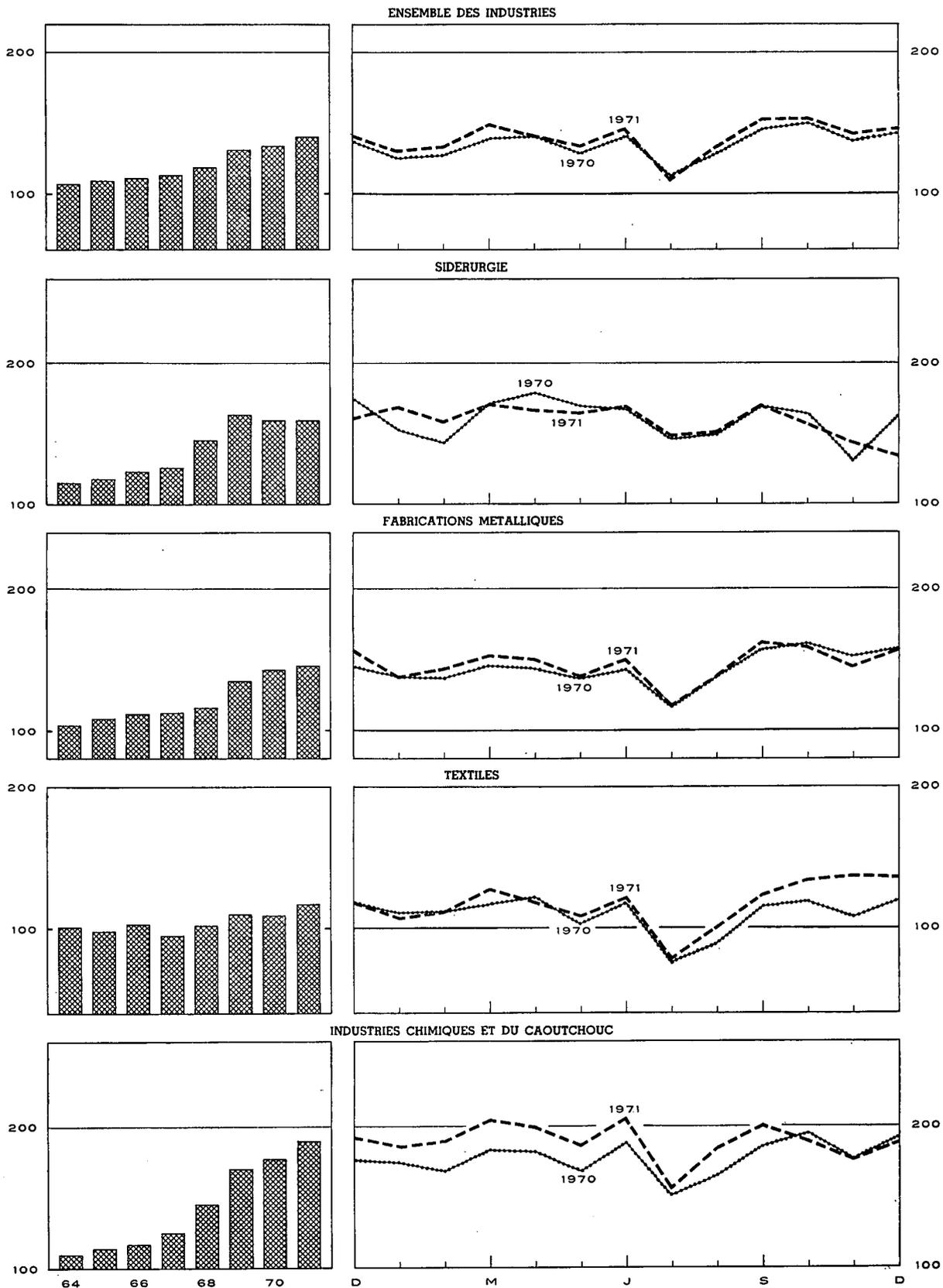
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Industries textiles							Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole			
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Total	Fila- ture	T'is-age		Bonne- terie	Total	Trans- forma- tion des mat'ères plasti- ques
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971	p 140	62	149	131	159		146	145	117	104	132	110	190		249
1969 4 ^e trimestre	139	68	148	130	172	140	147	143	118	112	128	107	175	325	242
1970 1 ^{er} trimestre	131	55	140	116	155	140	140	120	113	108	125	103	175	331	224
2 ^e trimestre	137	67	145	138	172	146	141	135	114	108	125	105	179	338	242
3 ^e trimestre	129	60	137	136	155	135	138	141	93	86	104	89	167	319	257
4 ^e trimestre	144	68	152	138	152	149	157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	139	68	147	123	167	133	146	127	116	107	129	111	193	395	248
2 ^e trimestre	p 141	61	p 150	140	167	141	p 147	135	117	105	131	114	198	433	249
3 ^e trimestre	p 133	55	p 142	127	157	133	p 139	146	101	92	117	95	184	413	243
4 ^e trimestre	p 147	65	p 157	133	145		154	171	136	111	152	120	186		256
1970 Décembre	144	65	152	135	161	145	157	141	119	116	133	105	192	365	278
1971 Janvier	132	64	139	116	169	131	138	116	108	103	117	100	186	353	254
Février	134	65	142	115	159	130	144	123	112	104	125	108	189	399	230
Mars	150	74	159	139	171	138	154	142	128	116	144	125	205	432	259
Avril	p 142	51	p 152	142	167	135	p 151	135	119	108	134	117	200	428	240
Mai	p 134	59	p 143	140	165	145	p 139	125	109	98	122	107	188	385	262
Juin	p 146	71	p 155	139	169	145	p 151	144	122	111	137	117	207	487	246
Juillet	p 113	40	p 122	103	149	113	p 117	139	79	65	107	59	157	341	250
Août	p 133	58	p 141	128	151	136	p 138	148	101	99	101	106	185	406	250
Septembre	p 153	67	p 163	149	170	149	p 163	151	124	111	144	119	209	492	229
Octobre	p 153	65	p 163	147	157	145	p 160	p 178	p 134	p 110	146	p 130	p 190	474	241
Novembre	p 143	64	p 152	129	144	145	146	164	137	103	143	117	177		235
Décembre	p 146	67	p 156	124	135		157	171	136	120	168	114	189		293

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1963 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé 3	Importations de gaz naturel 4
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633			549
1969 4 ^e trimestre	1.085	631	541	2.316	1.567	2.621	2.443	195	316
1970 1 ^{er} trimestre	784 ^a	514	713	2.085	1.429 ^a	2.536	2.263	176	325
2 ^e trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317
3 ^e trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310
4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 ^e trimestre	862 ^a	337	384	1.698	1.528 ^a	2.456	2.523	158	502
3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920			584
1971 Février	1.027	280	464	1.920	1.716	2.492	2.328	142	498
Mars	1.147	357	400	1.945	1.673	2.794	2.620	153	548
Avril	691 ^a	286	401	1.646	1.408 ^a	2.505	2.433	152	500
Mai	872	306	371	1.696	1.572	2.366	2.650	164	502
Juin	1.022	337	379	1.752	1.605	2.498	2.485	159	503
Juillet	596	275	429	1.573	1.522	2.239	2.532	161	460
Août	838	358	341	1.652	1.538	2.446	2.529	144	481
Septembre	929	266	382	1.767	1.543	2.637	2.315	158	492
Octobre	919	261	581	1.845	1.556	2.861	2.443		550
Novembre	915	284	304	1.565	1.591	2.872	2.379		596
Décembre	965	400	387	1.653	1.614	3.027			606
1972 Janvier	<i>p</i> 929	<i>p</i> 445			<i>p</i> 1.573	3.156			
Février	<i>p</i> 969	<i>p</i> 540			<i>p</i> 1.566	2.914			

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,8 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

² Grèves.

³ 1 m³ = 4.250 kilocalories.

⁴ 1 m³ = 8.400 kilocalories.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	<i>p</i> 9,40	<i>p</i> 14,19	<i>p</i> 23,59	<i>p</i> 23,30
1969 4 ^e trimestre	1.131	874	8,99	13,45	22,44	21,10
1970 1 ^{er} trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 ^e trimestre	1.148	839	9,01	13,00	22,01	21,22
3 ^e trimestre	1.044	695	8,51	11,17	19,68	18,75
4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817	9,13	15,00	24,13	21,99
2 ^e trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 ^e trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 ^e trimestre	872	700	<i>p</i> 9,51	<i>p</i> 13,95	<i>p</i> 23,46	<i>p</i> 25,27
1971 Février	1.046	795	8,49	14,79	23,28	21,40
Mars	1.109	838	10,17	15,50	25,67	25,59
Avril	1.106	842	9,89	14,54	24,43	24,13
Mai	1.119	790	11,21	13,93	25,14	22,46
Juin	1.102	846	9,34	16,54	25,88	26,84
Juillet	1.046	683	6,77	12,43	19,20	18,97
Août	1.038	678	8,15	10,94	19,09	19,31
Septembre	1.124	852	11,46	15,11	26,57	26,17
Octobre	1.020	806	<i>p</i> 9,09	<i>p</i> 14,10	<i>p</i> 23,19	<i>p</i> 25,03
Novembre	819	671	<i>p</i> 9,33	<i>p</i> 14,39	<i>p</i> 23,72	<i>p</i> 23,94
Décembre	777	624	<i>p</i> 10,11	<i>p</i> 13,36	<i>p</i> 23,47	<i>p</i> 26,83
1972 Janvier	<i>p</i> 1.135					
Février	<i>p</i> 1.145					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1968 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	439	1.376
1969	123	6.095	3.074	856	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	549	1.949
1971	140								
1969 4 ^e trimestre	128	5.309	2.574	732	2.043	3.862	1.923	602	1.527
1970 1 ^{er} trimestre	131	4.742	2.373	599	2.331	2.851	1.446	405	1.787
2 ^e trimestre	136	5.806	2.945	904	3.899	4.984	2.657	646	1.965
3 ^e trimestre	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 ^e trimestre	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 ^e trimestre	140	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	140	3.880	2.017		2.642	3.908	2.110		2.538
4 ^e trimestre	139								
1970 Décembre	142	3.975	2.084	551	2.293	2.650	1.262	372	1.666
1971 Janvier	142	4.212	2.108	433	2.276	1.394	748	254	836
Février	141	3.648	1.597	312	1.532	2.199	1.184	361	1.529
Mars	141	4.209	2.128	360	1.794	3.868	2.007	387	2.138
Avril	141	3.491	1.912	394	2.037	3.945	2.196	459	2.418
Mai	140	2.636	1.499	373	1.655	4.305	1.986	390	1.519
Juin	140	4.392	2.267	506	2.748	4.432	2.328	722	3.438
Juillet	140	3.275	1.897		2.278	3.023	1.631		1.720
Août	140	5.445	2.477		3.177	4.382	2.314		2.843
Septembre	139	2.921	1.677		2.472	4.320	2.386		3.051
Octobre	139	5.470	2.070		2.625	3.387	1.881		2.872
Novembre	139								
Décembre	139								

1 Mouvement trend-cyclique. L'indice porte sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	140	152	+ 8,6	128	134	+ 5,0	139	153	+ 10,1
2 ^e trimestre	144	153	+ 6,2	130	135	+ 3,5	144	156	+ 8,3
3 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	132	136	+ 3,4	145	153	+ 5,5
4 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	133	137	+ 2,9	150	152	+ 1,3
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	152	156	+ 2,6	134	137	+ 2,3	153	159	+ 3,9
2 ^e trimestre	153	155	+ 1,3	135	138	+ 2,7	156	158	+ 1,3
3 ^e trimestre	152	155	+ 2,0	136	139	+ 2,1	153	155	+ 1,3
4 ^e trimestre	152	157	+ 3,3	137	140	+ 2,1	152	152	—
	France			Italie			Pays-Bas		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	138	150	+ 8,7	144	152	+ 5,6	152	171	+ 12,5
2 ^e trimestre	142	150	+ 5,6	147	149	+ 1,4	157	174	+ 10,8
3 ^e trimestre	144	149	+ 3,5	144	149	+ 3,5	162	178	+ 9,9
4 ^e trimestre	144	151	+ 4,9	131	151	+ 15,3	167	179	+ 7,2
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	150	155	+ 3,3	152	149	- 2,0	171	186	+ 8,8
2 ^e trimestre	150	154	+ 2,7	149	145	- 2,7	174	186	+ 6,9
3 ^e trimestre	149	160	+ 7,4	149	142	- 4,7	178	188	+ 5,6
4 ^e trimestre	151	163	+ 7,9	151	150	- 0,7	179	189	+ 5,6

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *I.R.E.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéohar.* —

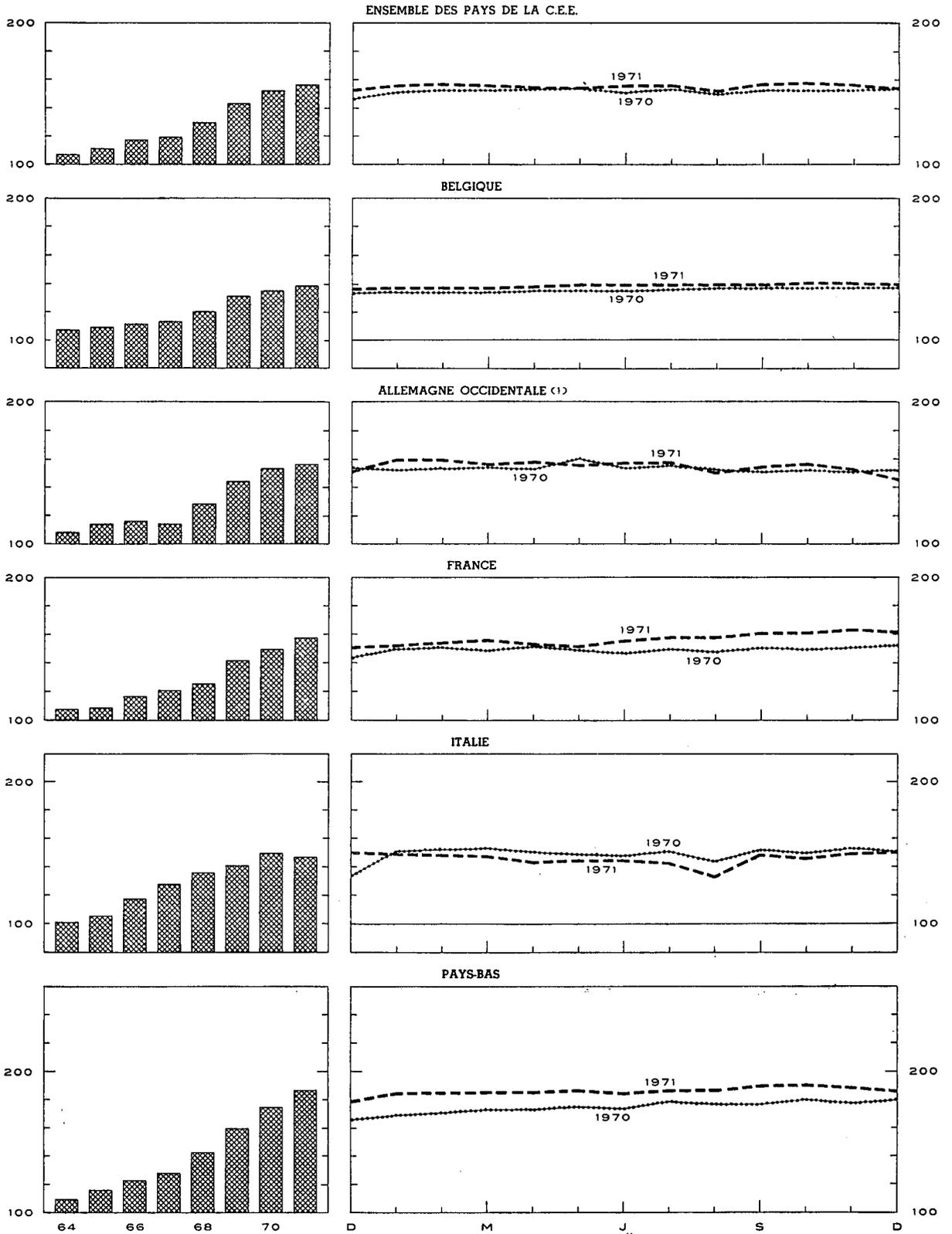
Bulletin du M.A.E. (Administration de l'industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km <i>(millions)</i>	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :			
				combustibles et huiles minérales	minerais	<i>(millions de passagers-km)</i>	<i>(millions de tonnes-km)</i>
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1969 3 ^e trimestre	675	583	5.458	1.557	1.458	292,0	40,0
4 ^e trimestre	697	697	6.350	1.752	1.517	152,3	29,8
1970 1 ^{er} trimestre	685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 ^e trimestre	693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
1970 Novembre	678	667	6.086	1.669	1.467	134,7	28,5
Décembre	723	655	5.868	1.572	1.423	163,3	31,2
1971 Janvier	698	634	5.757	1.648	1.396	166,9	29,5
Février	676	625	5.571	1.487	1.362	140,9	29,3
Mars	720	676	6.133	1.587	1.544	189,8	33,6
Avril	704	615	5.506	1.322	1.480	206,2	33,8
Mai	703	592	5.363	1.449	1.354	202,5	34,3
Juin	714	608	5.617	1.519	1.433	258,6	38,4
Juillet	683	587	5.259	1.302	1.474	335,1	46,2
Août	710	547	5.100	1.357	1.286	310,2	42,8
Septembre	678	617	5.746	1.508	1.556	303,1	45,2
Octobre	695	632	5.731				
Novembre	724	601					

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Port de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1969 3 ^e trimestre .	5.487	4.149	2.034	466	403	405	1.110	668	79	7.742	570
4 ^e trimestre .	5.569	4.169	1.894	476	519	357	905	671	78	7.487	566
1970 1 ^{er} trimestre .	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 ^e trimestre .	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 ^e trimestre .	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 ^e trimestre .	5.580	4.862	2.304	559	525	354	946	791	78	7.868	565
1971 1 ^{er} trimestre .	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 ^e trimestre .	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116			8.320	588
3 ^e trimestre .	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397				
1970 Novembre	5.587	4.994	2.105	483	616	259	1.027	274	106	7.592	544
Décembre	5.537	5.388	2.318	624	354	406	845	1.209	53	7.337	535
1971 Janvier	5.945	3.474	1.590	581	323	113	1.039	409	64	6.388	453
Février	5.288	3.699	2.556	520	376	124	958	678	62	7.120	511
Mars	5.761	4.564	2.377	571	1.071	190	1.041	382	46	8.859	637
Avril	5.474	4.600	1.771	446	724	53	981	847	41	8.438	585
Mai	5.782	3.389	2.001	753	483	216	1.146	851	56	7.646	543
Juin	5.407	4.508	2.548	501	856	243	1.220			8.876	637
Juillet	5.138	4.011	1.766	492	424	384	1.320			7.512	518
Août	5.489	3.154	1.878	642	602	361	1.505				
Septembre ...	5.055	4.424	2.243	526	321	234	1.366				
Octobre	5.425	3.681	1.985	636	911	140	1.424				
Novembre	4.968			589			1.226				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. -- TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1969 2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
3 ^e trimestre	5.601	4.441	194	371	192	164	63
4 ^e trimestre	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 ^{er} trimestre	493	270	41	25	32	34	21
2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
1970 Août	7.044	5.536	304	293	289	325	68
Septembre	1.804	1.187	109	59	147	92	68
Octobre	677	360	46	36	56	43	43
Novembre	519	305	41	26	20	31	22
Décembre	542	352	36	30	20	24	18
1971 Janvier	384	195	34	20	19	25	24
Février	390	196	37	21	20	24	25
Mars	453	223	41	24	27	32	28
Avril	1.694	1.239	107	39	120	58	34
Mai	1.984	1.384	103	131	180	88	49
Juin	2.802	1.995	105	181	164	148	62
Juillet	8.881	6.882	192	924	234	362	84
Août	6.937	5.553	329	252	245	256	72

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises du commerce de détail à succursales	Supermarchés ¹	Alimentation ²	Textiles et habillement ³	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité ⁴
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1969 3 ^e trimestre	118	112	100	168	164	119	112	131	124	121	112
4 ^e trimestre	127	140	113	205	179	125	137	144	137	132	122
1970 1 ^{er} trimestre	112	114	105	183	174	121	101	117	125	118	107
2 ^e trimestre	127	126	106	201	189	128	138	130	135	132	120
3 ^e trimestre	122	122	100	200	192	127	115	137	137	126	116
4 ^e trimestre	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 ^{er} trimestre	115	118	101	216	201	129	102	105	134	123	110
2 ^e trimestre	144	137	108	248	229	145	160	137	159	151	133
3 ^e trimestre	139	137	104	245	241	143	129	151	162	147	127
1970 Novembre	130	144	104	217	195	129	138	149	145	137	123
Décembre	166	197	143	297	250	153	183	226	196	177	159
1971 Janvier	105	120	98	217	193	127	98	89	115	115	103
Février	109	111	95	199	194	124	86	103	130	116	104
Mars	130	123	109	231	217	135	123	124	158	138	122
Avril	141	138	109	252	233	142	168	129	155	149	131
Mai	144	132	106	243	224	145	167	136	152	150	132
Juin	147	141	109	250	231	149	145	147	170	154	135
Juillet	139	145	104	252	256	145	141	145	159	148	129
Août	131	130	102	233	235	141	106	145	155	139	121
Septembre	146	135	107	251	232	144	140	163	172	153	132
Octobre	148	149	113	286	238	147	174	163	169	158	137
Novembre	143	159	105	263	234	143	153	158	168	153	132

¹ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

² Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

³ Y compris les textiles d'ameublement.

⁴ Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation, dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 ^e semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 ^{er} semestre	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 ^e semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptées autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		(Nombre de contrats (milliers))										
1968 2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 ^e semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 ^{er} semestre	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
Crédits accordés (millions de francs)												
1968 2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 ^e semestre	9.291	704	65	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 ^{er} semestre	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1968 2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964	39	2	143	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1969 4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1970 1 ^{er} trimestre	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 ^e trimestre	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 ^e trimestre	40	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 ^{er} trimestre	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1971 Février	40	3	245	3.076	640	3.079	885	1.361	184	4.440	1.069
Mars	40	3	235	3.689	704	3.692	939	1.607	203	5.299	1.142
Avril	40	3	225	3.469	670	3.472	895	1.581	193	5.053	1.088
Mai	40	3	393	3.348	788	3.351	1.181	1.491	196	4.842	1.377
Juin	40	3	287	4.032	761	4.035	1.048	1.767	222	5.802	1.270
Juillet	40	3	272	3.644	874	3.647	1.146	1.610	193	5.257	1.339
Août	40	3	325	3.522	738	3.525	1.063	1.511	195	5.036	1.258
Septembre	40	3	279	3.906	769	3.909	1.048	1.618	203	5.527	1.251
Octobre	40	3	314	3.968	906	3.971	1.220	1.679	199	5.650	1.419
Novembre	40	3	243	4.057	959	4.060	1.202	1.717	189	5.777	1.391
Décembre	40	3	351	5.371	1.037	5.374	1.388	2.190	229	7.564	1.617
1972 Janvier	40	3	297	4.636	1.026	4.639	1.323	1.686	199	6.325	1.522
Février	40	3	290	4.784	1.168	4.787	1.458	1.686	199	6.473	1.657

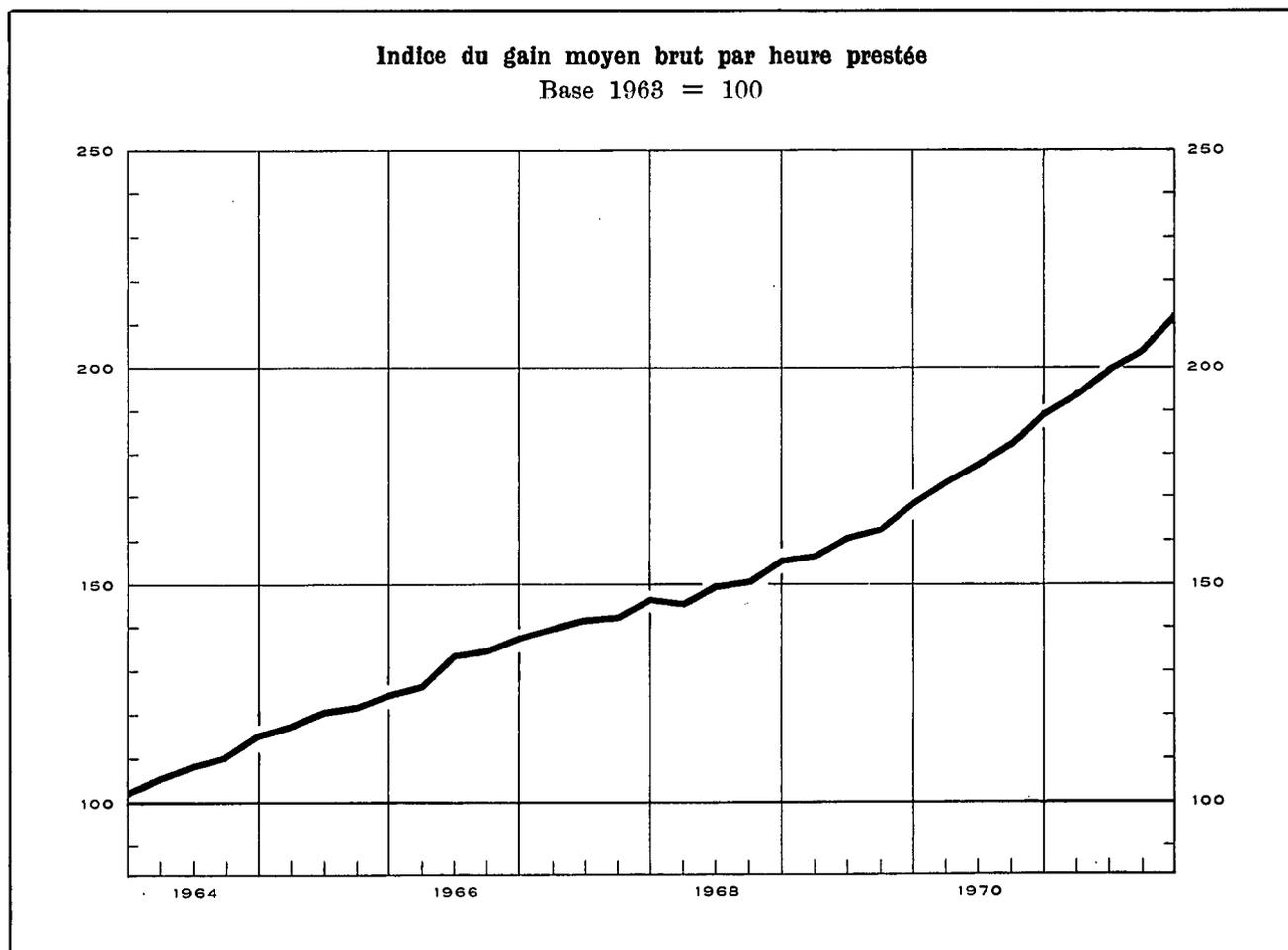
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traités, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATION DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calcule B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	p 203	195	204		224
1969 Déc.	169	162	168		183
1970 Mars	174	168	174		189
Juin	178	173	180		194
Sept.	183	177	185		200
Déc.	190	180	189		209
1971 Mars	p 194	189	197		213
Juin	p 201	193	202		221
Sept.	p 204	197	206		227
Déc.	p 213	200	210		236

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1958 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,075; col. (2) : 1,008; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,781.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,5
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril	p 108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 avril	1970 octobre	1971 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	66,55	70,14	74,02	76,85	88,01	97,03	101,32
Préparation de charbon (ouvriers surface)	45,92	49,13	52,41	55,71	64,12	70,97	74,69
Carrières	53,13	54,01	56,88	61,10	65,19	67,05	73,97
Total des industries extractives	59,68	62,97	66,20	69,35	78,61	85,97	90,58
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	43,47	45,59	48,74	53,30	55,82	58,40	63,19
Boissons	47,77	50,56	54,13	59,15	60,57	63,90	67,48
Tabac	41,06	43,60	47,00	51,93	55,28	57,40	62,12
Industries textiles	41,83	44,32	46,55	51,52	53,95	56,05	61,22
Chaussures, habillement	35,97	37,66	39,90	43,67	47,00	49,04	52,17
Bois (sauf meubles)	44,71	48,00	50,69	55,62	58,72	62,88	67,38
Industrie du meuble	46,75	49,18	53,16	58,19	59,97	65,14	67,37
Papier, articles en papier	47,88	50,88	53,17	59,82	63,49	65,91	71,29
Impressions et reliures	52,17	56,79	61,45	65,12	72,33	72,40	76,94
Cuir (sauf chaussures, habillement)	40,77	43,38	46,62	50,91	53,39	55,01	59,39
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	48,49	51,42	54,05	60,09	63,33	66,39	71,86
Industries chimiques	56,32	59,59	61,49	67,83	72,24	75,15	81,88
Industrie du pétrole	78,36	85,10	88,22	94,01	103,01	105,03	117,99
Produits minéraux non métalliques	50,98	53,46	56,02	61,56	66,74	68,36	76,18
Industries métallurgiques de base	59,55	62,98	66,23	72,94	77,34	80,93	89,22
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	49,44	52,12	54,88	60,08	64,16	67,65	72,85
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	52,22	56,20	59,18	63,93	68,26	71,66	77,63
Industrie électrotechnique	48,80	51,19	54,46	60,11	63,37	67,59	73,84
Construction de matériel de transport ...	56,34	59,53	63,21	69,93	74,77	79,46	85,63
Total des industries manufacturières	48,58	51,36	54,22	59,54	63,25	66,16	71,83
dont : hommes	52,94	55,92	59,04	64,79	68,73	71,98	78,09
femmes	35,51	37,67	39,79	43,82	46,83	48,70	53,05
<i>Construction</i> ¹	52,82	55,71	57,89	62,22	66,56	71,90	77,05
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	50,01	52,84	55,60	60,62	64,78	68,39	73,91
dont : hommes	53,43	56,42	59,34	64,59	69,02	73,04	78,83

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le

coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérimos 54S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barrel	
1964	2,03	46,7	96	32,20	186,0	351	1.236	34,7	2,89
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	418	1.229	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	526	1.323	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	621	1.451	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	589	1.537	42,0	3,02
1971			72	27,70		444	1.437		3,26
1969 4 ^e trimestre	1,79	48,0	94	25,00	211,4	689	1.552	34,3	3,02
1970 1 ^{er} trimestre	1,79	52,6	84	24,87	209,1	699	1.584	43,8	3,02
2 ^e trimestre	1,75	53,9	80	25,20	184,0	666	1.546	43,5	3,02
3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre	1,79	50,1	69	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
2 ^e trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
3 ^e trimestre		42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
4 ^e trimestre			73	30,60		412	1.411		3,33
1970 Décembre	1,81	54,0	70	24,50	174,0	435	1.457	38,0	3,02
1971 Janvier	1,80	53,8	68	24,70	159,6	421	1.444	41,5	3,02
Février	1,79	50,9	68	25,10	152,0	425	1.443	40,8	3,27
Mars	1,79	45,6	71	25,60	150,7	476	1.469	39,0	3,27
Avril	1,79	43,7	71	25,90	155,0	521	1.484	37,0	3,27
Mai	1,72	43,1	74	26,40	162,4	464	1.466	37,5	3,27
Juin	1,77	42,5	75	27,10	149,4	447	1.437	36,5	3,27
Juillet		42,6	75	27,30	138,6	464	1.440	35,5	3,27
Août		42,5	75	28,80	134,7	451	1.420	36,0	3,27
Septembre		42,5	73	29,30	134,0	428	1.416	36,0	3,27
Octobre		42,5	73	29,80	130,7	418	1.402	35,0	3,33
Novembre		43,1	73	30,10	127,7	406	1.413	34,0	3,33
Décembre			74	32,00		411	1.417		3,33

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1964	102	100	104	104	101
1965	98	103	103	105	96
1966	97	107	104	106	98
1967	94	99	100	102	96
1968	106	98	101	104	94
1969	115	107	104	108	96
1970	120	111	106	108	102
1971	113	101	105	109	100
1969 4 ^e trimestre	118	111	106	109	98
1970 1 ^{er} trimestre	120	114	107	110	98
2 ^e trimestre	121	111	106	109	99
3 ^e trimestre	120	111	105	107	100
4 ^e trimestre	119	106	105	105	103
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1971 Février	116	106	104	106	102
Mars	115	102	105	107	101
Avril	115	101	105	109	100
Mai	114	101	105	110	99
Juin	113	102	106	110	100
Juillet	113	100	106	110	100
Août	113	98	105	110	98
Septembre	110	97	105	110	98
Octobre	109	99	105	110	98
Novembre	109	99	106	110	99
Décembre	113	101	108	112	102
1972 Janvier	118	105	112	116	105
Février	120	106	113	119	105

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1964	104,6	102,7	107,5	98,5	105,2	103,5	107,7	104,9	106,2	103,4	103,1	108,1	106,0	105,6	104,4
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1969 4 ^e trimestre	114,9	121,4	118,9	123,6	113,5	111,7	113,9	108,4	121,0	98,3	109,3	126,7	103,2	119,7	115,9
1970 1 ^{er} trimestre	117,5	122,8	120,1	125,3	116,3	114,3	117,5	111,7	128,2	99,1	110,2	127,6	106,6	121,8	118,8
2 ^e trimestre	118,2	122,1	118,6	126,2	117,4	115,1	119,8	113,5	130,3	101,1	109,3	129,0	109,9	121,5	119,2
3 ^e trimestre	117,8	118,6	114,6	122,5	117,7	116,7	117,2	115,8	129,2	101,9	109,6	131,0	110,2	120,1	121,0
4 ^e trimestre	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1971 Février	116,5	115,1	117,2	113,3	117,0	117,4	113,8	118,8	125,7	102,6	107,4	136,5	110,2	118,1	120,5
Mars	116,6	114,1	117,2	111,4	117,4	117,4	115,2	118,4	127,0	102,8	107,9	136,5	110,8	118,5	120,6
Avril	116,5	112,9	115,8	110,4	117,5	117,4	115,7	118,2	127,1	104,1	106,8	136,5	111,2	119,4	120,3
Mai	116,5	112,1	115,5	109,0	117,7	117,5	115,9	118,2	125,9	105,7	106,8	136,5	111,9	118,9	120,6
Juin	118,2	117,3	117,6	116,9	118,6	118,3	116,9	120,3	126,3	107,1	107,8	136,5	113,3	119,5	121,2
Juillet	117,6	114,3	114,4	114,2	118,5	118,5	116,6	120,2	126,0	107,4	108,4	136,8	112,8	119,4	121,5
Août	118,1	115,7	120,4	111,5	118,7	119,0	115,8	120,1	125,8	107,2	109,2	136,8	112,0	119,9	122,2
Septembre	117,9	116,7	122,4	111,7	118,2	118,8	114,3	119,6	125,6	105,7	109,1	137,6	109,8	119,5	122,7
Octobre	117,3	114,1	120,9	108,1	118,3	119,1	113,8	118,7	125,8	106,0	109,6	137,6	109,8	119,1	123,0
Novembre	117,6	115,0	125,6	105,8	118,4	119,3	113,7	118,5	125,0	106,4	111,3	137,6	110,1	118,7	123,4
Décembre	117,6	114,4	126,2	104,4	118,5	119,5	113,2	118,7	125,0	106,3	111,4	138,8	109,6	118,9	123,8
1972 Janvier	118,3	116,1	129,0	105,1	119,0	120,3	112,9	118,2	125,4	109,1	112,2	139,8	109,6	119,7	124,6
Février	119,3	115,9	129,6	104,4	120,2	121,4	114,0	119,0	126,1	111,7	112,3	140,6	111,7	121,3	124,9

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

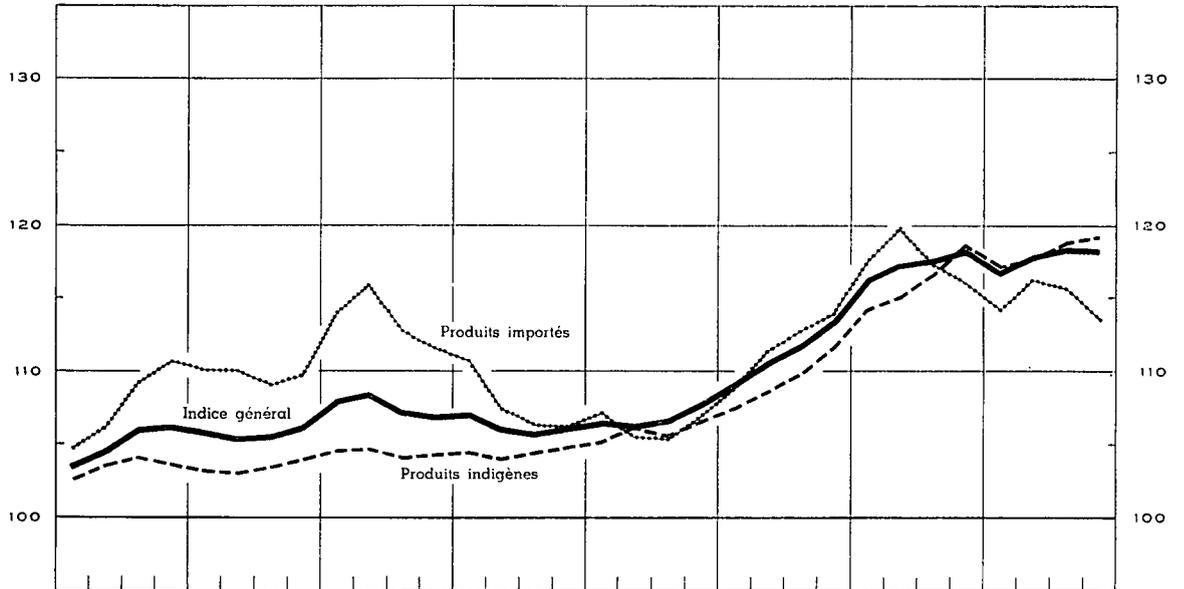
¹ Nouvelle série suite à l'instauration, le 1^{er} janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets d'impôts; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

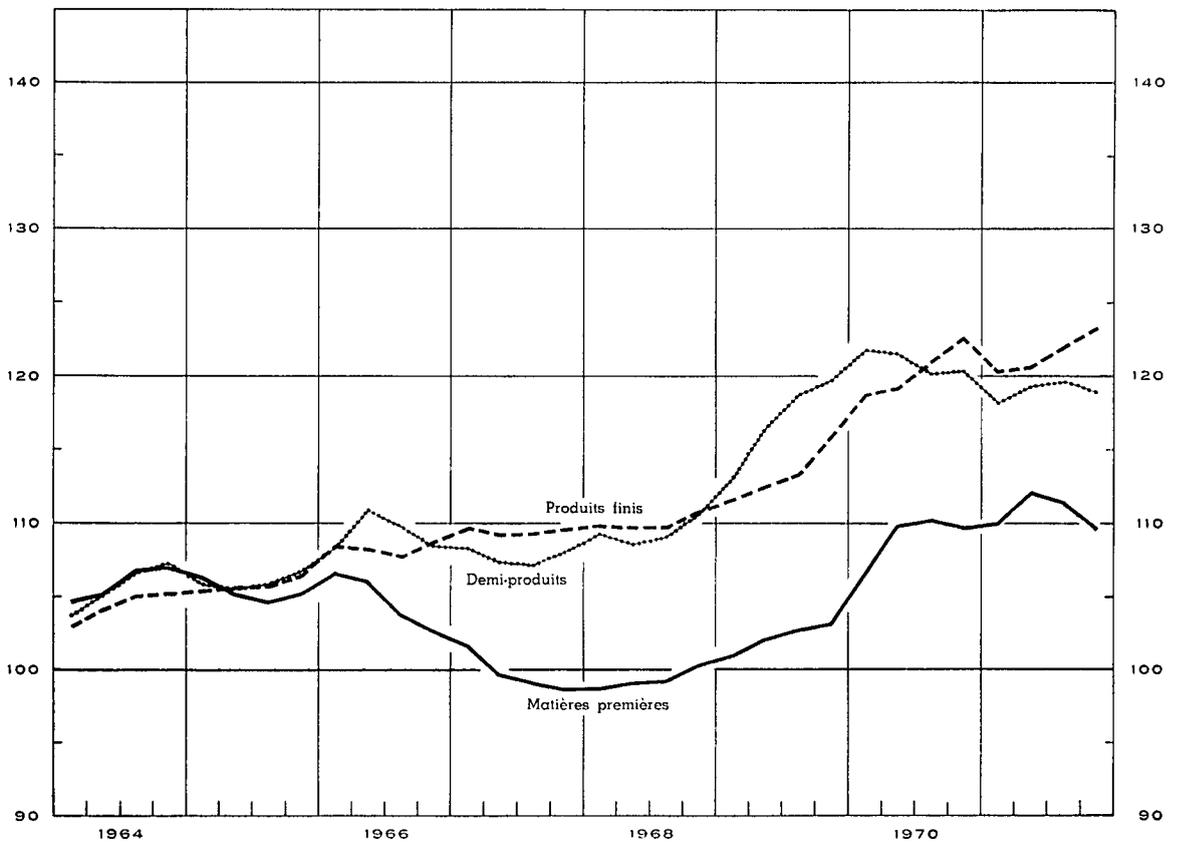
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.F.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

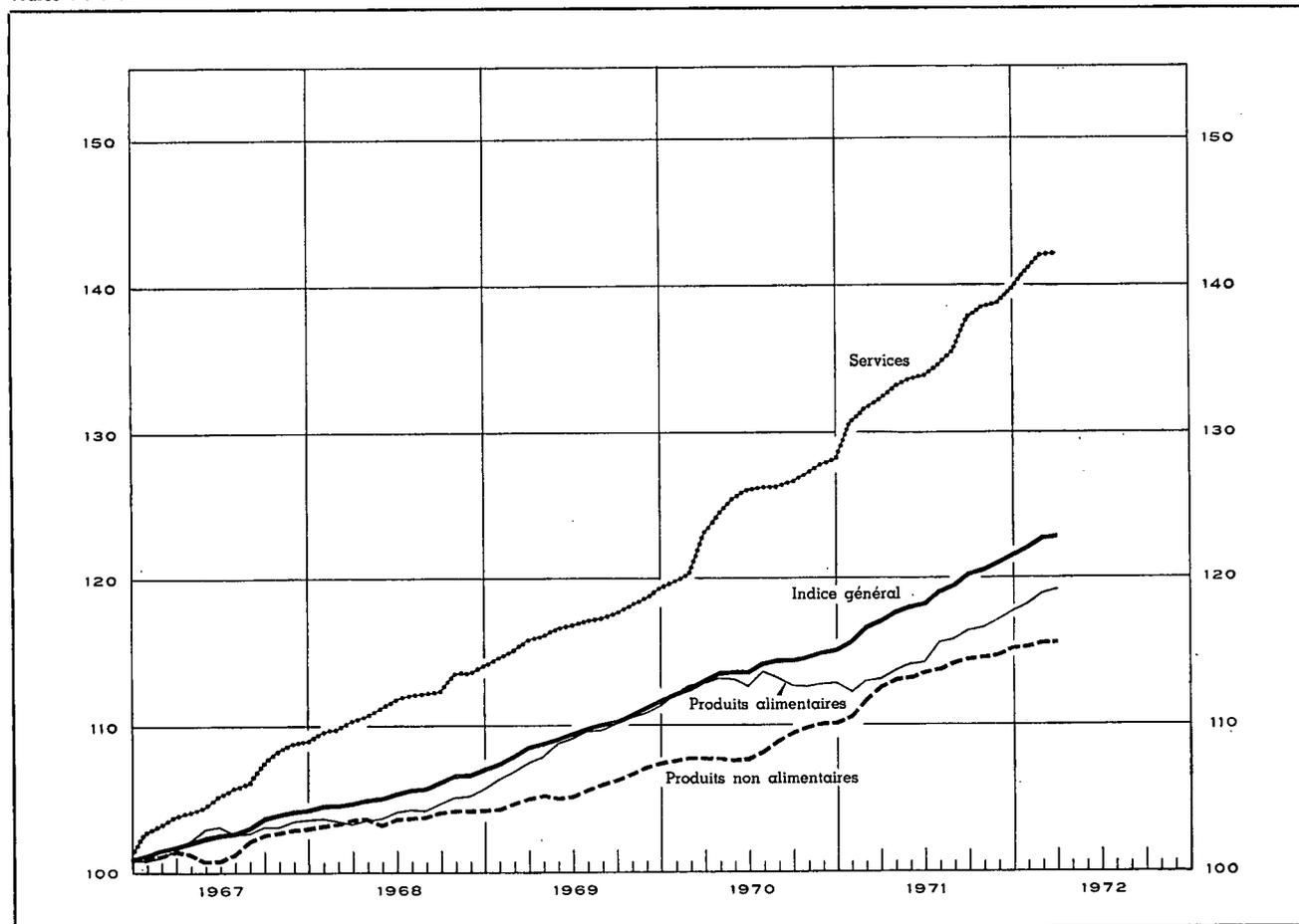
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
1970	113,94		112,90		108,64		125,17	
1971	118,89		115,05		113,56		135,04	
1 ^{er} trimestre	112,67	116,60	112,57	112,84	107,80	111,70	121,14	131,58
2 ^e trimestre	113,67	118,12	113,04	114,09	107,77	113,32	125,38	133,57
3 ^e trimestre	114,44	119,68	113,21	116,01	108,95	114,24	126,44	135,96
4 ^e trimestre	114,99	121,16	112,79	117,25	110,05	114,96	127,74	139,06
Janvier	112,22	115,83	112,17	112,38	107,68	110,69	119,82	130,74
Février	112,57	116,74	112,67	113,00	107,90	111,84	120,39	131,66
Mars	113,21	117,23	112,88	113,13	107,81	112,56	123,21	132,33
Avril	113,64	117,84	113,24	113,75	107,83	113,12	124,53	133,17
Mai	113,66	118,13	113,16	114,17	107,65	113,28	125,53	133,64
Juin	113,70	118,38	112,72	114,35	107,83	113,56	126,07	133,89
Juillet	114,29	119,10	113,56	115,62	108,33	113,86	126,27	134,47
Août	114,53	119,55	113,32	115,94	109,02	114,30	126,41	135,48
Septembre	114,50	120,39	112,75	116,48	109,51	114,55	126,63	137,94
Octobre	114,70	120,71	112,59	116,70	109,89	114,70	127,17	138,52
Novembre	115,04	121,13	112,83	117,24	110,08	114,90	127,85	138,92
Décembre	115,23	121,65	112,95	117,81	110,17	115,28	128,20	139,74

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100, il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.

Mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1972 Janvier	102,80	102,84	101,63	102,16
Février	103,35	103,25	101,74	105,03
Mars	103,48	103,65	101,92	105,27
1 ^{er} trimestre	103,21	103,28	101,76	104,15

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la P.I.B. — *I.R.E.S.* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique*

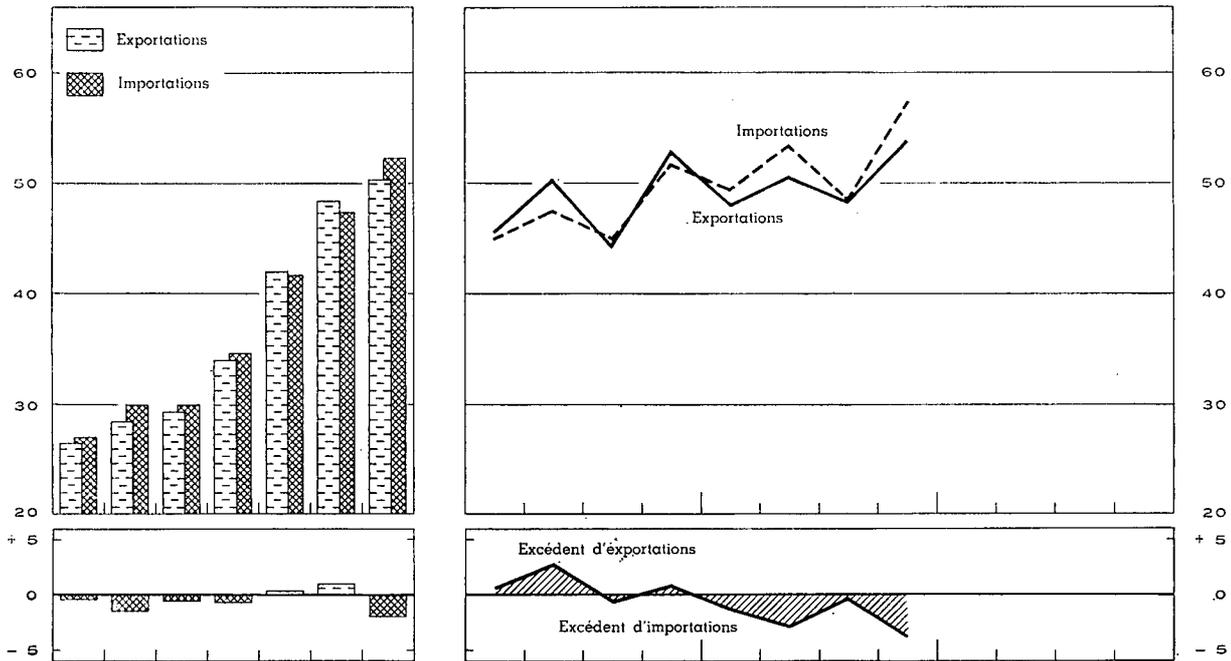
de l'I.N.S.E.E. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

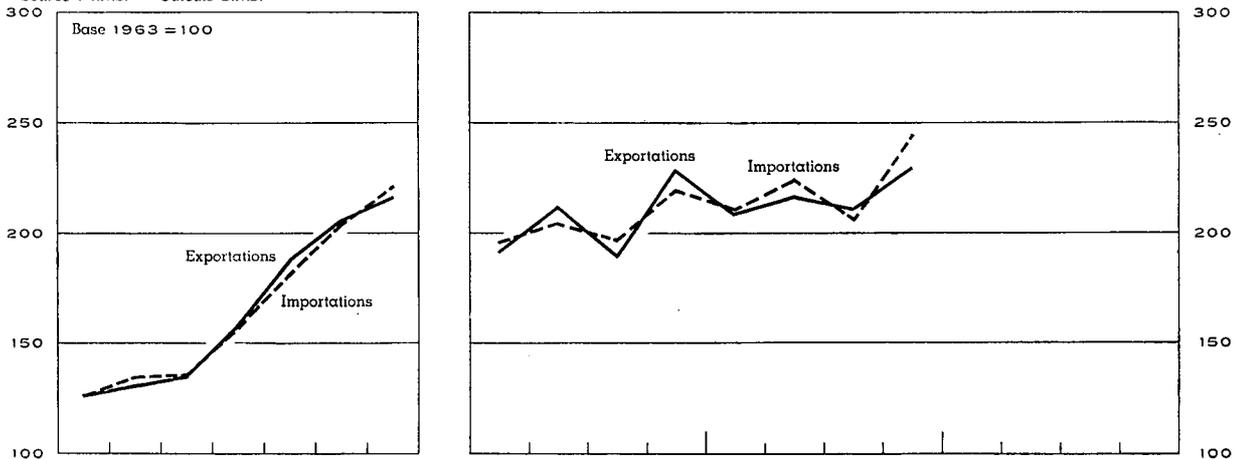
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



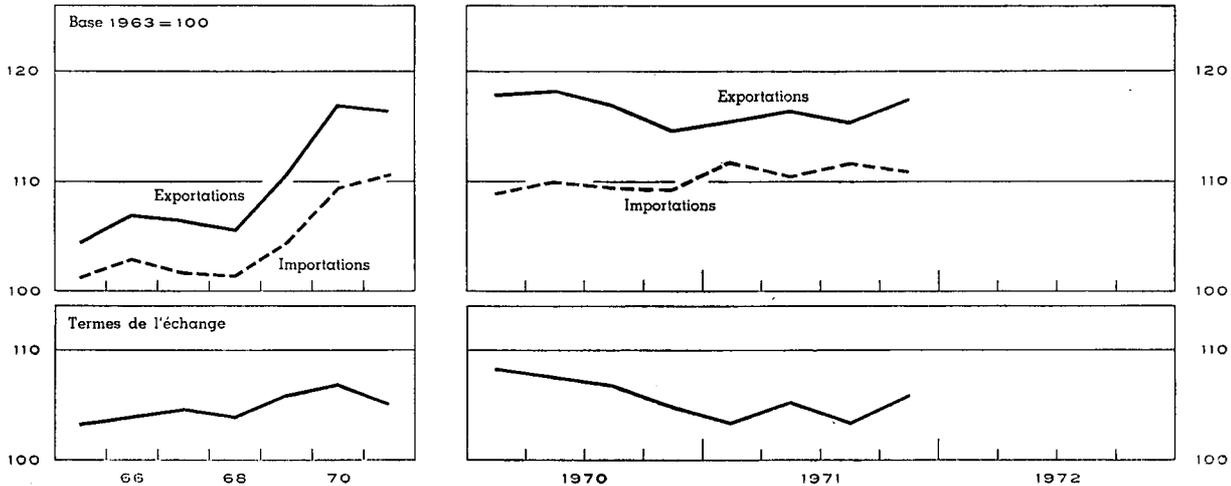
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1969 = 100			des termes de l'échange ¹	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,6	41,9	+ 0,3	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	216,9	110,6	116,4	105,2
1969 4 ^e trimestre	45,4	47,6	+ 2,2	104	197,5	203,5	106,4	115,0	108,1
1970 1 ^{er} trimestre	44,9	45,6	+ 0,7	102	196,3	192,5	108,9	117,9	108,3
2 ^e trimestre	47,6	50,4	+ 2,8	106	204,7	213,4	109,9	118,3	107,6
3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
2 ^e trimestre	53,4	50,7	- 2,7	95	224,6	217,1	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	48,5	- 0,2	100	206,9	211,6	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre	57,5	53,9	- 3,6	94	244,8	229,7	110,9	117,4	105,9
1971 2 premiers mois	46,0	43,8	- 2,2	95					
3 premiers mois	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
4 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
5 premiers mois	50,7	48,5	- 2,2	96					
6 premiers mois	51,4	49,4	- 2,0	96	217,6	213,3	111,2	116,1	104,4
7 premiers mois	51,0	49,5	- 1,5	97					
8 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
9 premiers mois	50,5	49,1	- 1,4	97	214,0	212,7	111,4	115,9	104,0
10 premiers mois	51,3	49,7	- 1,6	97					
11 premiers mois	51,7	49,7	- 2,0	96					
12 mois	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	216,9	110,6	116,4	105,2
1972 1 ^{er} mois	47,7	50,8	+ 3,1	107					
2 premiers mois	49,3	50,0	+ 0,7	102					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1969 4 ^e trimestre	12,47	7,23	5,77	4,44	4,34	2,52	2,57	1,08	1,38	1,24	0,89	0,84	0,43	0,33	0,22	0,20	0,13	0,13	0,11	0,07	1,18	47,57
1970 1 ^{er} trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 ^e trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
2 ^e trimestre	14,15	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,50	50,67
3 ^e trimestre	13,79	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,29	48,51
4 ^e trimestre	15,28	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,61	53,91
1971 1 ^{er} mois	13,50	5,78	5,13	4,53	3,30	2,58	1,22	0,46	1,26	1,19	0,89	0,98	0,32	0,32	0,18	0,15	0,07	0,22	0,09	0,05	1,66	43,88
2 premiers mois	12,37	6,15	5,31	4,85	3,03	2,46	1,53	0,64	1,33	1,18	0,93	0,91	0,34	0,33	0,19	0,18	0,09	0,18	0,10	0,06	1,63	43,79
3 premiers mois	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
4 premiers mois	13,55	6,75	5,87	5,18	3,19	2,78	1,63	0,95	1,51	1,26	1,05	0,92	0,39	0,37	0,22	0,21	0,11	0,15	0,11	0,08	1,64	47,92
5 premiers mois	13,92	6,63	5,83	5,36	3,16	2,71	1,88	1,01	1,53	1,27	1,06	0,90	0,41	0,38	0,22	0,21	0,12	0,14	0,11	0,08	1,59	48,52
6 premiers mois	13,93	6,73	5,95	5,44	3,23	2,85	2,00	1,12	1,58	1,30	1,08	0,90	0,43	0,39	0,23	0,22	0,13	0,14	0,12	0,08	1,59	49,44
7 premiers mois	14,02	6,81	5,91	5,45	3,19	2,83	2,05	1,16	1,58	1,30	1,09	0,89	0,43	0,39	0,23	0,22	0,12	0,14	0,12	0,08	1,52	49,53
8 premiers mois	13,27	6,67	5,70	5,38	3,12	2,79	1,89	1,21	1,57	1,27	1,05	0,86	0,41	0,38	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,08	1,48	47,95
9 premiers mois	13,88	6,73	5,81	5,50	3,17	2,78	1,93	1,24	1,63	1,29	1,07	0,88	0,42	0,39	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,09	1,49	49,12
10 premiers mois	14,05	6,83	5,91	5,54	3,18	2,83	1,88	1,22	1,66	1,30	1,11	0,89	0,43	0,39	0,24	0,23	0,13	0,14	0,13	0,09	1,50	49,68
11 premiers mois	14,00	6,75	5,95	5,56	3,16	2,86	1,95	1,20	1,66	1,31	1,13	0,90	0,43	0,40	0,24	0,23	0,13	0,13	0,13	0,10	1,48	49,70
12 mois	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1972 1 ^{er} mois	14,49	6,70	6,03	5,77	3,08	3,23	1,85	1,05	2,09	1,32	1,17	1,05	0,44	0,42	0,19	0,20	0,15	0,14	0,11	0,07	1,23	50,78

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1971	33.390	11.598	2.015	3.288	2.069	502	299	546	188	1.020	326	2.651	844	1.420	2.972	1.247	2.405	11.186	1.510	2.144	1.106	6.426	7.594	67	52.237
1969 4 ^e trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371
1970 1 ^{er} trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 ^e trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	285	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
2 ^e trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
3 ^e trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	2.029	1.061	6.307	7.163	69	48.672
4 ^e trimestre	36.899	13.644	2.214	3.549	2.082	579	294	568	197	1.078	319	2.896	1.189	1.277	3.119	1.315	2.579	11.935	1.542	2.350	1.175	6.868	8.532	87	57.453

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969	1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,1	104,7	108,6	109,4	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	107,8	110,7	108,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	111,9	106,3	114,5	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	110,6	106,4	108,9	109,9	109,5	109,3	111,8	110,6	111,7	110,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	121,1	129,6	133,1	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	116,3	118,6	119,8	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	185,3	194,6	195,3	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	98,1	99,0	97,0	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	103,4	101,8	102,5	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	113,8	132,0	142,4	166,9	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	87,9	86,4	86,7	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	98,6	104,9	104,6	98,3	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	106,9	105,8	103,6	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	88,0	93,3	97,5	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	108,7	114,4	116,4	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	113,1	116,4	115,4	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	113,4	121,2	123,8	128,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	116,9	119,7	120,7	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6
Peaux, cuirs et chaussures ...	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	123,2	126,5	116,8	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	104,6	108,6	111,2	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	120,0	125,2	126,0	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	95,0	97,9	95,9	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	108,4	107,5	110,5	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	108,6	112,3	121,0	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	116,4	115,0	117,9	118,3	116,9	114,7	115,6	116,5	115,5	117,4
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	105,2	108,1	108,3	107,6	106,8	104,9	103,4	105,3	103,4	105,9

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b — INDICES DU VOLUME *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969					1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																					
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	211,9	194,6	193,2	198,8	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4				
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	224,2	216,5	230,8	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9				
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	176,7	186,8	200,7	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3				
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	222,0	197,5	196,3	204,7	197,6	220,0	210,5	224,6	206,9	244,8				
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																					
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	186,6	179,5	176,6	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3	161,3				
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	254,0	229,7	216,0	263,6	202,8	271,9	247,8	255,9	253,3	259,0				
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	142,0	151,8	151,7	151,2	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2	149,3				
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	181,1	161,4	180,5	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6	218,4				
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	283,7	276,9	312,3	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7	393,3				
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	45,5	25,3	34,9	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2	44,0				
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	184,9	178,2	169,7	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1	183,3				
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	155,6	146,7	193,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7	200,5				
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	270,8	259,2	257,5	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5	351,8				
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	127,3	105,8	148,7	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6	169,1				
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	172,1	121,3	172,9	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8	201,4				
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	146,6	120,3	154,3	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0	165,0				
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	160,6	134,5	163,1	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6	185,9				
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	248,4	203,4	250,1	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6	379,5				
Peaux, cuirs et chaussures ...	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	168,1	158,9	163,8	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5	197,4				
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	304,8	276,7	300,5	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2	340,2				
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	178,3	152,2	170,7	178,0	188,7	150,7	196,4	179,2	245,8				
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	293,4	275,9	309,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6	371,2				
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	229,2	236,5	254,7	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9	313,4				
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	132,0	143,8	147,2	166,2	162,0	203,2	168,0	124,8	122,9	134,7				
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	216,9	203,5	192,5	213,4	189,9	229,5	209,5	217,1	211,6	229,7				

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,66	+ 1,07
1969 4 ^e trimestre	10,88	11,40	+ 0,52	7,22	9,99	+ 2,77	6,37	8,98	+ 2,61
1970 1 ^{er} trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 ^e trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
2 ^e trimestre	12,81	12,34	- 0,47	9,27	10,23	+ 0,96	8,81	9,42	+ 0,61
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,79	+ 1,14
4 ^e trimestre	14,41	13,36	- 1,05	11,08	11,64	+ 0,56	9,93	10,75	+ 0,82
1971 2 premiers mois	11,93	10,33	- 1,60	7,97	8,50	+ 0,53	7,47	8,44	+ 0,97
3 premiers mois	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
4 premiers mois	13,30	11,50	- 1,80	8,82	9,82	+ 1,00	7,65	9,08	+ 1,43
5 premiers mois	13,22	11,70	- 1,52	8,76	9,79	+ 1,03	8,15	9,05	+ 0,90
6 premiers mois	13,11	11,91	- 1,20	8,87	9,95	+ 1,08	8,20	9,34	+ 1,14
7 premiers mois	12,98	12,06	- 0,92	8,77	10,04	+ 1,27	8,26	9,19	+ 0,93
8 premiers mois	12,82	11,86	- 0,96	8,64	9,62	+ 0,98	8,13	8,86	+ 0,73
9 premiers mois	12,77	12,32	- 0,45	8,68	9,71	+ 1,03	8,02	9,16	+ 1,14
10 premiers mois	12,88	12,54	- 0,34	9,08	9,92	+ 0,84	8,25	9,39	+ 1,14
11 premiers mois	13,01	12,51	- 0,50	9,20	10,02	+ 0,82	8,34	9,40	+ 1,06
12 mois	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,66	+ 1,07
1972 1 ^{er} mois	10,88	12,47	+ 1,59	9,79	10,60	+ 0,81	7,33	8,88	+ 1,55
2 premiers mois	11,97	12,18	+ 0,21	10,33	10,62	+ 0,29	7,50	9,40	+ 1,90
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1969 4 ^e trimestre	1,52	2,16	+ 0,64	25,99	32,53	+ 6,54	32,14	38,70	+ 6,56
1970 1 ^{er} trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 ^e trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
2 ^e trimestre	2,06	2,42	+ 0,36	32,95	34,41	+ 1,46	40,18	40,62	+ 0,44
3 ^e trimestre	2,10	1,84	- 0,26	30,15	32,98	+ 2,83	35,95	38,99	+ 3,04
4 ^e trimestre	2,11	2,33	+ 0,22	37,53	38,08	+ 0,55	44,47	44,60	+ 0,13
1971 2 premiers mois	1,87	1,96	+ 0,09	29,24	29,23	- 0,01	35,01	34,95	- 0,06
3 premiers mois	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
4 premiers mois	2,02	2,27	+ 0,25	31,79	32,67	+ 0,88	37,95	38,56	+ 0,61
5 premiers mois	1,93	2,35	+ 0,37	32,11	32,89	+ 0,78	38,41	38,97	+ 0,56
6 premiers mois	2,01	2,32	+ 0,31	32,19	33,52	+ 1,33	38,81	39,65	+ 0,84
7 premiers mois	2,01	2,26	+ 0,25	32,02	33,55	+ 1,53	38,47	39,69	+ 1,22
8 premiers mois	2,04	2,14	+ 0,10	31,63	32,48	+ 0,85	38,02	38,43	+ 0,41
9 premiers mois	2,04	2,15	+ 0,11	31,51	33,34	+ 1,83	37,86	39,43	+ 1,57
10 premiers mois	2,06	2,18	+ 0,12	32,27	34,03	+ 1,76	38,65	40,12	+ 1,47
11 premiers mois	2,06	2,17	+ 0,11	32,61	34,10	+ 1,49	39,03	40,22	+ 1,19
12 mois	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1972 1 ^{er} mois	2,04	2,43	+ 0,39	30,04	34,38	+ 4,34	36,17	40,94	+ 4,77
2 premiers mois	2,13	2,35	+ 0,22	31,93	34,55	+ 2,62	37,90	40,93	+ 3,03

¹ Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1969 4 ^e trimestre	3,87	2,93	- 0,94	3,33	1,89	- 1,44	2,26	1,40	- 0,86
1970 1 ^{er} trimestre	3,64	2,83	- 0,81	2,50	1,72	- 0,78	2,47	1,40	- 1,07
2 ^e trimestre	4,18	2,61	- 1,57	3,00	1,74	- 1,26	2,17	1,31	- 0,86
3 ^e trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 ^e trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 ^e trimestre	3,41	3,71	+ 0,30	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,31	- 0,87
4 ^e trimestre	3,10	2,73	- 0,37	3,41	1,89	- 1,52	2,59	1,53	- 1,06
1971 2 premiers mois	3,38	3,24	- 0,14	2,72	1,57	- 1,15	1,78	1,24	- 0,54
3 premiers mois	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
4 premiers mois	3,51	3,39	- 0,12	2,97	1,68	- 1,29	2,34	1,27	- 1,07
5 premiers mois	3,38	3,53	+ 0,15	3,11	1,71	- 1,40	2,26	1,31	- 0,95
6 premiers mois	3,42	3,63	+ 0,21	3,40	1,76	- 1,64	2,33	1,32	- 1,01
7 premiers mois	3,36	3,64	+ 0,28	3,30	1,78	- 1,52	2,32	1,34	- 0,98
8 premiers mois	3,41	3,57	+ 0,16	3,22	1,74	- 1,48	2,26	1,29	- 0,97
9 premiers mois	3,42	3,65	+ 0,23	3,16	1,79	- 1,37	2,28	1,32	- 0,96
10 premiers mois	3,39	3,53	+ 0,14	3,19	1,78	- 1,41	2,27	1,31	- 0,96
11 premiers mois	3,33	3,45	+ 0,12	3,20	1,80	- 1,40	2,27	1,31	- 0,96
12 mois	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1972 1 ^{er} mois	2,60	3,46	+ 0,86	3,22	2,94	- 0,98	1,80	1,28	- 0,52
2 premiers mois	2,80	3,02	+ 0,22	3,01	2,09	- 0,92			

Moyennes mensuelles	Amérique latine ¹			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1969 4 ^e trimestre	1,32	0,80	- 0,52	1,93	0,45	- 1,48	0,74	0,66	- 0,08
1970 1 ^{er} trimestre	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
2 ^e trimestre	1,72	0,81	- 0,91	2,15	0,48	- 1,67	0,71	0,72	+ 0,01
3 ^e trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 ^e trimestre	1,49	1,05	- 0,44	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 ^e trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,63	- 0,28
4 ^e trimestre	1,31	1,04	- 0,27	1,24	0,49	- 0,75	0,98	0,74	- 0,24
1971 1 ^{er} mois	1,16	1,21	+ 0,05	0,79	0,65	- 0,14	0,62	0,68	+ 0,06
2 premiers mois	1,30	1,04	- 0,26	0,82	0,58	- 0,24	0,76	0,75	- 0,01
3 premiers mois	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
4 premiers mois	1,46	1,04	- 0,42	1,02	0,56	- 0,46	0,83	0,82	- 0,01
5 premiers mois	1,43	1,02	- 0,41	1,07	0,54	- 0,53	0,82	0,83	+ 0,01
6 premiers mois	1,47	1,06	- 0,41	1,08	0,58	- 0,50	0,82	0,80	- 0,02
7 premiers mois	1,45	1,05	- 0,40	1,12	0,58	- 0,54	0,82	0,80	- 0,02
8 premiers mois	1,46	1,01	- 0,45	1,21	0,56	- 0,65	0,83	0,76	- 0,07
9 premiers mois	1,44	1,03	- 0,41	1,16	0,56	- 0,60	0,85	0,75	- 0,10
10 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,18	0,55	- 0,63	0,85	0,74	- 0,11
11 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,22	0,54	- 0,68	0,86	0,73	- 0,13
12 mois	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972 1 ^{er} mois	0,98	0,96	- 0,02	0,92	0,42	- 0,50	0,87	1,04	+ 0,17

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue commerciale de la Cham-

bre Nédérlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 24,7	501,8	480,6	+ 21,2
1.12 Travail à façon	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	18,6	4,7	+ 13,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	6,4	—	+ 6,4
1.2 Or non monétaire	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	0,9	0,8	+ 0,1
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	24,9	21,1	+ 3,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	...	0,8	1,0	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	10,0	9,4	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	18,4	28,7	- 10,3
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	49,1	44,9	+ 4,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	11,4	10,0	+ 1,4
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	7,7	3,6	+ 4,1
1.92 Autres	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	43,0	41,3	+ 1,7
Total 1 ...	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 44,3	693,0	646,1	+ 46,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	+ 0,5	+ 2,0	12,2	10,0	+ 2,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,0	- 3,5	- 4,7	- 5,4	- 6,3	- 8,9	1,3	8,1	- 6,8
Total 2 ...	- 0,5	- 1,9	- 3,2	- 3,2	- 5,8	- 6,9	13,5	18,1	- 4,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	—	2,0	- 2,0
3.112 Autres opérations	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	1,3	9,6	- 8,3
3.12 Avoirs	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,3	0,1	0,8	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,4	1,4	12,4	- 11,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	0,3	0,9	- 0,6
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	0,9	3,0	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	—	22,8	- 22,8
4.312 Investissements directs	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	3,9	11,8	- 7,9
4.313 Immeubles	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	0,9	2,1	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	—	1,3	- 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	5,1	—	+ 5,1
4.322 Investissements directs	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	23,5	1,9	+ 21,6
4.323 Immeubles	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	0,8	0,5	+ 0,3
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	—	0,1	- 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	35,4	44,4	- 9,0
5 Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 1,6	- 3,2	0,3	—	+ 0,3
Total 1 à 5 ...	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	743,6	721,0	+ 22,6
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	—	—	- 3,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	—	—	- 5,9
6.212 Monnaies étrangères	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	—	—	+ 13,5
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	—	—	+ 0,5
6.23 B.N.B.	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	—	—	+ 17,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1969	1970				1971 p			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 9,8	+ 7,7	+ 3,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,2	+ 5,0	+ 5,4	+ 7,6
1.12 Travail à façon	+ 2,4	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,7	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3
1.2 Or non monétaire	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	...
1.6 Déplacements à l'étranger	- 0,7	- 0,7	- 2,1	- 4,3	- 0,1	- 0,5	- 2,3	- 6,1	- 1,4
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,4	+ 1,9	+ 1,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,2	- 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,7	- 1,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 1,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,0
1.92 Autres	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,5	+ 1,2	...	...
<i>Total 1 ...</i>	+16,4	+13,6	+ 5,5	+13,3	+11,9	+10,4	+11,6	+10,2	+14,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,2	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,1	+ 0,9	- 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,5	- 2,0	- 0,8	- 2,0	- 4,1	- 3,1	- 1,1	- 1,8	- 0,8
<i>Total 2 ...</i>	- 1,7	- 1,3	- 0,5	- 1,3	- 3,8	- 2,7	...	- 0,9	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,3	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	- 0,4
3.112 Autres opérations	- 0,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2	- 0,7	- 0,6	- 2,9	- 2,3	- 2,5
3.12 Avoirs	- 0,8	- 0,2	...	...	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 1,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,7	- 1,0	- 1,5	- 3,7	- 2,8	- 3,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation :									
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,5	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 0,2	...	...	- 0,2	- 0,4
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 2,3	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,4	- 5,9	- 4,5	- 5,1	- 7,3
4.312 Investissements directs	- 1,0	- 0,8	- 2,3	- 1,8	- 2,9	+ 0,3	- 4,7	- 2,7	- 0,8
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,4
4.314 Autres	+ 0,8	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	- 0,2	- 1,5	+ 0,8	- 0,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	...	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5
4.322 Investissements directs	+ 5,4	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,1	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,4	+ 5,4	+ 3,8
4.323 Immeubles	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2
4.324 Autres	+ 1,3	- 0,4	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 1,9	- 2,3
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	+ 4,3	- 3,3	- 1,1	- 5,7	- 3,7	- 1,9	- 0,4	+ 1,1	- 7,8
5. Erreurs et omissions	- 0,2	- 4,1	+ 1,5	+ 0,4	- 1,0	+ 1,6	+ 2,3	- 5,9	+ 2,3
Total 1 à 5 ...	+17,6	+ 4,7	+ 5,5	+ 7,4	+ 2,4	+ 5,9	+ 9,8	+ 1,7	+ 5,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,3	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6	- 2,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	- 3,9	+ 3,8	- 2,3	+ 4,6	- 2,3	- 1,3	+ 2,7	- 2,7	- 4,6
6.212 Monnaies étrangères .	+ 3,9	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7	+ 8,1
6.22 Organismes monétaires divers	+ 1,7	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1
6.23 B.N.B.	+13,6	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0	+ 5,9	+ 3,8	+ 1,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	(+3,5)	—	—	—	(+3,5)	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.t., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1971			1971			1971	1972 p
	3 ^e trimestre p			4 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Janvier	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	123,4	118,0	+ 5,4	135,9	128,3	+ 7,6	+ 1,9 ⁶	- 1,8 ⁷
1.12 Travail à façon	4,1	1,2	+ 2,9	5,5	1,4	+ 4,1	+ 1,0	+ 1,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,6	—	+ 3,6	—	0,3	- 0,3	+ 1,0	+ 0,6
1.2 Or non monétaire	0,3	0,2	+ 0,1	0,1	0,2	- 0,1	...	...
1.3 Frets ²	6,3	5,4	+ 0,9	6,5	5,3	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,2	0,3	- 0,1	...	...
1.5 Autres frais de transport	2,6	2,7	- 0,1	2,4	2,4	...	+ 0,3	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	4,7	10,8	- 6,1	4,5	5,9	- 1,4	- 0,1	- 0,5
1.7 Revenus d'investissements	11,6	9,7	+ 1,9	13,0	11,5	+ 1,5	+ 0,2	+ 0,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	2,7	2,2	+ 0,5	3,0	1,8	+ 1,2	- 1,7	+ 0,4
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	1,9	0,8	+ 1,1	2,0	1,0	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,3
1.92 Autres	9,6	9,6	...	10,7	10,7	...	+ 0,4	+ 0,3
Total 1 ...	171,0	160,8	+10,2	183,8	169,1	+14,7	+ 3,6	+ 1,4
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	3,4	2,5	+ 0,9	2,6	2,8	- 0,2	+ 0,1	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,5	2,3	- 1,8	0,4	1,2	- 0,8	- 2,1	- 0,8
Total 2 ...	3,9	4,8	- 0,9	3,0	4,0	- 1,0	- 2,0	- 0,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ⁴ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,4	- 0,4	—	0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3
3.112 Autres opérations	0,8	3,1	- 2,3	0,6	3,1	- 2,5	- 0,4	...
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	- 0,2	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,8	3,6	- 2,8	0,7	3,7	- 3,0	- 0,9	- 0,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	...	0,4	- 0,4	+ 0,1	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	1,0	0,3	+ 0,7	0,7	1,4	- 0,7	- 0,1	- 0,3
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	5,1	- 5,1	—	7,3	- 7,3	- 1,0	- 2,8
4.312 Investissements directs	0,7	3,4	- 2,7	1,0	1,8	- 0,8	+ 0,3	- 0,4
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,6	- 0,4	...	- 0,1
4.314 Autres (chiffres nets)	0,8	—	+ 0,8	—	0,4	- 0,4	+ 0,2	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,5	—	+ 0,5	0,5	—	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,1
4.322 Investissements directs	5,6	0,2	+ 5,4	5,1	1,3	+ 3,8	+ 1,5	+ 0,9
4.323 Immeubles	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,1	+ 0,2	...	+ 0,1
4.324 Autres (chiffres nets)	1,9	—	+ 1,9	—	2,3	- 2,3	- 0,2	- 0,6
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	10,9	9,8	+ 1,1	7,8	15,6	- 7,8	+ 1,2	- 3,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	5,9	- 5,9	2,3	—	+ 2,3	+ 1,5	- 0,2
Total 1 à 5 ...	186,6	184,9	+ 1,7	197,6	192,4	+ 5,2	+ 3,4	- 3,2
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,6	—	—	- 2,2	+ 1,6	+ 0,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeoises ...	—	—	- 2,7	—	—	- 4,6	- 2,5	+ 2,7
6.212 Monnaies étrangères	—	—	- 1,7	—	—	+ 8,1	- 3,3	- 5,3
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 0,7	—	—	+ 2,1	- 0,5	- 3,1
6.23 B.N.B.	—	—	+ 3,8	—	—	+ 1,8	+ 8,1	+ 2,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Informatin et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Exportations = 36,2; importations = 34,3.

⁷ Exportations = 37,4; importations = 39,2.

À des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVI^e année, vol. I, n° 6 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1970 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaïre
											câble	courrier					
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁹
1971 ¹¹	49,65	9,00	120,00	13,80 ¹⁰ 13,99 ¹²	11,54 ¹⁰ 12,15 ¹²	13,66 ¹⁰ 14,21 ¹²	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	191,99 ¹⁰ 199,07 ¹²	71,38	11,89	100,01
1971 ¹³	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1970 1 ^{er} trim.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,68	192,04	71,12	11,88	—
2 ^e trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—
3 ^e trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—
4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 ⁹
1971 1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
2 ^e tr. ¹⁵	49,67	8,99	120,12	13,80 ¹⁶ 13,98 ¹⁷	11,55 ¹⁶ 12,14 ¹⁷	13,66 ¹⁶ 14,10 ¹⁷	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	192,25 ¹⁶ 198,92 ¹⁷	71,39	11,88	100,00
3 ^e tr. ¹⁸	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
3 ^e tr. ¹⁹	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
4 ^e tr. ²⁰	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
4 ^e tr. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 1 ^{er} trim.	44,06	8,64	114,44	13,79	11,40	13,79	7,51	9,19	6,63	6,31	43,929	43,929	162,69	189,85	67,16	10,65	88,11
1971 Mars	49,64	9,00	120,06	13,81	11,54	13,67	7,97	9,62	6,96	6,64	49,330	49,331	174,37	191,96	71,34	11,91	100,01
Avril	49,64	9,00	120,03	13,79	11,55	13,66	7,98	9,62	6,97	6,63	49,269	49,267	174,21	192,26	71,36	11,91	100,00
Mai ¹⁵	49,63	8,98	120,05	13,81 ²¹ 14,00 ²²	11,55 ²¹ 12,13 ²²	13,67 ²¹ 14,03 ²²	7,97	9,62	6,98	6,62	49,201	49,208	174,88	192,24 ²¹ 198,63 ²²	71,33	11,85	100,00
Juin	49,73	9,00	120,29	13,96	12,15	14,16	7,96	9,63	6,99	6,64	48,724	48,725	174,85	199,20	71,48	11,86	100,00
Juill.	49,67	9,01	120,14	13,96	12,13	14,26	7,97	9,62	6,99	6,63	48,631	48,631	174,55	199,14	71,43	11,90	99,99
Août ²³	49,63	9,00	120,06	14,14	12,20	14,47	7,98	9,62	6,99	6,62	48,845	48,846	174,49	199,23	71,43	11,90	99,98
Août ²⁴	48,40	8,78	119,12	14,02	12,19	14,25	7,89	9,55	7,02	6,59	47,827	47,829	178,13	198,28	69,72	11,66	96,65
Sept.	47,81	8,66	118,05	14,00	12,00	14,23	7,79	9,44	6,93	6,54	47,184	47,184	176,48	196,27	69,07	11,51	95,63
Oct.	46,82	8,46	116,63	13,94	11,78	14,08	7,65	9,33	6,84	6,45	46,603	46,604	171,78	193,61	67,96	11,27	93,63
Nov.	46,32	8,38	115,50	13,91	11,64	13,91	7,56	9,27	6,76	6,38	46,154	46,153	169,40	191,52	67,59	11,15	92,64
Déc. ²⁵	45,69	8,28	114,69	13,91	11,71	13,98	7,56	9,33	6,75	6,36	45,727	45,728	168,78	192,28	67,26	11,01	91,39
Déc. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 Janv.	44,42	8,59	114,17	13,80	11,42	13,75	7,52	9,21	6,63	6,32	44,174	44,173	163,25	189,54	67,41	10,73	88,84
Févr.	43,83	8,61	114,12	13,79	11,36	13,76	7,47	9,15	6,59	6,27	43,624	43,624	161,63	189,30	66,51	10,60	87,66
Mars	43,92	8,71	115,02	13,79	11,41	13,85	7,54	9,21	6,66	6,33	43,988	43,989	163,20	190,70	67,56	10,62	87,84

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

¹² Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹³ Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

¹⁵ Les cotations sont suspendues du 5 au 10 mai.

¹⁶ Moyenne du 1^{er} avril au 4 mai 1971.

¹⁷ Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

¹⁸ Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août.

¹⁹ Moyenne du 28 août au 30 septembre. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

²¹ Moyenne des 8 et 4 mai.

²² Moyenne du 11 au 28 mai.

²³ Moyenne du 1^{er} au 18 août.

²⁴ Moyenne du 28 au 31 août. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁵ Moyenne du 1^{er} au 17 décembre 1971.

X - 2. — TAUX CENTRAUX OU PARITES DE FAIT

Pays	Taux centraux ou parités de fait par rapport au dollar des Etats-Unis	Cours extrêmes d'intervention en dollars des Etats-Unis		Taux centraux ou parités de fait exprimés en francs belges
		acheteur	vendeur	
Belgique	44,8159 FB	43,8075	45,8250	44,8159 1 \$ U.S.A.
France	5,1157 FF	5,0005	5,2310	8,76046 1 FF
Royaume-Uni	2,6057 £ ¹	2,6643 ¹	2,5471 ¹	116,7768 1 £
Pays-Bas	3,2447 Fl.	3,171875	3,3175	13,81215 ² 1 Fl.
Suisse	3,84 F.S.	3,7535	3,9265	11,6708 1 F.S.
Allemagne	3,2225 DM	3,1500	3,2950	13,907183 1 DM
Italie	581,50 Lires	568,40	594,60	7,70695 100 Lires
Espagne	64,4737 Pesetas	63,0231	65,9243	69,5104 100 Pesetas
Suède	4,8129 C.S.	4,7050	4,9200	9,3116 1 C.S.
Norvège	6,64539 C.N.	6,4950	6,7950	6,7439 1 C.N.
Danemark	6,98 C.D.	6,8230	7,1370	6,420616 1 C.D.
Canada	³			
Portugal	27,25 Esc.	26,637	27,863	164,462 100 Esc.
Autriche	23,30 Sch.	22,78	23,82	192,3429 100 Sch.
Finlande	4,10 M.F.	4,008	4,192	10,9307 1 M.F.
Zaïre	0,50 Zaïre	—	—	89,6318 1 Z.

¹ Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

² Taux-pivot fixé par accord avec les Pays-Bas. Cours extrêmes d'intervention à Bruxelles : 13,6050 (acheteur) et 14,0225 (vendeur).

³ Cours flottants.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes (1)	Dépenses ³ (2)	Solde ⁽³⁾ = (1) - (2)	Recettes (4)	Dépenses (5)	Solde ⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1969 6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
1971 1 ^{er} mois	28,9	29,3	- 0,4	0,1	5,0	- 4,9	- 5,3
2 premiers mois ...	51,4	53,4	- 2,0	0,1	8,6	- 8,5	- 10,5
3 premiers mois ...	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
4 premiers mois ...	101,8	106,0	- 4,2	0,2	16,4	- 16,2	- 20,4
5 premiers mois ...	123,9	132,8	- 8,9	0,2	18,5	- 18,3	- 27,2
6 premiers mois ...	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
7 premiers mois ...	196,9	191,5	+ 5,4	0,3	25,8	- 25,5	- 20,1
8 premiers mois ...	220,6	211,9	+ 8,7	0,3	30,2	- 29,9	- 21,2
9 premiers mois ...	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
10 premiers mois ...	268,9	265,8	+ 3,1	0,4	38,8	- 38,4	- 35,3
11 premiers mois ...	296,3	285,5	+ 10,8	0,4	43,7	- 43,3	- 32,5
12 mois	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 1 ^{er} mois	32,8	31,3	+ 1,5	...	5,7	- 5,7	- 4,2

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante										Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptes ³ et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges (5)	en monnaies étrangères (6)	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges						en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (8) à (14)					
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	République du Zaïre, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)							
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)				
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4		
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1969	6 premiers mois	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8		
	9 premiers mois	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
1970	3 premiers mois	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7		
	6 premiers mois	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0		
	9 premiers mois	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9		
1971	1 ^{er} mois	+ 2,4	- 1,2	- 4,1	+16,7	...	+16,7	...	+ 4,1	+ 4,3	...	...	- 0,6	- 1,3	+ 6,5	-13,3	- 5,8	+ 4,1
	2 premiers mois	+ 2,1	- 2,4	-10,8	+19,9	...	+19,9	...	+ 4,7	+10,2	...	...	- 5,3	- 6,0	+ 3,6	-12,6	- 0,1	+10,8
	3 premiers mois	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
	4 premiers mois	+ 2,7	- 4,8	-22,5	+18,7	...	+18,7	...	+ 8,2	+12,8	...	+ 0,4	+ 1,8	-12,7	+10,5	- 7,0	+ 0,3	+22,5		
	5 premiers mois	+ 4,9	- 5,9	-28,2	+40,4	...	+40,4	...	+ 8,4	+13,4	...	+ 0,4	- 4,0	-15,0	+ 3,2	-13,0	- 2,4	+28,2		
	6 premiers mois	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0		
	7 premiers mois	+ 2,0	- 8,8	-26,9	+39,3	...	+39,3	...	+ 6,2	+10,0	...	+ 0,3	- 2,0	-19,6	- 5,1	- 7,4	+ 0,1	+26,9		
	8 premiers mois	+ 3,7	-10,3	-27,8	+39,3	...	+39,3	...	+12,6	+13,7	...	+ 0,4	- 5,6	-22,8	- 1,7	- 9,9	+ 0,1	+27,8		
	9 premiers mois	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	...	+16,4	+12,9	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6		
	10 premiers mois	+ 2,5	-13,8	-46,6	+77,5	...	+77,5	...	+ 5,3	+11,8	...	+ 0,3	- 3,1	-24,7	-10,4	-13,2	- 7,3	+46,6		
	11 premiers mois	+ 3,4	-15,3	-44,4	+77,4	...	+77,4	...	+ 15,3	...	...	- 4,3	- 4,7	-26,3	-20,0	-13,3	+ 0,3	+44,4
	12 mois	+ 6,4	-16,8	-49,7	+77,1	...	+77,1	...	+ 7,9	...	...	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7
1972	1 ^{er} mois	+ 0,6	- 1,2	- 4,8	...	...	...	...	+ 13,8	...	...	- 2,1	+ 0,9	- 0,1	+12,5	- 4,9	- 2,8	+ 4,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impasse.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers —colonne (2) du tableau XI-2.—, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » —colonne (17) du même tableau—, de même que les dépenses d'organismes paratatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépendes budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 8
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 7			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1	
1970	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4	
1969 6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8	
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2	
1970 3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1	
6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9	
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3	
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	+ 2,0	- 0,5	+ 14,5	...	- 12,8	+ 1,7	- 1,2	
2 prem. mois	- 10,5	- 1,1	- 11,6	+ 3,6	- 8,0	+ 17,2	+ 1,3	- 4,2	+ 14,3	- 6,3	
3 prem. mois	- 16,4	- 2,0	- 18,4	+ 5,0	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1	
4 prem. mois	- 20,4	- 2,0	- 22,4	+ 7,4	- 15,0	+ 12,6	+ 2,0	+ 14,7	+ 29,3	- 14,3	
5 prem. mois	- 27,2	- 4,4	- 31,6	+ 8,5	- 23,1	+ 34,4	+ 2,4	+ 3,3	+ 40,1	- 17,0	
6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4	
7 prem. mois	- 20,1	- 7,6	- 27,7	+ 11,9	- 15,8	+ 30,1	+ 0,4	+ 7,0	+ 38,2	- 22,4	
8 prem. mois	- 21,2	- 7,4	- 28,6	+ 12,9	- 15,7	+ 29,2	+ 0,7	+ 11,3	+ 41,2	- 25,5	
9 prem. mois	- 32,7	- 8,3	- 41,0	+ 14,3	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3	
10 prem. mois	- 35,3	- 12,3	- 47,6	+ 15,7	- 31,9	+ 65,5	+ 1,2	- 6,9	+ 59,8	- 27,9	
11 prem. mois	- 32,5	- 13,2	- 45,7	+ 17,7	- 28,0	+ 63,5	+ 0,9	- 6,7	+ 57,7	- 29,7	
12 mois	- 39,3	- 14,0	- 53,3	+ 19,5	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,1	+ 62,9	- 29,1	
1972 1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,4	- 3,8	+ 2,2	- 1,6	- 2,0	+ 0,6	+ 3,5	+ 2,1	- 0,5	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paratâtiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1969 4 ^e trimestre	26,0	- 2,8	11,0	+ 0,4	27,0	+ 0,5	64,0	- 1,9
1970 1 ^{er} trimestre	28,9	+ 2,8	11,0	+ 0,6	25,0	- 0,5	64,9	+ 2,9
2 ^e trimestre	26,2	+ 0,3	11,4	+ 0,8	26,1	- 1,1	63,7	...
3 ^e trimestre	43,3	+ 0,3	11,0	+ 0,4	24,9	+ 0,2	79,2	+ 0,9
4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1971 Février	8,8	+ 0,3	3,2	- 0,5	9,9	...	21,9	- 0,2
Mars	8,1	+ 0,3	4,3	+ 0,2	12,2	+ 0,1	24,6	+ 0,6
Avril	9,6	+ 0,6	4,0	- 0,1	11,0	...	24,6	+ 0,5
Mai	9,2	+ 0,5	3,6	- 0,3	9,0	- 0,2	21,8	...
Juin	12,7	+ 1,0	3,8	- 0,2	7,8	+ 0,1	24,3	+ 0,9
Juillet	32,4	+ 1,6	3,9	- 0,2	11,6	- 0,1	47,9	+ 1,3
Août	9,6	+ 0,8	3,7	- 0,2	10,2	...	23,5	+ 0,6
Septembre	9,3	+ 0,7	3,6	- 0,4	5,8	- 0,1	18,7	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,5	4,0	- 0,1	12,8	- 0,1	28,9	+ 0,3
Novembre	11,7	+ 0,7	4,0	...	11,3	+ 0,2	27,0	+ 0,9
Décembre	13,7	+ 1,4	5,2	+ 0,9	8,7	- 0,1	27,6	+ 2,2
1972 Janvier	15,3	...	3,8	- 0,1	11,8	- 0,4	30,9	- 0,5
Février	11,1	+ 0,2	3,9	+ 0,2	9,7	- 0,1	24,7	+ 0,3

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1971		Exercice 1971 : février		Exercice 1972 : février	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	151,4	142,8	8,8	8,5	11,1	10,9
précompte immobilier	1,2	1,2	...	...	...	...
précompte mobilier	15,8	15,8	1,2	1,2	1,8	1,8
précompte professionnel	70,1	66,3	5,7	5,6	6,7	6,5
versements anticipés	29,8	30,0	0,1	0,1	...	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	21,8	20,0	1,3	1,3	1,7	1,7
impôts de sociétés (rôles)	5,7	3,3	0,3	0,2	0,5	0,5
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,9	4,6	0,1	0,1	0,2	0,2
divers ²	2,1	1,6	0,1	...	0,3	...
II. Douanes et accises	46,5	48,1	3,2	3,7	3,9	3,7
dont : douanes	6,4	6,8	0,5	0,5	0,3	0,3
accises	38,3	41,2	2,6	3,2	3,4	3,3
taxes spéciales de consommat.	1,6	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	118,8	119,0	9,9	9,9	9,7	9,8
dont : enregistrement	7,4	8,0	0,5	0,6	0,6	0,6
successions	4,9	4,6	0,4	0,4	0,4	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	105,2	105,2	8,9	8,9	8,6	8,8
Total ...	316,7	309,9	21,9	22,1	24,7	24,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 6,8		- 0,2		+ 0,3

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1969 6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1971 Février	8,8	3,2	9,9	21,9	0,10
Mars	8,1	4,3	12,2	24,6	0,07
Avril	9,6	4,0	11,0	24,6	0,94
Mai	9,2	3,6	9,0	21,8	0,08
Juin	12,7	3,8	7,8	24,3	1,46
Juillet	32,4	3,9	11,6	47,9	21,28
Août	9,6	3,7	10,2	23,5	0,32
Septembre	9,3	3,6	5,8	18,7	0,26
Octobre	12,1	4,0	12,8	28,9	2,40
Novembre	11,7	4,0	11,3	27,0	0,03
Décembre	13,7	5,2	8,7	27,6	0,23
1972 Janvier	15,3	3,8	11,8	30,9	2,78
Février	11,1	3,9	9,7	24,7	-0,02

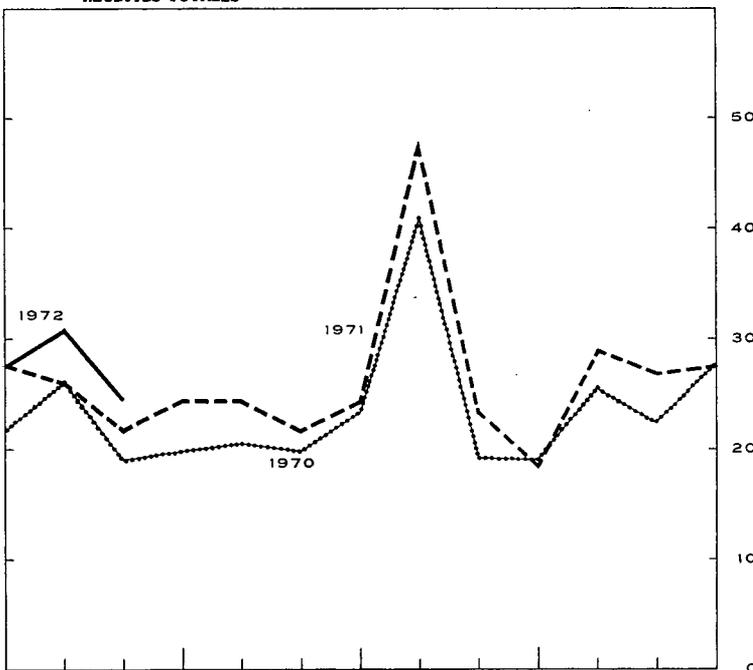
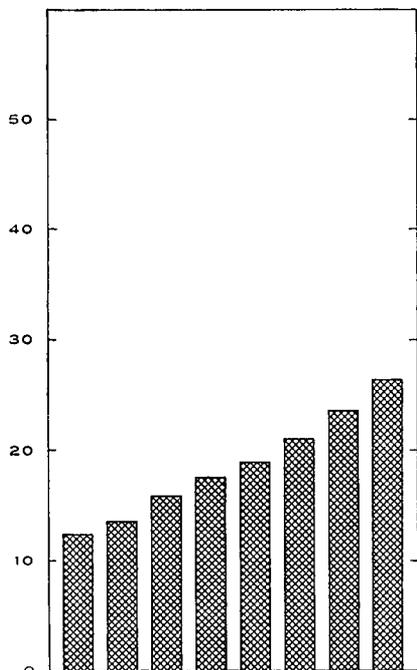
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.). : XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 :

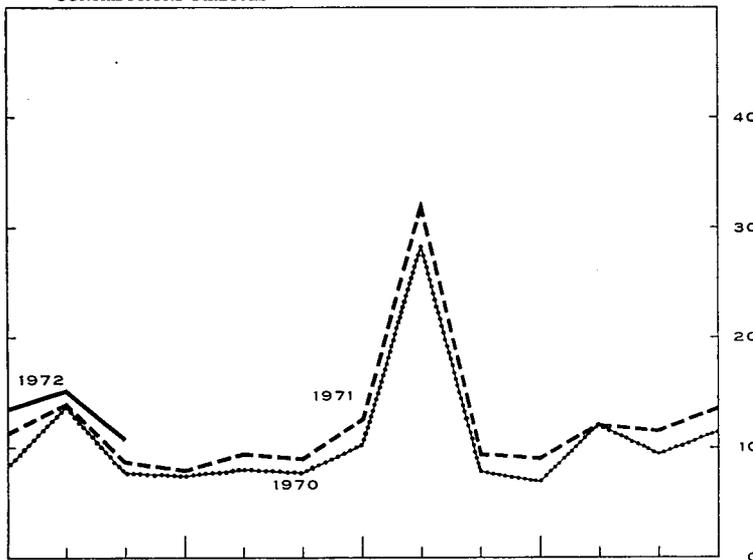
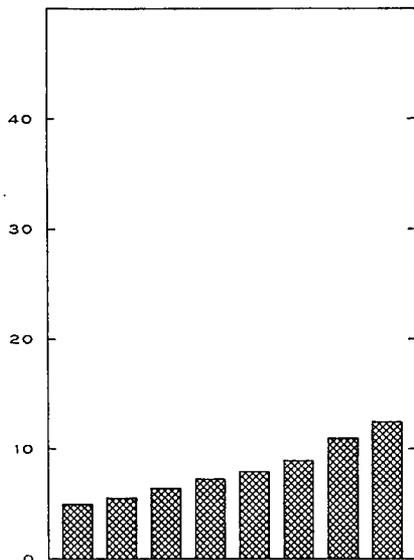
« Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » et XLV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1970 :
 « Les budgets de 1970 et 1971 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)

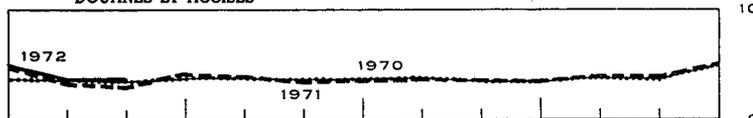
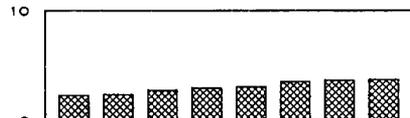
RECETTES TOTALES



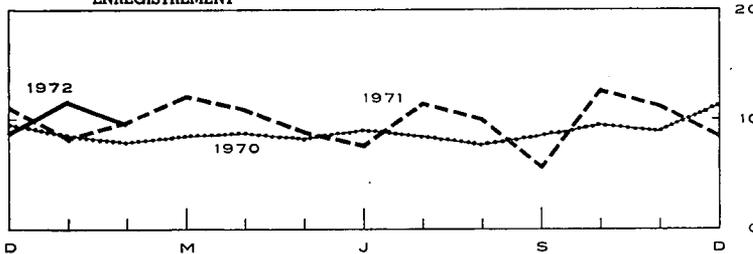
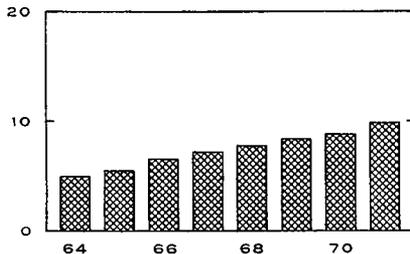
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale			Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
																(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
..... données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	—	83,5	—	11,5	—	3,1	0,5	98,7	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,8	—	—	—	—	—	—	96,8	—	0,2	—	1,3	—	108,1
			Obligations	18,3	—	—	—	—	—	—	0,1	—	1,1	20,0	—	—	39,5
			Autres emprunts à plus d'un an	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	160,1	45,9	159,5	—	366,1
			Divers	—	2,4	2,2	0,2	22,3	—	—	—	—	2,1	13,0	1,4	—	43,5
			(Actions et parts)	(264,6)	(1,5)	(...)	(...)	(...)	(1,2)	(—)	(0,5)	(5,8)	(...)	(...)	(...)	(...)	(273,6)
		Total ...	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	0,5	...	655,9	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	—	—	—	0,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,4	—	—	—	—	—	—	1,0	—	0,3	—	0,2	—	1,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,1	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	1,6	
	Obligations accessibles à tout placeur		21,0	0,6	—	—	—	—	—	3,5	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	41,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	—	0,2	—	—	—	1,2	4,5	—	1,7	5,0	0,8	0,9	14,7
	Autres emprunts à plus d'un an		—	—	—	0,1	—	—	—	1,8	—	—	—	0,2	14,9	—	17,0
		Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	...	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	2,5	...	95,5	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	—	—	1,3	—	—	52,3	—	—	—	—	7,1	62,6	
	Certificats à un an au plus		—	1,5	—	0,2	—	21,0	46,7	5,1	8,2	—	8,9	5,0	96,5		
	Obligations accessibles à tout placeur		147,8	3,1	—	2,2	1,9	8,9	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	1,4	331,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	12,5	67,9	—	3,3	2,1	0,4	0,6	86,8		
	Divers		—	0,6	—	—	1,4	0,7	1,7	—	—	0,7	0,1	—	5,3		
		Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	582,9		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,0		
Obligations accessibles à tout placeur		24,6	0,5	—	0,3	—	0,5	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	—	47,0			
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,5	1,8	—	14,2	1,9	—	0,4	18,7			
Autres emprunts à plus d'un an		—	6,0	—	—	—	—	—	—	4,3	—	—	83,0	—	93,3		
	Total ...	27,2	7,1	1,5	0,3	...	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	4,8	178,5			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,3		
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3			
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	13,0	0,4	—	17,6			
Divers		25,0	—	0,6	—	0,9	—	—	—	—	0,6	2,4	—	7,0	36,5		
	Total ...	33,3	...	0,6	...	0,9	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	9,5	62,7			
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,2	—	—	—	—	—	1,2		
Acceptations et effets commerciaux		—	—	—	—	—	—	—	28,4	—	1,5	—	2,2	2,4	34,6		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	—	13,9	—	0,1	—	—	—	14,0		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		—	—	—	—	—	—	—	—	180,3	—	—	—	—	180,3		
Obligations		8,7	—	—	—	0,1	—	—	6,2	0,9	0,4	3,8	0,2	—	20,3		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	15,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25,3		
Divers		—	2,1	8,0	—	0,8	—	—	—	0,2	—	—	0,5	0,5	12,1		
(Actions et parts)	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(2,3)	(—)	(0,3)	(1,5)	(—)	(...)	(...)	(4,8)			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	341,1	2,0	4,0	21,4	1,0	5,2	—	3,9	2,4	0,8	—	316,6	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,7	...	0,2	...	...	0,1	8,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	149,2	—	—	—	—	—	149,2	
	Dépôts en devises des résidents	8,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,8	
	Dépôts sur livrets des résidents	71,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,3	
	Dépôts à terme des résidents	54,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	22,2	...	—	0,4	...	22,6	
Obligations (y compris les bons de caisse)	16,2	—	—	—	—	—	—	...	0,3	—	...	16,5		
Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	19,9	
(Actions et parts)	(17,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	(0,1)	(0,1)	—	(18,3)		
Total ...	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	154,4	24,9	...	4,1	2,7	1,2	20,0	727,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,2	...	—	...	...	...	1,2
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	6,9	—	2,0	—	—	8,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	1,2	6,9	—	2,0	...	...	0,1	13,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	6,7	0,1	2,2	—	...	—	...	1,6	0,5	...	11,1
	Dépôts sur livrets	218,1	...	—	0,2	—	—	...	—	...	...	0,3	218,6
	Dépôts à terme	1,6	1,5	...	...	3,2	—	...	...	1,5	0,3	1,3	9,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	28,7	—	...	...	—	—	—	0,4	0,8	0,1	...	30,0
	Réserves mathématiques dessociétés de capitalisation	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	
	Divers	7,2	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	10,2
	(Actions et parts)	(3,2)	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(3,3)	
Total ...	263,1	1,5	...	0,3	5,4	—	0,1	...	0,5	3,9	0,9	4,4	280,1	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33,0	
	Réserves mathématiques	198,6	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	216,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5
	Divers	13,7	...	0,6	...	1,8	...	...	...	...	...	3,4	19,5
Total ...	245,3	...	0,6	...	1,8	18,1	...	...	...	0,5	...	3,4	269,7
Organismes publiques de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,0	...	...	0,1	0,1	0,2	—	...	...	...	...	4,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,3	...	0,1	0,4	0,1	...	...	0,9
	Dépôts sur livrets	12,2	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	12,2
	Dépôts à terme	3,3	1,1	...	3,7	2,6	0,8	0,8	—	0,9	1,0	0,1	15,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	0,5	—	2,2	...	0,2	...	2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	122,2	0,3	...	0,4	3,7	0,1	18,3	0,6	14,9	27,3	1,7	189,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	5,4	2,2	...	5,8	23,2	...	40,5
	Divers	5,8	...	15,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	10,4
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)		
Total ...	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	13,8	297,5	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			3,6	5,0	...	1,6	...	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	—	53,1
	(13) = (1) à (12)	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	75,5	3.504,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	97,2	—	6,2	...	4,6	1,1	109,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	11,1	...	...	...	...	98,2	—	0,3	...	1,4	...	111,1
	Obligations	21,6	...	...	...	...	0,2	—	2,0	19,0	...	...	42,8
	Autres emprunts à plus d'un an .....	...	0,1	...	...	0,4	...	...	182,5	49,5	179,2	...	411,8
	Divers .....	...	2,6	2,9	0,2	27,7	...	...	1,1	14,6	0,9	...	50,0
(Actions et parts)	(292,0)	(1,8)	(...)	...	(...)	...	(1,3)	(—)	(0,4)	(5,7)	(...)	(...)	(301,2)		
Total ...		32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	1,1	724,7	
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	...	—	...	...	...	0,6	—	0,2	...	0,4	1,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,2	...	...	...	...	1,3	1,1	...	...	0,3	...	2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	21,5	0,7	...	...	...	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	43,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	...	0,2	...	1,8	5,8	...	2,2	5,2	0,8	16,7		
	Autres emprunts à plus d'un an .....	...	...	...	0,1	...	1,5	...	...	...	0,2	19,9	21,6
Divers	8,4	0,1	6,8	0,6	...	2,2	...	...	...	...	...	1,9	
(Actions et parts)	(1,0)	...	(17,3)	(9,2)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(29,6)		
Total ...		30,5	1,1	6,8	0,9	...	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,3	106,2	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,6	...	—	1,7	...	50,7	...	...	...	0,3	6,6	64,9
	Certificats à un an au plus .....	...	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	2,2	...	104,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	156,4	2,9	—	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	348,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	...	...	12,6	66,5	...	3,6	1,6	6,1	91,1
	Divers .....	...	1,0	—	...	0,9	0,7	...	...	...	1,2	0,2	4,0
Total ...		162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	8,9	613,5	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	11,4	—	...	...	...	...	11,4
	Obligations accessibles à tout placeur	27,7	0,5	...	0,3	...	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	54,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	0,4	1,6	...	14,7	1,7	0,4	18,9
	Autres emprunts à plus d'un an .....	...	6,9	...	...	...	...	...	—	6,3	...	91,6	104,8
Divers	2,6	0,8	1,8	...	...	...	...	...	...	...	0,2	2,9	8,3
Total ...		30,2	8,1	1,8	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	197,4	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4		
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	0,7	...	0,6	17,5	0,3	24,3
	Divers	29,3	...	0,4	0,6	...	0,5	2,8	...	9,1	43,0	
Total ...		36,7	...	0,4	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	14,2	74,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	4,8	...	...	...	...	4,8
	Acceptations et effets commerciaux .....	...	...	—	...	...	—	26,0	—	2,1	...	4,7	35,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	—	18,1	—	0,1	...	...	18,2
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	...	...	...	...	...	—	234,8	—	...	...	...	234,8
	Obligations	8,8	...	...	...	0,1	—	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	22,1
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	18,3	—	—	—	7,8	—	—	—	—	26,0		
	Divers .....	...	2,5	8,5	...	0,4	—	0,4	—	...	0,5	0,2	12,5	
(Actions et parts) .....	...	(0,2)	(0,5)	...	...	(—)	(2,7)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(5,1)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	—	1,3	2,0	0,9	...	386,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	...	0,2	...	9,9
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	—	201,6
	Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	14,7
	Dépôts sur livrets des résidents	73,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	73,3
	Dépôts à terme des résidents	75,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	...	76,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	29,7	...	—	—	...	...	29,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	—	...	—	—	—	—	...	...	0,5	...	...	21,0
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	—	...	...	...	...	25,7	26,2
	(Actions et parts)	(19,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,4)	...	(0,3)	(0,1)	...	...	(21,5)
Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	...	0,1	0,6
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	—	0,2	—	8,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	—	...	2,1	0,2	...	...	12,6
	Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	...	233,8
	Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	4,0	...	—	...	2,4	0,5	1,4	...	11,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	—	...	...	—	—	—	...	0,5	1,1	...	...	38,4
	Réserves mathématiques dessociétés de capitali- sation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
	Divers	7,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	11,2
	(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	(0,2)	—	—	—	(3,8)
Total ...	288,0	1,4	...	0,5	6,7	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	4,9	308,4	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2
	Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	—	233,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3
	Divers	14,7	...	0,7	...	1,3	0,2	...	...	...	...	...	2,1	19,1
Total ...	260,6	...	0,7	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	...	5,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	...	4,6
	Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	12,8
	Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	0,7	18,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	...	4,4
	Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	...	206,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	2,9	54,0
	Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	...	31,8
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0	
Secteurs indirects et ajustements (12)			4,5	...	...	3,0	...	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	—	55,5
	(13) = (1) à (12)	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	77,1	3.906,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	— 0,2	—	—	—	—	+13,7	—	— 5,3	—		+ 1,5	+ 0,6	+ 10,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 2,1	—	—	—	—	+ 1,4	—	+ 0,1	—		+ 0,2	—	+ 3,7
		Obligations	+ 3,3	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,9	— 1,0		—	—	+ 3,3
		Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	+22,4	+ 3,5		+19,8	—	+ 45,7
		Divers	—	+ 0,2	+ 0,7	—	+ 5,4	+19,6 ²	—	— 1,0	+ 1,6		— 0,5	—	+ 26,1
		(Actions et parts)	(+12,4)	(+ 0,3)	(...)	—	(...)	(- 1,1) ³	(+ 0,1)	(—)	(- 0,1)		(- 0,1)	(...)	(...)	(+ 11,5)
	Total ...	+ 5,5	—	+ 0,7	—	+ 5,4	+19,6	+15,2	—	+17,2	+ 4,1		+20,9	+ 0,6	+ 89,2
	Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	— 0,1	—	- 0,3	—	—		—	—	- 0,3
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	- 0,4	—	- 0,1	—		+ 0,2	—	- 0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,1	—	—	—	+ 1,0	—	—	—	—		+ 0,3	—	+ 1,3
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,5	+ 0,1	—	—	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,8	+ 0,2		—	—	+ 1,5
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,6	+ 1,3	—	+ 0,4	+ 0,2		—	- 0,6	+ 2,0
		Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	- 0,3	—	—	—	—		+ 5,0	—	+ 4,7
	Divers	+ 0,6	—	+ 0,7	- 0,1	+ 0,3	—	—	—	—	- 0,1		+ 0,4	+ 1,7	
	(Actions et parts)	(...)	—	(+ 0,5)	(+ 1,1)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)		(...)	(...)	(+ 1,6)
	Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	—	—	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4		+ 5,4	- 0,2	+ 10,6
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 3,7	—	—	+ 0,5	—	- 1,7	—	—	—		+ 0,3	- 0,5	+ 2,3
		Certificats à un an au plus	—	+ 0,6	—	—	+ 0,5	+17,4	- 0,5	—	—		- 6,7	- 5,0	+ 6,1
Obligations accessibles à tout placeur		+ 8,6	- 0,2	—	+ 0,1	+ 0,4	- 0,9	+ 7,8	- 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,2	+ 16,9		
Obligations non accessibles à tout placeur		—	+ 0,1	—	—	—	—	- 1,3	—	+ 0,3	- 0,5	+ 5,7	+ 4,3		
Divers		—	+ 0,3	—	—	- 0,5	+ 0,1	- 1,7	—	—	+ 0,5	+ 0,1	- 1,2		
Total ...	+12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	- 1,1	+20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	- 5,2	+ 28,3		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	—	—	—	—	+ 1,4		
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	—	—	—	—	+ 1,0	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,5	+ 0,7	—	+ 7,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,1	—	+ 0,6	- 0,2	—	—	+ 0,2		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 0,8	—	—	—	—	—	+ 2,0	—	+ 8,7	—	+ 11,5		
Divers	—	+ 0,1	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	- 1,5	- 1,1			
Total ...	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	—	—	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	- 1,5	+ 18,9		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,9		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,2	—	- 0,2	+ 4,5	- 0,1	+ 2,6	+ 6,6		
	Divers	+ 4,2	—	- 0,2	—	- 0,6	+ 0,6	—	- 0,1	+ 0,4	—	+ 2,1	+ 6,4		
Total ...	+ 3,3	—	- 0,2	—	- 0,7	—	+ 0,4	—	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,7	+ 12,1		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 3,6	—	—	—	—	—	+ 3,6		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	- 2,4	—	+ 0,6	—	+ 2,4	- 0,2	+ 0,4		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	+ 4,2	—	—	—	—	—	+ 4,2		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	+54,0	—	—	—	—	—	+ 54,0		
	Obligations	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	—	+ 0,6	—	—	+ 1,8		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 0,9	—	—	—	- 2,3	—	—	—	—	- 1,4		
	Divers	- 1,1 ⁴	+ 0,4	+ 0,5	—	- 0,4	—	+ 0,2	—	—	- 0,3	—	- 0,6		
	(Actions et parts)	(+14,5) ⁵	(...)	(...)	—	—	(—)	(+ 0,4)	(—)	(- 0,1)	(- 0,1)	(—)	(...)	(+ 14,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs Indétermi- nés et ajustements (12)	Intermédiaires financiers														
	Organismes monétaires (7)														
	Monnaie	+ 7,6	+ 0,3	+ 0,1	+ 4,8	...	...	...	- 2,6	- 0,4	...	...	+ 9,8	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	- 1,2	+ 3,1	- 0,1	- 0,1	...	+ 1,7	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+ 52,4	—	—	—	...	+ 52,4		
	Dépôts en devises des résidents	+ 6,0	...	—	...	...	...	—	—	—	—	...	+ 6,0	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 1,9	...	—	...	...	...	—	—	—	—	...	+ 1,9	
	Dépôts à terme des résidents	+ 21,1	...	—	...	...	...	—	—	—	...	+ 0,7	+ 21,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	+ 7,5	...	—	- 0,4	+ 7,1		
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,2	...	...	...	...	...	—	—	...	+ 0,2	...	+ 4,4	
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,8	
	(Actions et parts)	(+ 2,4)	...	(...)	...	...	...	...	(+ 0,7)	...	(+ 0,2)	...	(+ 3,3)	
	Total ...	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	...	+ 51,2	+ 10,5	...	- 2,7	- 0,2	+ 5,7	+ 111,0
	Fonds des Rentes (8)														
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	- 0,9	...	—	+ 0,2	...	+ 0,1	- 0,6
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	...	- 1,4	—	+ 0,7	—	—	- 0,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Total ...	—	- 0,9	- 1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	+ 0,1	- 1,1
	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,1	+ 0,5	...	...	—	...	+ 0,6	- 0,3	...	+ 1,5
	Dépôts sur livrets	+ 15,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	- 0,2	+ 15,3
	Dépôts à terme	+ 0,2	- 0,1	...	...	+ 0,7	...	...	—	...	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 1,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	—	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	...	+ 8,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,3	—	...	—	—	...	...	—	—	—	—	—	+ 0,3
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,7	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	...	...	...	(+ 0,5)
	Total ...	+ 24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	...	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 0,5	+ 28,3
	Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)														
	Réserves de sécurité sociale	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,7	
	Réserves mathématiques	+ 15,1	—	—	—	—	+ 1,3 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 16,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1
	Divers	+ 1,0	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 1,3	- 0,5
	Total ...	+ 15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 1,3	+ 15,1
	Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,3	...	...	- 0,1	—	...	+ 0,1	...	...	+ 0,9
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,6	+ 0,6	- 0,1	+ 1,7	- 0,1	...	...	+ 3,7
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,2	...	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,8	—	- 0,5	+ 0,3	...	- 0,1	+ 3,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	...	...	...	...	+ 0,4	—	+ 1,0	...	...	...	+ 1,4
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 13,7	...	...	...	- 0,1	...	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,7	- 0,2	+ 0,2	...	+ 16,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	+ 2,3	...	+ 0,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 13,4
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,5	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	- 1,9	+ 0,3
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	+ 17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	- 1,7	+ 39,5	
	Total des créances (1) à (12) = (13)	+ 122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+ 82,5	+ 115,6	- 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+ 1,6	+ 416,9	
			+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	—	+ 2,9	

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. I, no 5, mai 1966; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, no 4, octobre 1970.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubriques 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	55,9	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	599,6	0,5	655,9
2. Paraétatiques d'exploitation	29,3	0,9	6,1	1,0	...	37,3	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	46,7	2,5	95,5
3. Etat (Trésor)	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	136,5	4,8	178,5
5. Sécurité sociale	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	18,2	9,5	62,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	267,6	15,9	10,4	5,2	26,9	326,0	53,2	440,0	11,8	254,9	167,3	290,9	1.164,9	31,4	1.575,5
7. Etranger	8,7	2,1	23,1	.....	0,9	34,8	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	2,4	287,8
8. Organismes monétaires	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	263,1	1,5	...	0,3	5,4	270,3	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	280,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.147,9	4,9	23,1	25,9	15,9	1.217,7	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.588,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	42,9	—	53,1
15. Total des créances	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	1.588,8	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	1.606,8	75,5	3.504,7
16. Solde des créances et des dettes	+ 768,3	— 69,0	— 521,3	— 147,4	— 17,3	+ 13,3	— 54,3	+ 28,0	+ 1,3	+ 17,9	— 32,1	+ 3,5	+ 18,6	+ 22,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (18) + (14)
1. Entreprises et particuliers	32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	66,6	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	657,1	1,1	724,7
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,1	6,8	0,9	...	39,3	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,3	106,2
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	384,5	8,9	613,5
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,8	0,3	...	40,4	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,4
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	23,1	14,2	74,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	292,1	17,9	11,9	5,6	32,0	359,5	55,3	479,5	10,9	277,4	178,1	326,0	1.271,9	29,8	1.716,7
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,6	5,0	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	6,7	296,6	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	4,9	308,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,7	...	1,3	262,6	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	195,0	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,0	4,9	23,9	31,6	17,1	1.323,5	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	45,0	1.781,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	3,0	7,5	.....	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	47,9	—	55,5
15. Total des créances	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	1.729,3	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	1.801,5	77,1	3.906,7
16. Solde des créances et des dettes .	+ 822,3	— 76,5	— 550,9	— 160,1	— 22,2	+ 12,6	— 54,8	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,7	— 35,3	+ 3,3	+ 20,5	+ 21,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 5,5	...	+ 0,7	...	+ 5,4	+ 11,6	+ 19,6	+ 15,2	—	+ 17,2	+ 4,1	+ 20,9	+ 57,4	+ 0,6	+ 89,2
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	...	...	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	+ 7,6	- 0,2	+ 10,6
3. Etat (Trésor)	+ 12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	+ 14,0	- 1,1	+ 20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	+ 20,7	- 5,2	+ 28,3
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	...	...	+ 4,3	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	+ 16,2	- 1,5	+ 18,9
5. Sécurité sociale	+ 3,3	...	- 0,2	...	- 0,7	+ 2,4	...	+ 0,4	...	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,9	+ 4,7	+ 12,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 25,3	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 5,1	+ 34,3	+ 19,6	+ 39,5	- 1,0	+ 22,5	+ 10,7	+ 35,1	+106,8	- 1,6	+159,1
7. Etranger	- 1,1	+ 0,4	+ 1,4	.....	- 0,4	+ 0,3	—	+ 58,4	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,2	+ 61,8	- 0,2	+ 62,0
8. Organismes monétaires	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	+ 46,0	+ 51,2	+ 10,5	...	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 8,2	+ 5,7	+111,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,9	- 1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 1,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	+ 26,1	.....	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 15,0	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 1,3	+ 15,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 18,7	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	+ 11,4	- 1,7	+ 39,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 98,2	...	+ 0,8	+ 5,7	+ 1,1	+105,8	+ 62,9	+ 15,2	...	+ 2,3	+ 2,4	+ 0,9	+ 20,8	+ 3,3	+192,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	- 2,6	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	+ 5,5	—	+ 2,9
15. Total des créances	+122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+137,9	+ 82,5	+115,6	- 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+194,8	+ 1,6	+416,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,3	- 7,4	- 29,6	- 12,7	- 4,8	- 21,2	+ 20,5	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,8	- 3,3	- 0,2	+ 2,0	- 1,3	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1963	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	242,6	18,6	195,8	206,7	9,2	26,3	- 20,3	- 26,1
Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	- 22,4	- 25,0
Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	p 264,6	p 28,4	235,2	246,0	4,4	p 40,3	- 29,5	p - 24,8
Décembre	463,9	198,7	9,7	...	672,3	132,5	p 267,1	p 32,3	255,7	268,1	4,4	p 38,8	- 30,4	p - 28,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les

écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII. — Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	15,6	9,8	4,7	7,1	0,2	1,9	0,2	0,8	0,2	5,8
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	29,3	35,6	36,5	33,9	41,5	39,0	42,2	37,1	42,4	35,0
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	0,1	...	0,1	...	...	0,2	0,1	0,1	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	124,5	129,2	131,3	137,1	139,7	144,4	154,0	160,8	171,4	168,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'État ³ :																
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	16,0	15,5	15,8	15,9	15,7	13,2	6,6	15,8	13,5	4,9
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	1,9
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-																
étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	1,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-																
étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	4,3	1,9	0,6	1,9	...	1,5	...	...	...	4,4
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	11,3	6,9	3,0	3,2	1,8	3,2	2,6	1,3	1,2	4,9
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,3
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	2,0	...	...	...	...	...	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,3	58,4	59,5	56,2	64,3	55,9	51,6	45,5	58,5	41,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	9,9	0,7	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	10,1	0,9	1,0	0,8	1,0	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,6	4,9	5,2	5,3	4,8	5,0	5,4	5,8	5,4	5,4
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	177,8	178,1	173,3	181,9	178,7	183,2	177,9	193,3	190,7	196,4
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,7	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	63,4	64,4	67,2	63,7	72,6	65,1	65,5	57,8	76,2	55,5
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	29-2-72
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,3	75,1	79,6	79,2	80,0	79,2	78,6	78,2	78,2	77,2	77,2	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	23,2	21,3	19,8	25,8	25,0	29,9	29,9	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	15,0	15,0	17,8	17,8	17,8	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	23,7	23,7
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	0,2	2,0	2,4	0,8	4,4	1,4	0,2	9,7	4,3	5,8	5,3	0,6
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	42,2	43,4	47,7	37,1	41,7	42,6	42,4	38,2	38,1	35,0	36,1	41,9
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	154,0	156,9	167,4	160,8	168,9	173,4	171,4	176,4	170,9	168,3	172,3	173,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ³ :																				
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	6,6	6,2	0,3	15,8	5,9	3,3	13,5	...	...	4,9	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	...	0,6	0,6	...	3,1	0,3	...	2,9	3,0	4,4	1,7	...
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	2,6	2,4	2,5	1,3	2,4	1,3	1,2	4,3	2,3	4,9	3,9	3,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	...	...	0,1	0,3	0,3	0,2	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	51,6	53,8	58,0	45,5	49,3	52,7	58,5	53,7	51,9	41,9	41,7	44,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes moné-taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	29-2-72
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :									0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,0	1,3	1,3	1,5	1,2	3,5	8,4	8,0	5,8	3,5	2,0	1,9
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,4	1,6	1,6	1,8	1,5	3,8	8,7	8,3	6,1	3,8	2,3	2,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,1	5,6	5,8	5,5	5,5	5,4	4,9	5,7	5,4	5,7	p 5,7
2. Autres :																				
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	1,8	3,7	0,1	...	...	...	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	0,8	0,1	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,0	0,1	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	177,9	184,2	188,8	193,3	194,8	190,2	190,7	191,1	188,8	196,4	190,9	p 190,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,7	—	—	0,1	0,1
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	65,5	66,6	70,5	57,8	64,0	65,6	76,2	66,2	65,4	55,5	58,8	p 60,7
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	42,9	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	63,9	61,7	54,4	64,9	59,5	62,8	60,0	68,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,1	6,9	6,8	7,4	7,1	7,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	8,4	9,5	11,9	14,5	9,5	11,3	11,9	16,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	1,2	0,1	0,6	0,9	0,3	...	0,2	0,1
b) effets commerciaux	0,6	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1	1,5	1,1	1,3	2,2
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	...	2,0	2,0	...	...	2,0	2,0	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les para-étatiques de crédit :															
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,0	2,4	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	2,1	4,0	3,5	1,0	5,4	5,5	4,5	4,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	101,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5
Total des engagements envers l'étranger	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,1	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,0	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,0	7,2	7,3	7,5	7,5	7,7	7,9	8,1
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	33,0	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	44,8	48,3	46,0	50,7	46,7	52,2	49,5	54,5
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,2	1,1	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	101,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	2,7	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	8,8	9,7	13,5	12,6	13,2	17,3	15,9	13,9
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	23,4	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	133,0	173,3	171,0	198,1	218,4	227,4	221,2	235,3
b) en francs belges	4,5	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,1	20,5	21,4	20,8	22,8	24,8	25,5	22,3
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	167,7	212,9	215,9	246,1	272,2	237,6	233,8	296,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	2,8	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,1	5,2	4,7	5,0	5,4	5,7	5,3	5,3
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	2,5	0,1	1,0
b) sur les organismes publics	3,0	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5
c) sur les banques de dépôts	4,7	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	22,7	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	39,5	41,3	39,4	28,0	25,9	22,7	p 28,1	p 18,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	62,7	66,2	66,8	71,3	78,4	86,2	p 87,4	p 103,5
— autres	23,9	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	31,7	31,6	32,5	33,8	32,1	31,0	p 32,6	p 29,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	0,3	0,6	0,6	1,1	1,9	1,9	1,6	1,6	p 1,2	p 0,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	8,3	8,0	8,1	9,3	10,8	10,9	p 11,9	p 12,6
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	2,4	2,3	p 2,3	p 2,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	2,4	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	5,8	7,4	9,1	6,3	10,7	12,5	12,3	8,6
b) effets commerciaux	37,7	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	84,2	87,4	85,5	91,7	89,7	91,2	90,7	93,7
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	102,5	106,2	109,5	114,8	119,2	125,2	129,6	141,6
d) à un an au plus ² .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	1,8	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	p 1,8	p 0,1
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	4,2	4,7	4,7	6,7	6,8	7,2	p 7,2	p 8,9
— autres	1,0	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	4,2	4,2	4,3	6,0	6,8	7,4	p 7,6	p 7,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,8	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	4,2	6,3	8,2	6,4	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,1	1,7	1,9	2,8	4,4	3,0	p 5,8	p 3,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	22,3	22,8	23,5	27,3	29,0	30,6	p 31,7	p 32,9
— autres	0,5	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	4,6	5,2	5,4	6,0	6,2	6,5	p 3,6	p 3,6
D. Autres	31,7	36,2	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	63,4	67,9	73,5	71,4	78,0	86,8	p 87,1	p 91,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,8	259,6	254,0	267,0
b) en francs belges ¹	16,9	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	37,8	41,7	45,7	50,2	56,6	61,0	63,6	64,0
Total des engagements envers l'étranger	51,3	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	202,1	248,3	253,1	286,7	312,4	320,6	317,6	331,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,6	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	78,5	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	137,6	144,6	142,0	151,5	159,2	167,6	170,0	174,7
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	83,9	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,3	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	93,3	98,3	105,5	105,4	102,2	112,3	113,3	122,1
TOTAL DU PASSIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	
3. Obligations	0,7	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,0	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	15,3	18,0	16,0	18,0	14,3	18,1	17,0	22,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	44,9	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	169,5	207,2	212,5	237,1	260,6	264,5	263,6	270,3	
b) en francs belges	6,0	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	20,2	20,5	21,4	21,0	22,9	24,9	25,5	22,3	
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	300,8	351,2	357,9	394,0	427,1	448,4	456,1	467,8	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,6	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	5,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	2,2	2,5	1,1	1,0	
b) sur les organismes publics	3,1	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	6,8	3,5	4,7	7,8	5,1	3,0	3,1	8,8	
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,8	32,4	34,4	47,0	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	74,9	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	119,2	118,9	109,5	106,1	92,0	101,3	p 101,6	p 90,9	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	72,1	75,8	76,4	80,5	87,4	95,7	p 96,4	p 112,5	(7)
— autres	57,9	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	65,7	65,6	66,5	67,8	66,1	65,0	p 66,6	p 63,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	9,0	10,6	13,8	16,4	11,1	12,9	p 13,1	p 16,4	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	8,9	8,6	8,7	9,9	11,5	11,8	p 12,9	p 13,6	(8)
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	2,4	2,3	p 2,3	p 2,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,6	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	7,6	9,4	9,7	8,7	11,0	12,5	12,5	13,1	(9)
b) effets commerciaux	41,8	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	88,5	92,4	88,4	96,0	93,8	93,6	93,2	100,8	(9)
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	102,5	106,2	109,5	115,0	119,2	125,5	129,6	141,9	(9)
d) à un an au plus ⁴ .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	1,8	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	p 1,8	p 0,1	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	4,5	5,0	5,0	7,2	7,3	7,6	p 7,7	p 9,4	(14)
— autres	1,2	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	4,2	6,2	6,3	6,0	6,8	9,4	p 9,6	p 7,1	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	7,4	7,8	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	4,2	6,3	8,2	6,4	—	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	1,0	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	2,1	1,7	1,9	3,1	4,4	3,1	p 5,8	p 3,4	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	22,5	23,0	23,7	27,5	29,3	30,9	p 32,1	p 33,2	(12)
— autres	0,6	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	4,7	5,3	5,5	6,1	6,3	6,5	p 3,6	p 3,7	(12)
D. Autres	71,1	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	125,0	128,1	141,3	128,3	135,0	137,8	p 150,1	p 137,3	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balances des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) :

XLIIE année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,9	259,6	254,0	267,0	
b) en francs belges ¹	20,6	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	38,7	42,4	46,6	52,5	58,5	62,6	72,3	68,0	
Total des engagements envers l'étranger ...	55,2	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	203,2	249,2	254,2	289,3	314,7	322,5	326,6	335,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,6	5,1	5,3	5,8	6,1	5,8	5,7	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	1,0	
— autres	10,0	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	26,5	26,7	29,6	37,1	35,1	31,8	37,3	55,0	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	153,7	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	180,3	189,1	186,0	190,7	185,4	201,0	198,6	204,5	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	112,0	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	182,9	193,3	188,6	202,6	206,4	220,3	220,0	229,8	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	83,9	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	(2)
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	1,9	1,1	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	84,5	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	160,5	162,0	178,1	170,5	167,7	170,7	189,5	177,6	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

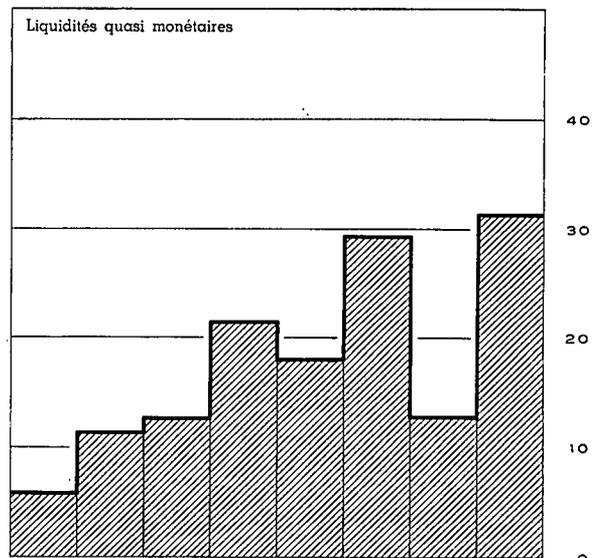
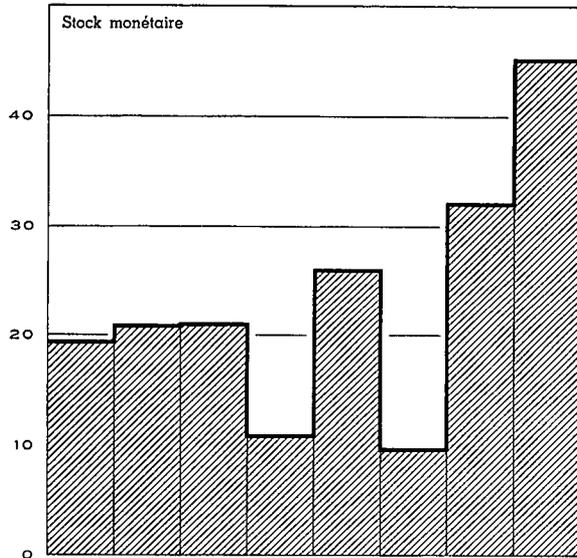
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

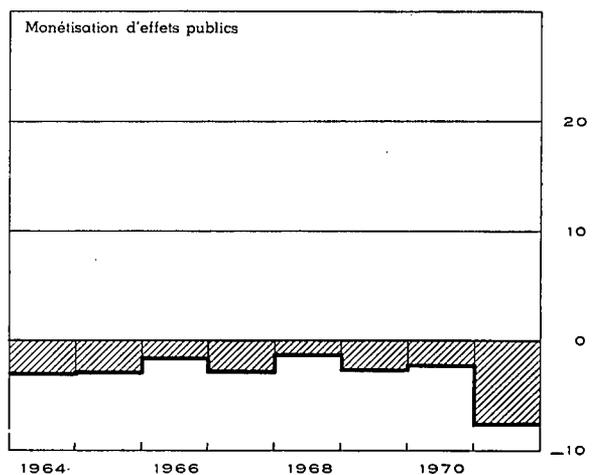
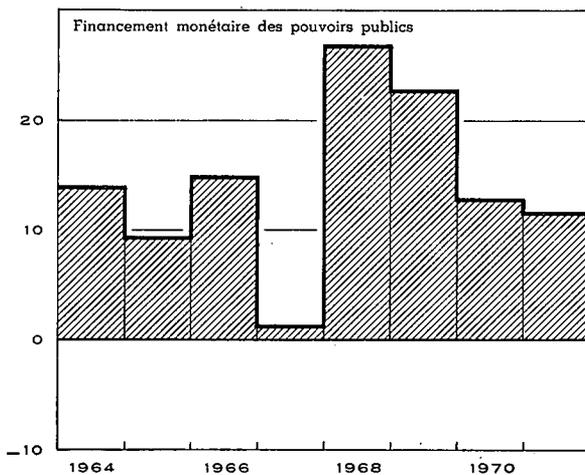
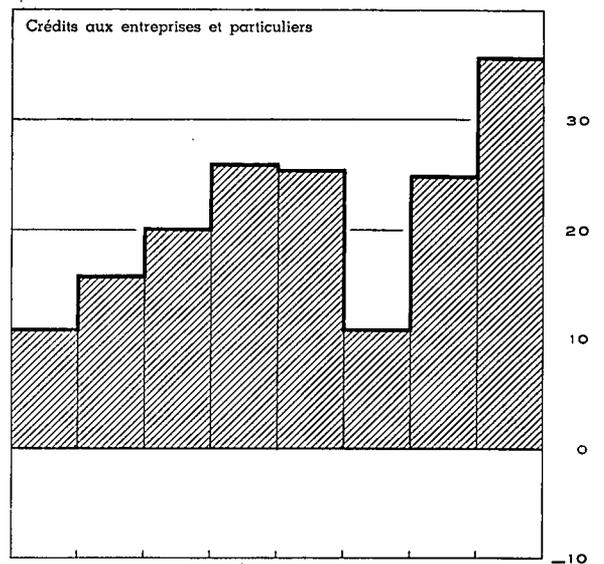
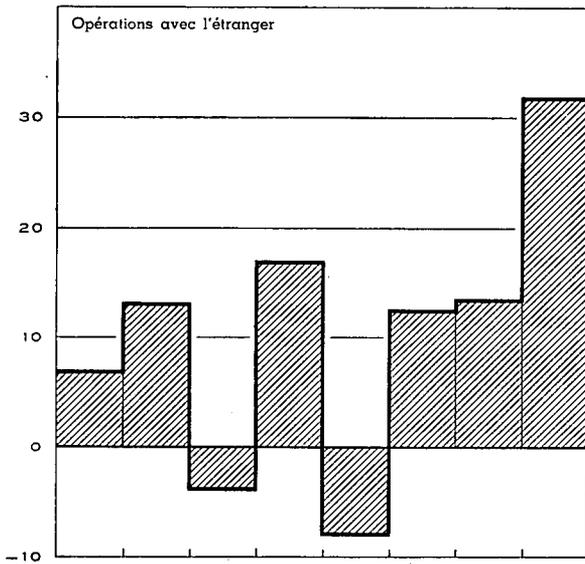
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers ¹ (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) ²		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat ³ (8)	Autres pouvoirs publics ⁴ (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1964	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 45,3	+ 31,4	+ 76,7	p+ 31,9	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	p+ 8,0	p+ 3,7	p- 1,9	- 5,9	p+ 3,5	- 4,8	p+ 3,2
1969 4 ^e trimestre	+ 12,4	+ 6,4	+ 18,8	+ 12,0	+ 0,7	- 2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	- 1,1	...	- 0,7	+ 3,4
1970 1 ^e trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,0	- 1,4	+ 1,9
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	- 0,8	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 4,5
3 ^e trimestre	- 11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 ^e trimestre	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,3	- 1,4	- 3,3
1971 1 ^e trimestre	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	p+ 8,0	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	p- 2,2	p+ 1,4	p- 0,2	+ 0,8	p+ 1,8	- 1,2	p- 4,8
4 ^e trimestre	+ 17,1	+ 7,3	+ 24,4	p+ 4,4	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	p+ 3,6	p+ 3,8	p- 1,0	- 3,6	p- 1,5	- 0,8	p- 3,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

² Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)	Total du stock monétaire (10) = (8) + (9)	Pourcentage de monnaie fiduciaire (11) = (8) : (10)
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés (4)	détenue par les entreprises et particuliers 1			Total (8)			
					comptes courants à la B.N.B. 3	avoirs à l'O.C.P. 3	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques 3				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1963	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Septembre	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Mars	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	46,2
Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Février	7,5	183,3	185,7	22,8	1,1	47,1	153,2	201,5	224,3	410,0	45,3
Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Avril	7,6	189,3	191,8	24,5	0,4	55,4	155,4	211,2	235,7	427,5	44,9
Mai	7,7	194,4	196,5	27,8	0,4	49,4	163,0	212,8	240,6	437,1	45,0
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Juillet	7,8	200,3	202,6	27,7	0,4	51,8	164,2	216,4	244,1	446,7	45,4
Août	7,8	195,7	198,0	27,9	0,5	47,9	165,9	214,3	242,2	440,2	45,0
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Octobre	7,9	196,0	199,0	28,1	0,3	50,8	163,5	214,6	242,7	441,7	45,1
Novembre	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,0	166,6	216,0	244,4	441,2	44,6
Décembre	8,1	201,8	204,4	29,7	0,6	52,8	176,4	229,8	259,5	463,9	44,1
1972 Janvier	8,1	196,6	199,0	31,6	0,4	54,1	169,5	224,0	255,6	454,6	43,8
Février	8,0	196,2	198,5	31,5	0,5	51,1	166,7	218,3	249,8	448,3	44,3

1 Y compris des organismes parastatiques administratifs et des organismes publics le crédit.

2 Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1964	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	p-11,0	p ...	+ 3,0	p+31,9	p+ 1,7	p+25,6
1969 4 ^e trimestre .	128,3	-34,7	93,6	+13,4 ⁷	- 5,6	+ 7,8	- 1,9	...	- 2,3	+12,0	+ 7,5	+15,3
1970 1 ^{er} trimestre .	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 ⁸	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	+ 2,8	+ 3,4
2 ^e trimestre .	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	+ 1,1	+ 5,5
3 ^e trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁶	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ⁸	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	p+ 1,1	p+ 5,2
2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	p- 0,2	p+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	p- 2,8	p ...	- 1,6	p+ 8,0	p- 3,5	p+ 0,1
4 ^e trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	p- 3,5	p ...	+ 2,2	p+ 4,4	p+ 4,3	p+ 7,4

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

-- Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

-- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 8	Autres 9		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1963	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 Mars	27,4	14,0	20,0	16,0	124,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
<i>Nouvelle série</i>											
Mars	26,6	13,0	20,8	16,0	125,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
Juin	28,6	13,3	23,4	15,1	128,8	209,2	34,6	20,4	3,0	58,0	267,2
Septembre	27,2	14,1	24,0	15,6	124,4	205,3	33,1	25,6	3,0	61,7	267,0
Décembre	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Mars	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0
Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9
Septembre	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	40,8	53,4	1,2	95,4	340,1
Décembre	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	46,0	57,7	1,8	105,5	370,4

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Accep- tations bancaires (1)	Effets commer- ciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Accep- tations bancaires (5)	Effets commer- ciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Accep- tations bancaires (8)	Effets commer- ciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—	
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—	
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—	
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2	
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1	
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...	
1969	Septembre	11,5	93,7	100,1	205,3	7,6	18,9	26,5	3,9	74,8	100,1	178,8	...
	Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
	Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
	Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
	Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
	Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	223,8	...
	Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
	Décembre	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—	
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1	
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1	
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1	
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1	
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1	
1969	Septembre	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
	Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
	Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
	Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
	Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
	Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
	Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
	Décembre	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...

C. Total

1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—	
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1	
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1	
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3	
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2	
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1	
1969	Septembre	32,6	109,7	124,7	267,0	22,1	26,5	48,6	10,5	83,2	124,7	218,4	...
	Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
	Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
	Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
	Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
	Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
	Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
	Décembre	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
1969 Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
1970 Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
1970 Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
1970 Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
1971 Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
1971 Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
1971 Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
B. Crédits à l'étranger										
1963 .....	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964 .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
1969 Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
1970 Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
1970 Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
1970 Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
1971 Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
1971 Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
1971 Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
C. Total										
1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
1969 Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
1970 Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
1970 Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
1970 Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
1971 Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
1971 Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
1971 Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3	
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—	
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—	
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—	
1966 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2	
1967 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2	
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6	
1969	Septembre	11,5	95,1	100,1	206,7	3,3	8,0	11,3	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
	Décembre	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
	Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
	Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
	Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
	Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
	Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1
	Décembre	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
B. Crédits à l'étranger													
1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—	
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1	
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1	
1966 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1	
1967 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1	
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1	
1969	Septembre	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
	Décembre	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
	Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
	Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
	Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...
	Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...
	Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...
	Décembre	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
C. Total													
1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—	
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1	
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1	
1966 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3	
1967 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3	
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7	
1969	Septembre	32,6	111,4	124,7	268,7	6,0	12,0	18,0	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
	Décembre	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
	Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
	Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
	Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
	Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
	Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1
	Décembre	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1965 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2
Fonds Monétaire International :									
Participation							7,8	19,6	30,0
Prêts .....							...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....							...	10,2	20,3
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5
Monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0
Monnaies étrangères et or à recevoir	10,9	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements	0,1	...	...	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :									
Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3			
Prêts ²	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0			
Autres accords .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21,1	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8
Effets de commerce	9,3	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1
Avances sur nantissement	1,7	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3
Effets publics :									
Effets publics belges	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	0,2	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	2,7	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
Divers	1,2	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3
PASSIF									
Billets en circulation	150,5	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,3	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1
Autres accords	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0
<i>Total des engagements à vue</i> ...	154,6	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0
Banques belges, réserve monétaire	—	1,3	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	32,0	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8
Caisse de Pensions du Personnel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
Divers	1,4	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement ...	2,4	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
Compte d'ordre :									
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.
² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1970 7 décembre	1971 6 décembre	1971 4 janvier	1972 10 janvier	1971 8 février	1972 7 février	1971 8 mars	1972 6 mars
ACTIF								
Encaisse en or	76,4	78,2	73,5	77,2	73,4	77,2	73,3	77,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	16,7	30,0	19,6	30,0	25,8	30,0	25,8	29,9
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	4,7	20,3	13,7	23,7	13,7	23,7	13,7	23,7
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	97,8	128,5	106,8	130,9	112,9	130,9	112,8	130,8
Monnaies étrangères	47,0	38,3	39,0	35,1	41,4	37,5	41,4	43,3
Monnaies étrangères et or à recevoir	11,3	2,9	11,2	0,2	9,4	0,2	6,7	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords	0,1	...	0,1	...	0,1	...	0,1	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	45,6	40,7	37,7	33,8	39,9	35,7	40,0	37,0
Effets de commerce	2,1	12,1	7,0	9,9	3,5	6,8	3,1	7,1
Avances sur nantissement .....	...	0,1	...	0,1	0,3	...	...	0,1
Effets publics :								
Effets publics belges	10,1	...	10,2	4,2	0,3	2,6	5,7	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	3,7	3,8	3,7	3,8	3,8	4,1	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,1	3,4	3,2	3,5	3,3	3,7	3,3	3,7
Divers	3,4	2,5	3,2	2,8	0,8	1,6	1,2	1,3
Compte d'ordre :	260,6	268,8	258,5	260,8	252,2	259,7	254,7	264,0
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	2,0	1,0	2,6	2,3	2,3	2,0	2,1	1,7
PASSIF								
Billets en circulation	183,3	197,0	187,7	199,1	182,3	198,0	184,1	199,2
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1
{ taxe exceptionnelle de conjunct. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,4	0,7	0,5	0,7	0,5	0,6	0,5	1,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,7	1,2	1,3	1,1	2,3	1,5	5,4	2,7
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	0,2	0,7	0,5	1,0	0,3	1,1	0,3	0,8
Autres accords	0,3	4,5	0,3	0,8	0,4	0,5	0,3	0,5
<i>Total des engagements à vue</i> ...	186,9	204,5	190,3	202,7	185,8	201,7	190,6	204,6
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	3,5	7,0	7,0	10,5	7,0	10,5	7,0	10,5
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	57,1	44,3	49,0	34,8	49,6	36,8	46,9	37,9
Caisse de Pensions du Personnel	3,1	3,4	3,2	3,5	3,3	3,7	3,3	3,7
Divers	6,3	5,8	5,3	5,5	2,7	2,9	3,1	3,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement ...	3,3	3,4	3,3	3,4	3,4	3,7	3,4	3,7
Compte d'ordre :	260,6	268,8	258,5	260,8	252,2	259,7	254,7	264,0
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	2,0	1,0	2,6	2,3	2,3	2,0	2,1	1,7

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1960, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1960. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1960, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1960.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global ¹ (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers ² (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1969 4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1970 1 ^{er} trimestre	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 ^e trimestre	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 ^e trimestre	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1971 Février	1.030	76,1	51,8	131,3	266,9	134,4	266,9	799,5	96
Mars	1.030	79,1	50,5	135,7	276,6	138,2	276,6	827,0	95
Avril	1.029	76,4	50,5	142,8	270,4	136,3	270,4	819,9	95
Mai	1.027	76,2	53,3	145,1	276,1	146,7	276,1	844,0	95
Juin	1.026	85,1	53,0	158,9	299,0	158,5	299,0	915,4	94
Juillet	1.025	93,7	53,8	170,0	334,2	172,9	334,2	1.011,3	94
Août	1.026	75,8	49,9	132,9	269,2	138,0	269,2	809,2	95
Septembre	1.036	74,5	49,7	140,1	270,6	136,9	270,6	818,4	95
Octobre	1.048	77,6	50,0	151,9	297,5	151,3	297,5	898,2	95
Novembre	1.069	77,5	49,6	144,7	288,6	146,1	288,6	868,0	95
Décembre	1.060	82,9	50,8	176,1	334,3	165,2	334,3	1.009,9	95
1972 Janvier	1.060	87,2	53,3	157,9	267,5	157,3	267,5	850,2	94
Février	1.061	83,9	52,5	158,4	291,3	164,3	291,3	905,3	95

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1967	1968	1969	1970	1970	1971	1971	1972
	31 décembre	31 janvier	31 janvier					
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,6	10,5	12,3	10,1	10,1	11,8	6,2	7,3
Prêts au jour le jour	5,6	4,9	11,9	11,0	11,0	9,9	7,5	10,6
Banquiers	49,4	72,6	111,8	138,9	138,9	163,8	131,5	152,0
Maison-mère, succursales et filiales	10,3	13,1	15,6	38,8	38,8	55,5	37,0	45,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	16,5	21,1	30,9	24,9	24,9	27,1	37,4	36,1
Portefeuille-effets	119,0	119,0	142,2	156,7	156,7	147,4	158,9	153,2
a) Effets publics	41,1	37,7	46,8	41,0	41,0	25,2	45,2	28,0
b) Effets commerciaux ²	77,9	81,3	95,4	115,7	115,7	122,2	113,7	125,2
Reports et avances sur titres	1,5	1,6	1,4	1,8	1,8	1,9	1,6	2,1
Débiteurs par acceptations	29,5	32,0	29,3	37,2	37,2	45,5	36,3	44,9
Débiteurs divers	82,7	110,3	116,0	156,2	156,2	198,0	161,2	204,1
Valeurs mobilières	3	3	141,4	175,7	175,7	224,4	183,7	226,8
a) Fonds publics belges	3	3	133,0	159,7	159,7	197,4	166,9	198,1
b) Autres titres d'emprunt	3	3	8,2	15,8	15,8	26,7	16,6	28,4
c) Actions et parts de sociétés	3	3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) Autres valeurs mobilières	3	3	—	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Valeurs de la réserve légale	3	3	1,0	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
Participations	3	3	6,6	7,9	7,9	8,4	8,0	8,3
a) Filiales	3	3	2,3	2,4	2,4	2,7	2,5	2,6
b) Autres participations	3	3	4,3	5,5	5,5	5,7	5,5	5,7
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles	3,3	3,7	4,2	5,0	5,0	5,9	5,1	5,9
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Matériel et mobilier	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9
Divers	5,3	5,6	7,3	9,6	9,6	12,6	9,3	11,7
Total de l'actif ...	444,8	527,8	633,1	776,3	776,3	915,0	786,3	911,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques (milliards de francs)

1967 31 décembre	28,9	1969 31 décembre	21,2	1970 31 décembre	19,8	1971 31 janvier	18,6
1968 31 décembre	82,9	1970 31 décembre	19,8	1971 31 décembre	21,3	1972 31 janvier	19,7

3 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

	31-12-67	31-12-68
Portefeuille-titres	110,1	182,2
a) Valeurs de la réserve légale	0,8	0,9
b) Fonds publics belges	102,1	119,2
c) Fonds publics étrangers	2,4	6,1
d) Actions de banques	2,2	3,1
e) Autres titres	2,6	2,9

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

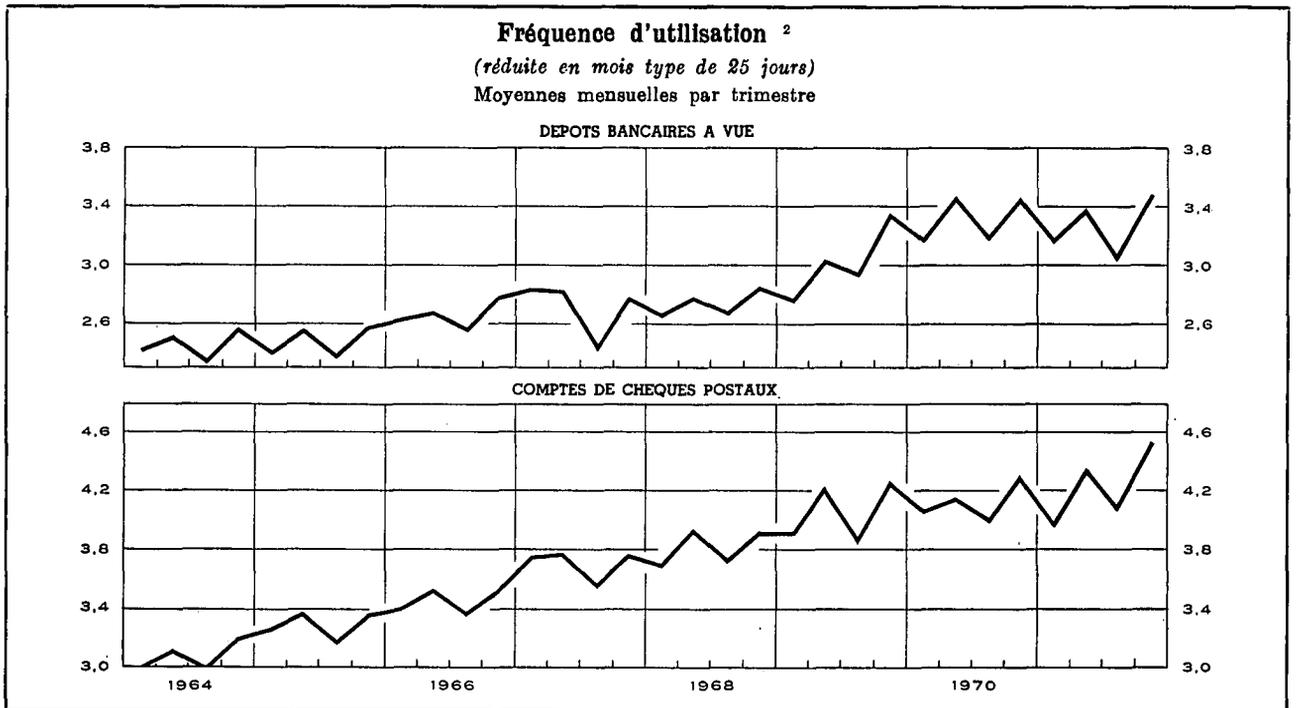
(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 31 janvier	1972 31 janvier
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,8	1,3	0,9	1,0	1,0	1,4	1,7	0,8
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,6	0,7
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,3	0,8	0,3	0,3	0,3	0,5	1,1	0,1
Emprunts au jour le jour	5,7	8,7	6,9	10,0	10,0	13,2	10,5	15,5
a) Couverts par des sûretés réelles	1,3	2,4	1,6	1,3	1,3	2,6	1,2	3,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	4,4	6,3	5,3	8,7	8,7	10,6	9,3	12,1
Banquiers	94,2	120,0	164,5	243,3	243,3	286,4	240,3	280,4
Maison-mère, succursales et filiales	10,0	9,9	12,4	17,3	17,3	34,1	18,9	28,0
Acceptations	29,5	32,0	29,3	37,2	37,2	45,5	36,3	44,9
Autres valeurs à payer à court terme	7,9	14,0	22,5	18,0	18,0	17,0	26,0	25,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,3	2,0	1,9	1,8	1,8	1,7	1,8	1,5
Dépôts et comptes courants	245,2	281,4	322,6	365,8	365,8	422,7	368,9	421,2
a) A vue	109,9	122,4	124,0	140,6	140,6	164,0	139,9	158,3
b) A un mois au plus	16,8	18,5	26,3	33,0	33,0	36,8	34,6	33,9
c) A plus d'un mois	51,1	56,3	85,1	96,5	96,5	96,9	95,6	99,2
d) A plus d'un an	4,4	7,4	6,1	8,5	8,5	15,0	9,7	14,7
e) A plus de deux ans	3,5	5,0	7,4	10,7	10,7	11,2	10,8	11,3
f) Carnets de dépôts	57,7	69,8	71,9	74,6	74,6	96,6	76,4	101,5
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,8	2,0	1,8	1,9	1,9	2,2	1,9	2,3
Obligations et bons de caisse	13,6	16,5	18,7	23,3	23,3	28,4	24,2	29,1
Montants à libérer sur titres et participations	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1,3	1,4
Divers	12,3	13,3	17,4	19,3	19,3	23,3	18,0	22,9
Total de l'exigible ...	421,4	500,3	598,3	738,2	738,2	875,2	747,9	871,2
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	—	2,4	3,9	3,9	3,7	3,9	3,7
Non exigible :								
Capital	14,6	17,8	20,4	21,1	21,1	21,7	21,2	21,7
Fonds indisponibles par prime d'émission	2,4	2,9	4,3	4,3	4,3	4,1	4,3	4,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
Réserve disponible	5,4	5,6	6,4	7,3	7,3	8,4	7,4	8,4
Provisions	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,7	0,5	0,7
Total du non exigible :	23,4	27,5	32,4	34,2	34,2	36,1	34,5	36,1
Total du passif ...	444,8	527,8	633,1	776,3	776,3	915,0	786,3	911,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1969 4 ^e trimestre	306,2	201,3	507,5	3,40	3,35	4,26
1970 1 ^{er} trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07
2 ^e trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15
3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
4 ^e trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1971 Février	339,9	236,2	576,1	3,06	3,19	4,20
Mars	350,2	206,9	557,1	3,52	3,26	3,75
Avril	377,3	226,7	604,0	3,43	3,43	4,16
Mai	379,5	270,3	649,8	3,07	3,33	4,74
Juin	405,9	239,3	645,2	3,55	3,41	4,14
Juillet	370,0	236,0	606,0	3,25	3,13	4,06
Août	347,7	223,3	571,0	2,97	2,97	4,17
Septembre	363,3	218,3	581,6	3,21	3,08	4,07
Octobre	391,8	230,3	622,1	3,43	3,29	4,26
Novembre	395,4	242,1	637,5	3,28	3,41	4,57
Décembre	452,9	258,4	711,3	3,89	3,74	4,76
1972 Janvier	412,5	242,3	654,8	3,39	3,39	r 4,18
Février	399,5	273,0	672,5	3,29	3,29	4,75

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

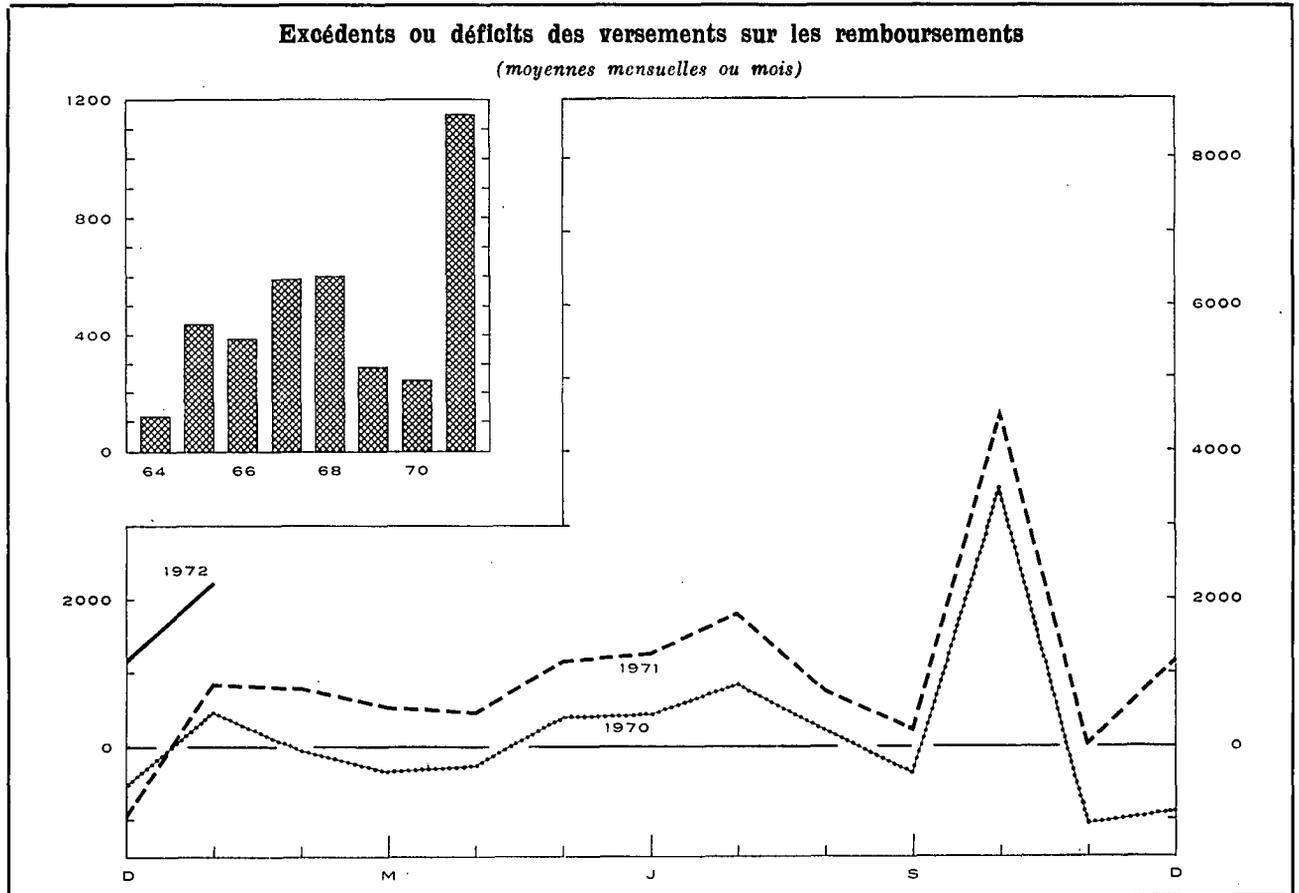
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1963	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968 Septembre	7,7	3,7	1,5	...	2,5	9,0	0,1	2,9
Décembre	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Mars	8,1	3,7	2,4	...	...	9,2	1,4	...
Juin	8,7	4,4	3,5	...	...	10,5	0,7	1,8
Septembre	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Janvier	7,9	4,3	...	...	0,9	9,5	...	...
Février	7,0	4,3	...	...	3,5	11,1	...	...
Mars	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Avril	7,5	4,6	...	...	0,3	8,8	...	...
Mai	7,3	4,2	...	...	2,9	10,9	...	...
Juin	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Juillet	6,8	4,2	0,4	...	2,2	10,1	...	...
Août	7,2	4,2	...	...	2,7	10,4	...	...
Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Octobre	7,2	4,6	...	...	3,0	11,3	...	...
Novembre	6,9	4,2	...	0,4	3,4	11,4	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde des dépôts à fin de période 1 (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1964	28,2	26,7	1,5	102,4	—
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,2
1969 4 ^e trimestre	17,5	16,6	0,9	150,4	3,6
1970 1 ^{er} trimestre	16,9	16,8	0,1	150,5	4,6
2 ^e trimestre	17,5	16,9	0,6	151,1	5,5
3 ^e trimestre	17,5	16,8	0,7	151,8	6,3
4 ^e trimestre	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 ^{er} trimestre	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 ^e trimestre	27,2	21,4	5,8	178,2	12,2
1971 Janvier	7,6	6,7	0,9	159,6	8,4
Février	6,6	5,8	0,8	160,4	8,2
Mars	6,8	6,3	0,5	160,9	9,2
Avril	6,8	6,3	0,5	161,4	10,0
Mai	7,2	6,0	1,2	162,6	10,3
Juin	8,1	6,8	1,3	163,9	10,7
Juillet	8,2	6,4	1,8	165,7	11,0
Août	6,7	5,9	0,8	166,5	11,3
Septembre	6,7	6,5	0,2	166,7	11,6
Octobre	11,6	7,1	4,5	171,2	11,8
Novembre	6,9	6,8	0,1	171,3	11,9
Décembre	8,7	7,5	1,2	178,2	12,2
1972 Janvier	9,2	7,0	2,2	180,4	11,9

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année

1971, les intérêts capitalisés s'élèvent à 5,7 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8
Placements provisoires ² :								
Effets sur la Belgique	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9
Placements définitifs ^{2 3}								
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2
Obligations de sociétés belges et divers .	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construc- tion d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7
Ouvertures de crédit (Industriel, agri- cole, professionnel et universitaire) .	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0
PASSIF								
<i>Exigible :</i>								
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :								
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9
<i>Non exigible ³ :</i>								
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.F.² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Placements définitifs ¹ :								
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges et divers	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2
PASSIF								
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse

d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Placements définitifs ¹ :								
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3
PASSIF								
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : O.C.P.E.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres ¹							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat ²	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatiques de crédit	Parastatiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964 ³	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967 ⁴	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969 Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	0,2	40,0
Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
Novembre	70,0	22,4	35,1	127,5												
Décembre	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1971 Janvier	72,9	23,0	36,7	132,6												
Février	73,8	23,4	37,8	135,0												
Mars	74,6	23,6	38,2	136,4	9,6	77,8	0,5	87,9	21,6	5,1	0,1	17,4	4,0	3,3	0,3	51,8
Avril	75,2	23,7	38,6	137,5												
Mai	77,2	23,8	38,9	139,9												
Juin	79,1	23,9	39,3	142,3	9,8	79,7	0,6	90,1	23,2	5,8	0,1	17,8	4,3	3,5	0,4	55,1
Juillet	80,2	24,1	39,8	144,1												
Août	82,1	24,3	40,1	146,5												
Septembre	82,0	24,6	40,7	147,3	10,0	81,4	0,6	92,0	23,3	7,0	0,1	19,5	4,3	4,0	0,6	58,8
Octobre	84,1	24,7	41,1	149,9												
Novembre	84,9	24,9	41,4	151,2												

¹ Non compris les actions et les participations

² Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

³ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

⁴ A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3
2° garantis par banques et organismes financiers	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6
PASSIF									
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV . 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements		Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs			
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires			Total					
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (8) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1964	4,4	8,8	2,1	1,4	12,3	0,3	12,1	12,4	4,3	66,7	5,0	1,8	2,7	31,8
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1969 4 ^e trimestre	9,2	4,0	0,8	1,0	5,8	0,2	6,1	6,3	8,7	111,7	10,0	5,0	5,0	27,9
1970 1 ^{er} trimestre	8,7	4,4	0,9	1,0	6,3	0,2	5,7	5,9	9,1	114,9	11,8	5,3	5,3	29,2
2 ^e trimestre	9,1	4,7	0,5	0,9	6,1	0,1	5,0	5,1	10,1	119,3	12,6	4,7	6,4	17,3
3 ^e trimestre	10,1	5,5	0,9	1,0	7,4	0,1	6,5	6,6	10,9	123,2	11,5	4,3	7,3	20,7
4 ^e trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6
1971 1 ^{er} trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0
2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,9	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1
1971 Février	9,8	1,7	0,2	0,4	2,3	...	2,4	2,4	9,7	128,1	12,1	6,2	5,9	13,7
Mars	9,7	1,6	0,3	0,4	2,3	0,1	2,5	2,6	9,4	129,7	10,9	4,7	6,6	9,4
Avril	9,4	1,7	0,2	0,4	2,3	...	1,6	1,6	10,1	129,4	12,6	5,0	7,2	8,3
Mai	10,1	1,0	0,1	0,4	1,5	...	1,7	1,7	9,9	131,6	13,3	4,7	7,6	6,6
Juin	9,9	1,7	0,2	0,4	2,3	0,1	2,1	2,2	10,0	133,4	14,0	6,1	6,8	6,8
Juillet	10,0	1,6	0,3	0,3	2,2	...	2,2	2,2	10,0	133,9	14,5	4,0	9,1	12,1
Août	10,0	1,5	0,3	0,5	2,3	0,1	2,0	2,1	10,2	135,2	14,4	4,5	7,9	8,0
Septembre	10,2	1,8	0,3	0,6	2,7	0,1	2,2	2,3	10,6	137,3	13,9	4,0	7,8	7,6
Octobre	10,6	1,7	0,4	0,9	3,0	0,3	2,3	2,6	11,0	136,1	14,6	3,5	8,6	8,1
Novembre	11,0	1,7	0,4	0,4	2,5	...	2,8	2,8	10,7	138,2	14,2	6,1	7,1	8,1
Décembre	10,7	1,9	0,2	0,6	2,7	0,1	3,0	3,1	10,3	140,2	15,3	5,6	7,1	7,9
1972 Janvier	10,3	2,3	0,3	0,5	3,1	...	2,6	2,6	10,8	140,5	13,2	4,6	8,7	13,5
Février	10,8	1,6	0,3	0,4	2,3	...	2,4	2,4	10,7	142,4	13,5	4,8	8,4	7,8

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF								
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6
Titres des organismes parastataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	
Titres des provinces et communes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	
Valeurs étrangères	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0
Actions de sociétés belges	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1

Sociétés étrangères

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF								
Immeubles	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1
Prêts hypothécaires	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6
Prêts sur police	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4
Titres des organismes parastataux de crédit	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5	
Titres des autres organismes parastataux	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	
Titres des provinces et communes	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	
Valeurs étrangères	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0
Total des valeurs mobilières ...	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de*

la CGER de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Economie belge en 1969. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967
I. Particuliers :				
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :				
Caisse d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois ³ ...	— 1,6	— 10,2	— 7,4	— 8,0
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :				
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisse de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	10,8	10,7	12,4	11,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :				
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	24,0	32,8	22,3	27,9
E. <i>Emissions de capitaux</i> :				
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Epargne nette totale ...	72,5	87,4	84,5	107,5
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	83,1	99,2	97,1	121,3
II. Entreprises :				
A. <i>Entreprises privées</i> :				
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :				
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...				
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,5	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969 et 1970 qui s'élèvent respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,8 milliard, 2,2 milliards, - 2,3 milliards et 8,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards et 5,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Le chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,6 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1969.

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ³	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-81	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-75-82	6,50 — 6,75 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-80	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-77-84	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-81	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-75-81	7,00 — 7,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-87	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-84 ⁶	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-75	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-75-81 ⁷	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-81	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-83	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-83	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-80	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2 ^e s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,54
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,63
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50	8,62
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,62
						91.200				
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
						147.000				
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement converti et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et

primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenue fiscale à la source.

⁵ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁶ Emprunt à lots.

⁷ Y compris 1.505 millions de souscriptions reçus du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2 (11) = (9) + (10)	Dette reprise de la République du Zaïre 3	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2 (18) = (11) + (12)
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1969 Septembre	340,7	16,1	70,8	45,2	472,8	11,2	49,7	60,9	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5
1969 Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,5	603,2	2,5	605,7
1970 Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
1970 Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
1970 Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Février	378,4	13,8	73,0	51,6	516,8	9,8	34,5	44,3	561,1	59,9	621,0	2,1	623,1
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
1971 Avril	375,3	14,5	88,8	58,4	537,0	9,5	27,8	37,3	574,3	58,4	632,7	2,0	634,7
1971 Mai	397,2	14,9	84,7	52,3	549,1	9,5	25,5	35,0	584,1	58,2	642,3	2,0	644,3
1971 Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
1971 Juillet	393,2	12,9	81,5	53,8	541,4	9,1	20,8	29,9	571,3	58,1	629,4	2,0	631,4
1971 Août	392,5	13,2	83,8	50,0	560,5	9,0	17,7	26,7	587,2	58,0	624,1	2,0	626,1
1971 Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
1971 Octobre	429,2	13,7	70,7	52,0	565,6	8,8	15,8	24,6	590,2	57,5	647,7	1,9	649,6
1971 Novembre	427,4	13,3	64,6	51,2	556,5	8,8	14,1	22,9	579,4	57,4	636,8	1,9	638,7
1971 Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Janvier	424,7	14,0	73,1	57,9	569,7	8,2	13,8	22,0	591,7	56,4	648,1	1,8	649,9
1972 Février	457,7	14,3	69,1	54,1	595,2	8,2	11,8	20,0	615,2	56,3	671,5	1,7	673,2

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (8) - (4) à (8)	(10)
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1	...	+ 33,8	...
1971 2 prem. mois	+ 1,5	- 0,1	+ 1,4	- 6,2	...	- 0,4	...	...	+ 8,0	...
1972 2 prem. mois	+ 28,6	- 0,1	+ 28,5	...	...	- 0,5	- 0,5 ¹⁰	...	+ 29,5	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D. : - 0,5.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Parastatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension 0	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1963	238,8	28,4	—	27,2	113,2	407,6	10,1
1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	11,0
1970 p	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	n.d.

Titres non accessibles à tout placeur

1963	64,4	6,2	11,7	11,1	23,3	116,7	0,8
1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970 p	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—

Total

1963	303,2	34,6	11,7	38,3	136,5	524,3	10,9
1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	11,0
1970 p	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	n.d.

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs 2	Sécurité sociale 3	Organismes monétaires 4	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 5	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur ¹

1963	214,2	3,6	1,9	1,5	51,7	7,5	48,1	69,1	10,0	407,6
1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	387,2	4,1	3,0	5,4	127,3	6,0	68,9	95,3	18,4	715,6

Titres non accessibles à tout placeur

1963	5,7	0,5	0,1	1,2	58,6	—	17,6	31,7	1,3	116,7
1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,2	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,8	158,2
1970	7,3	0,4	0,2	1,9	68,7	—	29,8	53,5	5,0	166,8

Total

1963	219,9	4,1	2,0	2,7	110,3	7,5	65,7	100,8	11,3	524,3
1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,4	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,5	801,5
1970	394,5	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	148,8	23,4	882,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

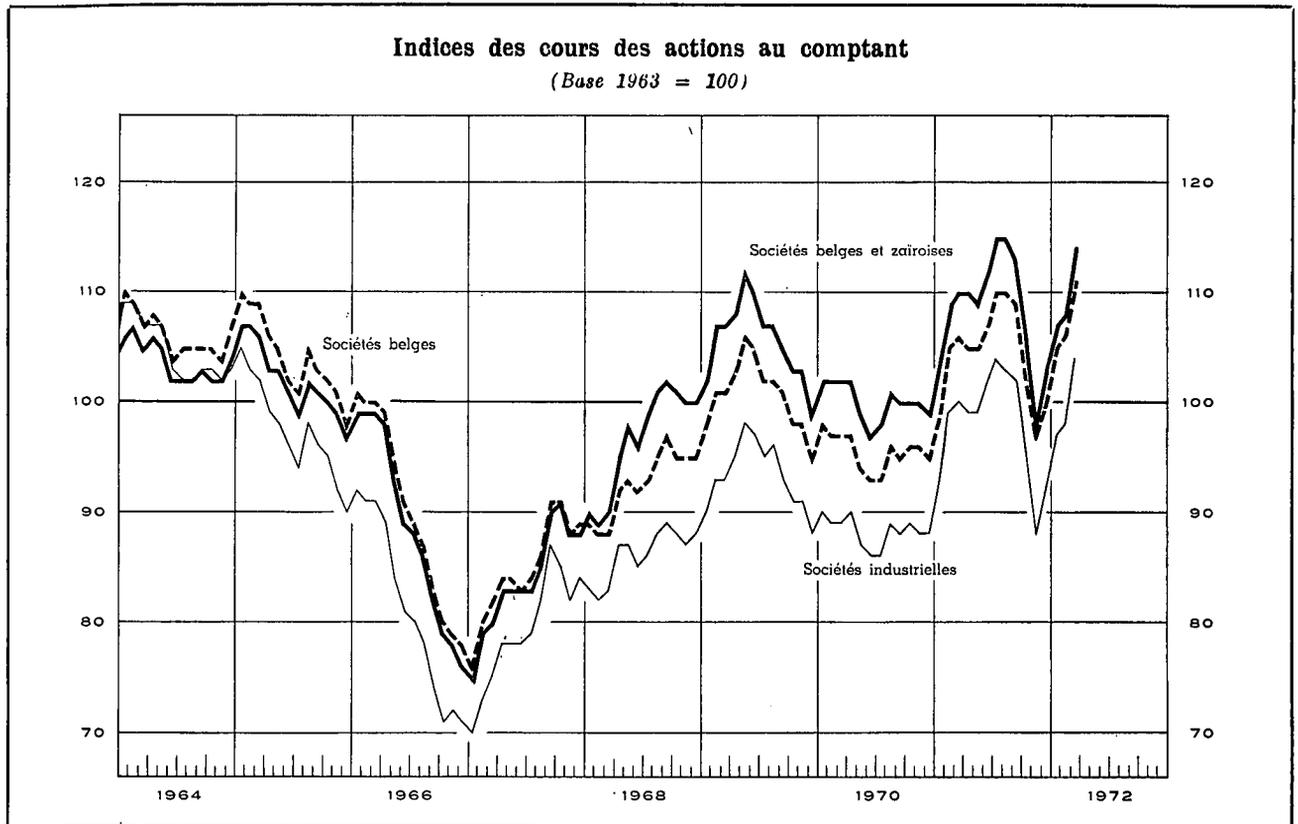
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5								
		Au comptant			A terme	Valeurs belges		en %							
		Valeurs belges et zairoises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles						
			Ensemble	Sociétés industrielles											
(Base 1963 = 100) 2 4															
1964	91	104	106	105	99	3,2	3,0								
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5								
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2								
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0								
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁶	3,8 ⁶								
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4								
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2								
1971	169	109	105	98	133	5,2	5,9								
		1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972
Janvier	208	152	104	107	99	105	93	97	128	132	5,0	5,2	5,7	5,9	
Février	210	152	109	108	105	106	99	98	134	132	4,9	4,9	5,7	5,3	
Mars	173		110	114	106	111	100	104	135	138	5,0	4,7	5,8	5,1	
Avril	205		110		105		99		136		5,0		5,6		
Mai	183		109		105		99		135		5,1		5,8		
Juin	181		112		107		102		137		5,0		5,7		
Juillet	187		115		110		104		142		4,9		5,4		
Août	150		115		110		103		141		5,1		5,8		
Septembre	156		113		109		102		136		5,5		6,4		
Octobre	134		106		102		95		125		5,5		6,3		
Novembre	130		98		97		88		117		5,4		6,1		
Décembre	110		103		100		92		124		5,4		6,1		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant)

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	n.d.	n.d.	1,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,6	1,8
1970	1.977	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	n.d.	n.d.	1,9

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.334	32,3	22,1	6,1	1,8	1,8	n.d.	n.d.	0,1

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,3	n.d.	n.d.	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	918	14,5	11,8	1,6	0,4	0,4	n.d.	n.d.	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,9	0,1
1970	711	18,2	10,5	2,7	0,5	0,9	n.d.	n.d.	0,1

Industrie chimique

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	630	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	n.d.	n.d.	...

Electricité

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	n.d.	n.d.	1,0

Industrie du charbon

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	n.d.	n.d.	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,6	4,6
1970	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	n.d.	n.d.	4,9

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	n.d.	n.d.	0,2

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,8	4,8
1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	n.d.	n.d.	5,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 ^{er} mois	104	1,4	1,1	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7
11 premiers mois	11.624	251,2	130,0	33,2	5,5	15,2	4,2
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
7 premiers mois	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
8 premiers mois	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
10 premiers mois	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1
11 premiers mois	192	16,7	10,0	1,4	0,3	1,1	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 1 ^{er} mois	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
4 premiers mois	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
5 premiers mois	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
7 premiers mois	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
8 premiers mois	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
10 premiers mois	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8
11 premiers mois	11.816	267,9	140,0	34,6	5,8	16,3	4,3
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	n.d.	29,8
1970	44,0	n.d.	p 5,1	p 3,3	p 1,8	p 5,3	p 7,1	n.d.	p 40,7

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	0,5	0,1	0,4	...	0,4	n.d.	0,4
1970	1,7	n.d.	p ...	p 0,4	p -0,4	p ...	p -0,4	n.d.	p -0,4

Total général

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	n.d.	30,2
1970	45,7	n.d.	p 5,1	p 3,7	p 1,4	p 5,3	p 6,7	n.d.	p 40,3

¹ Sociétés anonymes, en commandites par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)
1968 12 mois	51,4	17,7	1,7	19,4	1,6	...	2,0	2,0
1969 3 premiers mois ...	3,9	2,3	0,5	2,8	...	...	0,5	0,5
6 premiers mois ...	14,8	6,6	2,2	8,8	0,7	...	0,5	0,5
9 premiers mois ...	19,9	8,8	2,5	11,3	0,7	...	0,5	0,5
12 mois	46,6	16,9	4,3	21,2	0,8	...	0,5	0,5
1970 3 premiers mois ...	4,2	1,7	1,0	2,7	...	...	...	...
6 premiers mois ...	26,4	11,2	1,4	12,6	0,2	...	...	...
9 premiers mois ...	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
12 mois	44,0	15,7	p 5,1	p 20,8	1,7	...	...	...
1970 Décembre	10,3	2,3	0,3	2,6	0,2	...	...	...
1971 Janvier p	1,3	0,6	0,5	1,1	...	...	...	...
Février p	0,6	0,4	2,8	3,2	...	...	...	...
Mars p	1,5	0,6	2,0	2,6	1,2	...	...	...
Avril p	2,9	0,7	...	0,7	...	...	...	...
Mai p	1,5	0,4	...	0,4	2,8	2,6	...	2,6
Juin p	5,0	3,8	3,3	7,1	...	...	...	...
Juillet p	1,7	0,5	0,7	1,2	...	...	...	...
Août p	0,7	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Septembre p	1,2	0,6	1,5	2,1	...	...	...	...
Octobre p	2,5	0,4	...	0,4	...	...	...	...
Novembre p	3,5	0,8	0,9	1,7	...	...	...	...
Décembre p	4,8	2,3	1,0	3,3	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4.].

XVII - 6. — ENGOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Septembre	205,3	1,4	206,7	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,6
1969 Décembre	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
1970 Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
1970 Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
1970 Décembre	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
1971 Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
1971 Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
1971 Décembre	264,9	3,2	268,1	187,5	65,3	142,2			

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1971	5,60
1969 4 ^e trimestre .	6,01
1970 1 ^{er} trimestre .	4,64
2 ^e trimestre .	4,99
3 ^e trimestre .	4,93
4 ^e trimestre .	5,10
1971 1 ^{er} trimestre .	5,30
2 ^e trimestre .	5,21
3 ^e trimestre .	5,87
4 ^e trimestre .	6,03

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1964	1,8	...	2,6	1,3	0,5	1,6	1,0	4,4
1965	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 ⁴
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1970 1 ^{er} trimestre	4,0	0,9	3,3	1,1	...	6,7	0,4	8,2
2 ^e trimestre	4,0	1,8	3,0	1,3	...	7,1	0,4	8,8
3 ^e trimestre	3,7	1,5	3,1	1,4	0,2	6,3	0,4	8,3
4 ^e trimestre	3,4	2,3	3,3	1,6	...	6,8	0,6	9,0
1971 1 ^{er} trimestre	4,1	0,5	3,4	1,5	0,3	5,8	0,4	8,0
2 ^e trimestre	4,8	0,6	3,1	1,9	0,2	5,8	0,6	8,5
3 ^e trimestre	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
4 ^e trimestre	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 ^{er} trimestre	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
1971 Mars	3,1	0,2	3,0	1,5	0,8	3,7	0,3	6,3
Avril	2,8	0,9	2,7	1,9	...	3,4	1,1	6,4
Mai	7,1	0,6	3,6	1,5	0,5	8,9	0,4	11,3
Juin	4,5	0,5	2,8	2,1	...	5,1	0,6	7,8
Juillet	3,5	1,8	3,0	2,1	...	5,8	0,4	8,3
Août	5,3	1,3	3,3	1,6	...	8,0	0,3	9,9
Septembre	4,4	1,8	3,0	2,0	...	6,6	0,6	9,2
Octobre	4,7	1,7	3,1	2,6	0,1	6,1	0,7	9,5
Novembre	2,9	3,8	3,8	2,9	...	7,1	0,5	10,5
Décembre	4,8	0,2	3,7	2,1	1,3	4,8	0,5	8,7
1972 Janvier	4,5	...	3,4	1,6	1,8	4,0	0,5	7,9
Février	5,2	0,6	2,8	1,9	0,1	6,1	0,5	8,6
Mars	5,3	2,5	2,4	1,9	...	7,6	0,7	10,2

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

⁴ Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la B.N.B. ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1969 4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 ^{er} trimestre	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 ^e trimestre	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 ^e trimestre	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 ^e trimestre	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ²	Effets non visés réescomptés ³	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) - (3) - (4)	
1969 Décembre	12	44,0	29,7	4,2	10,1
1970 Mars	10	37,6	27,2	1,1	9,3
Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1
1971 Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0
Avril	8 1/3	36,1	20,5	5,8	9,8
Mai	8	35,6	19,3 ⁴	5,6 ⁴	10,7
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9
Juillet	8	35,5	18,3 ⁴	7,4 ⁴	9,8
Août	8	36,5	17,9	7,0	11,6
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2
Octobre	8	36,6	17,7 ⁴	8,2 ⁴	10,7
Novembre	8	37,6	18,5	7,8	11,3
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5
1972 Janvier	9	43,9	19,3	7,2	17,4
Février	9	45,6	19,7	10,5	15,4
Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, no 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Créditexport depuis le 31 mars 1970).

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire

en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Moyennes ¹	
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1967	3,19
1968	2,84
1969	5,40
1970	6,25
1971	3,70
1970 1 ^{er} trimestre	6,25
2 ^e trimestre	6,52
3 ^e trimestre	6,21
4 ^e trimestre	6,03
1971 1 ^{er} trimestre	4,00
2 ^e trimestre	2,67
3 ^e trimestre	4,07
4 ^e trimestre	4,00
1972 1 ^{er} trimestre	2,45
1971 Mars	2,66
Avril	4,51
Mai	1,65
Juin	2,64
Juillet	4,80
Août	3,61
Septembre	3,88
Octobre	3,28
Novembre	4,59
Décembre	4,10
1972 Janvier	3,70
Février	2,22
Mars	1,69

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 1 ^{er} trim.	7,25	7,65	8,10	8,35	8,52	1970 10 mars	8,50	*	8,50
2 ^e trim.	7,15	7,55	8,00	8,25	8,27	9 juin	8,35	*	*
3 ^e trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	8 sept.	8,15	8,20	8,25
4 ^e trim.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,46	8 déc.	7,45	*	7,75
1971 Mars	4,15	4,50	4,85	5,25	5,53	1971 9 mars	6,00	6,35	6,45
Avril	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	13 avril	5,60	5,90	6,35
Mai	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	11 mai	5,55	5,85	6,35
Juin	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	8 juin	5,55	5,85	6,35
Juillet	4,15	4,55	4,90	5,30	5,27	13 juill.	5,55	5,85	6,35
Août	4,00	4,35	4,70	5,05	5,19	10 août	5,55	5,85	6,35
Sept.	3,95	4,30	4,60	4,90	4,97	14 sept.	5,45	5,75	6,25
Oct.	3,95	4,30	4,60	4,80	4,83	12 oct.	5,35	5,65	6,15
Nov.	3,95	4,30	4,60	4,85	4,82	9 nov.	5,25	5,55	6,05
Déc.	4,10	4,45	4,80	5,15	5,01	14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972 Janv.	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	1972 11 janv.	5,35	5,65	6,15
Févr.	3,00	3,50	4,00	4,50	4,80	8 févr.	5,20	5,50	6,00
Mars	2,95	3,20	3,45	3,65	3,83	14 mars	4,00	4,30	5,10
						11 avril	3,90	4,20	5,00

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3288).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1964	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1972 du 1 ^{er} janvier au 15 mars	3,50	0,75	2,50	0,75
à partir du 16 mars	3,25	0,75	2,25	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1959 au 31-12-1964; 500.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dette unifiée 4 % 1 ^{er} a.	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré ²
		(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Paraéta- tiques et villes	Etat		Paraéta- tiques et villes	Etat	Paraéta- tiques et villes	Etat		Paraéta- tiques et villes
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
1970 Janvier	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Avril	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75
Juillet	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
Octobre	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
1971 Janvier	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
1971 Avril	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37
Mai	4,11	6,00	5,95	5,47	6,12	6,03	6,83	7,08	7,41	7,48	7,41
Juin	4,11	6,16	5,92	5,46	6,06	6,04	6,85	7,09	7,35	7,44	7,36
Juillet	4,11	5,90	5,87	5,43	5,96	5,93	6,81	6,87	7,28	7,31	7,27
Août	4,11	5,78	5,80	5,43	5,96	5,89	6,78	6,84	7,32	7,31	7,28
Septembre	4,11	5,57	5,57	5,28	5,92	5,75	6,68	6,78	7,15	7,17	7,14
Octobre	4,11	5,68	5,58	5,46	5,90	5,82	6,80	6,91	7,29	7,21	7,25
Novembre	4,11	5,67	5,61	5,43	5,96	5,81	6,93	6,85	7,21	7,20	7,20
Décembre	4,11	5,41	5,54	5,37	5,95	5,71	6,88	6,83	7,17	7,16	7,16
1972 Janvier	4,11	5,35	5,52	5,33	5,92	5,66	6,87	6,83	7,17	7,11	7,14
Février	4,11	5,41	5,45	5,34	5,83	5,62	6,91	6,77	7,18	7,10	7,13
Mars	4,11	5,17	5,27	5,23	5,79	5,50	6,76	6,64	7,01	6,92	6,96
Avril	4,11	4,45	4,94	5,12	5,42	5,13	6,48	6,27	6,84	6,69	6,76

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels.

² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au

jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	100,00	6,99
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-63		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
1964 Janvier ...								27	5,—			6	4,—			
Février ...																
Juin ...												4	4,50			
Juillet ...														3	2,50	
Novembre ...			24	4,—				23	7,—				23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril ...					9	3,50										
Juin ...							3	6,—								
Août ...	13	4,—														
Décembre ...			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars ...													14	5,25		
Mai ...	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars ...							16	6,—			15	4,50				
Avril ...	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai ...	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—
Septembre ...													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre ...							9	6,50								
Novembre ...			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars ...			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril ...			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Août ...			30	5,25												
Septembre ...							19	7,—					3	6,—		
Novembre ...					13	6,—										
Décembre ...			18	5,50								20	5,—	18	6,50	
1969 Février ...								27	8,—					3	7,—	
Mars ...																
Avril ...	18	4,—	4	6,—							9	5,50		11	7,50	
Juin ...	20	5,—			13	7,—										
Juillet ...									1	5,— ²				16	8,—	
Août ...									14	5,50	4	6,—				
Septembre ...	11	6,—													15	3,75
Octobre ...					8	8,—										
1970 Mars ...	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril ...							15	7,—								
Mai ...														12	7,50	
Juin ...														1	7,—	
Juillet ...	16	7,—														
Août ...							27	7,50								
Septembre ...														1	6,50	
Octobre ...							20	7,—						12	6,00	
Novembre ...	18	6,50	13	5,75												
Décembre ...	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ...													24	5,25		
Avril ...	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai ...					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre ...							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50							14	6,00			25	4,75		
Novembre ...			19	4,75												
Décembre ...	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,—						6	4,50			
Février ...	25	3,00														
Mars ...												2	4,00			
Avril ...					6	5,75			10	5,50						

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

² Depuis le 1^{er} juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 4 février	1972 10 février	1971 4 mars	1972 9 mars
ACTIF								
Encaisse en or	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	21.392	22.598	32.252	22.943	32.249
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	4.683	1.216	1.368	3.407	4.264	7.501	4.291	7.776
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.368	2.083	2.083	2.439	2.083	2.577
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	— 260	— ...	— ...	952 372	1.882 299	2.816 2.246	1.927 281	2.927 2.272
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.161	1.110	927	1.110	927
Monnaies divisionnaires	7	32	44	18	94	138	66	118
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	301	262	289	274	208
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	3.452	3.452	3.452
Effets achetés sur le marché monétaire ⁴ Effets escomptés	3.443 25.185	12.251 36.468	22.499 37.546	16.423 35.434	26.487 22.544	44.503	49.649	43.620
Effets publics	—	—	—	—	—	8.852	11.047	7.566
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	—	2.142	1.925	2.091
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	1.810	839	901	98	2.938	981	2.914	2.010
Effets garantis par l'Office des Céréales ⁵	1.859	2.930	2.907	2.709	1.003	775	1.450	6.5
Autres effets sur la France	7.697	10.643	8.278	7.124	3.614	10.983	13.725	9.836
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	4.707	4.769	...	...	...	...
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.335	6.632	4.290	1.782	1.121	1.121	1.480
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.429	5.108	9.552	9.284	9.877
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	8.015	8.099	10.097	8.183	10.085
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	60	63	73	59	55
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	4.724	1.904	2.029	2.400	1.844
Divers	1.815	5.432	2.082	1.718	2.252	2.223	2.051	2.262
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	95.342	103.699	96.607	102.823

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	75.621	74.398	75.164	73.958	75.279
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.663	8.700	19.948	10.473	19.187
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	7.471	7.413	2.411	7.308	2.486
Compte courant du Trésor public ...	...	1	1	1	1	...	1	1
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	246	3.405	9.727	5.781	5.856	1.019	5.762	1.029
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	1.515	1.668	2.405	1.689	1.556	1.392	1.545	1.456
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	—	—	919	1.811	2.694	1.811	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁶	—	—	2.351	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	4.677	2.770	3.232	2.807	2.927
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	95.342	103.699	96.607	102.823

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Décret du 17 juin 1933.

⁵ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁶ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1971 February 10	1972 February 9	1971 March 10	1972 March 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	------------------	-----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.038	3.188	3.202	3.450	3.458	3.173	3.407	3.207
Other Securities	1	1	37	239	231	491	282	507
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.700	3.675	3.700	3.725

Notes Issued :								
In Circulation	3.016	3.140	3.243	3.662	3.644	3.658	3.676	3.711
In Banking Department	34	60	7	38	56	17	24	14
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.700	3.675	3.700	3.725

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	526	486	403	700	684	363	653	341
Advances and Other Accounts	88	70	91	74	106	28	94	36
Premises, Equipment and Other Securities	31	89	89	44	43	76	93	119
Notes	34	60	7	38	56	17	24	14
Coin	1	1	2	2	2	1	2	...
Total ...	680	706	592	858	891	485	866	510

Capital	15	14	15	15	14	15	15	15
Rest	4	4	4	3	4	—	4	—
Public Deposits	13	12	15	18	12	11	13	12
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	218	231	220	398	398	—	397	—
Other Deposits :								
Bankers Deposits	302	301	199	195	235	159	190	164
Reserves and Other Accounts	128	144	139	229	228	300	247	319
Total ...	680	706	592	858	891	485	866	510

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1967 December 31	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1971 February 10	1972 February 9	1971 March 10	1972 March 8
ASSETS								
Gold certificate account	11.481	10.026	10.036	10.457	10.464	9.875	10.464	9.475
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	400	400	400	400	400
Cash	360	207	110	221	258	319	266	322
Discounts and advances	141	188	183	335	254	175	1.521	703
Acceptances :								
Bought outright	75	58	64	57	54	68	47	63
Held under repurchase agreement	89	...	...	...	...	...	28	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	—	—	—	643	—	727
Held under repurchase agreement	38	...	...	...	...	...	30	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	15.975	18.756	22.266	25.965	24.470	30.096	25.437	28.646
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	26.918	28.706	31.392	33.236	33.236	35.905	33.718	36.034
Bonds	6.087	5.475	3.496	2.941	2.941	3.351	3.078	3.365
Total bought outright ...	48.980	52.937	57.154	62.142	60.647	69.352	62.233	68.045
Held under repurchase agreement	132	...	...	...	...	...	232	...
Total U.S. Government securities ...	49.112	52.937	57.154	62.142	60.647	69.352	62.465	68.045
Total loans and securities	49.455	53.183	57.401	62.534	60.955	70.238	64.091	69.538
Cash items in process of collection	8.465	9.417	10.564	11.178	9.779	10.116	9.795	10.716
Bank premises	112	113	116	128	132	153	133	157
Other assets	2.153	2.894	2.627	995	1.182	1.204	728	592
Total assets ...	72.026	75.840	80.854	85.913	83.170	92.305	85.877	91.200
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	41.642	44.726	47.473	50.323	49.212	52.626	49.511	52.964
Deposits :								
Member bank reserves	20.999	21.773	22.085	24.150	21.747	25.990	24.466	26.099
U.S. Treasurer - general account	1.123	703	1.312	1.156	1.742	2.781	1.203	1.081
Foreign	135	216	134	148	129	145	134	150
Other	663	747	807	1.233	721	739	745	548
Total deposits ...	22.920	23.439	24.338	26.687	24.339	29.655	26.548	27.878
Deferred availability cash items	5.972	6.020	7.124	6.917	7.301	7.619	7.416	7.998
Other liabilities and accrued dividends ...	296	395	581	582	514	545	537	524
Total liabilities ...	70.830	74.580	79.516	84.509	81.366	90.445	84.012	89.364
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	598	630	669	702	708	752	713	756
Surplus	598	630	669	702	702	742	702	742
Other capital accounts .....	...	...	...	...	394	366	450	338
Total liabilities and capital accounts ...	72.026	75.840	80.854	85.913	83.170	92.305	85.877	91.200
Contingent liabilities on acceptances purchased for foreign correspondents	156	109	146	250	275	253	261	263

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1967 31 december	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1971 8 februari	1972 7 februari	1971 8 maart	1972 6 maart
ACTIVA								
Goud	6.166	6.115	6.198	6.437	6.527	6.875	6.529	6.875
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	2.023	984	1.344	2.772	2.116	1.199	2.750	1.509
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	50	19	6	8	3	...	9	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	521	1.155	2.332	1.155	2.332
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	203	211	463	184	72	10	17	8
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	895	1.613	1.043	1.388	1.375	1.908	1.375	1.679
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	283	418	876	19	239	212	93	47
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	20	28	30	28	25	27	24	27
Belegging van kapitaal en reserves	183	226	254	300	288	340	288	339
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	24	21	47	47	20	103	19	101
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	11.820	13.006	12.259	12.917

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	8.558	8.703	9.276	9.766	9.352	9.950	9.433	10.046
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	873	472	433	973	1.241	1.537	1.602	1.341
<i>s' Rijks schatkist</i>	775	394	288	829	1.183	1.496	1.541	1.275
<i>Banken in Nederland</i>	43	31	87	103	29	17	22	26
<i>Andere ingezetenen</i>	55	47	58	41	29	24	39	40
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	57	61	70	78	79	135	78	141
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	48	42	59	60	52	109	53	112
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	9	19	11	18	27	26	25	29
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	7	8	4	5	4	5	4
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	316	587	856	587	856
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	209	244	268	320	268	320	268	320
Diverse rekeningen	117	128	186	227	268	184	266	189
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	11.820	13.006	12.259	12.917

N. B - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

34	24	18	16	15	14	15	14
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre P
Oro in cassa	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa ¹	37	37	39	45
Portafoglio ²	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato	91	138	78	208
Spese	179	230	281	281
Totale attivo ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Circolazione dei biglietti ⁵	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	110	106	193	106
Conti correnti liberi	186	87	284	267
Conti correnti vincolati	2.425	2.784	3.305	4.380
Creditori diversi	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario	7	7	10	14
Rendite	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Depositanti di titoli e valori	8.089	11.378	11.351	13.231
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	14	11	10	12
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito	506	556	605	649
— istituti speciali	324	349	371	398
³ Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito	1.332	1.624	817	861
— altri	6	20	25	24
⁴ Compresi BOT	80	337	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	3	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	20	20	26	25

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(Miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre p	1971 gennaio	1972 gennaio p
ATTIVO				
Oro	1.804	1.802	1.804	1.802
Cassa ¹	39	45	74	59
Portafoglio	59	9	50	8
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	960	1.032
Anticipazioni ³	842	885	458	574
Attività verso l'estero in valuta	4	2	3	4
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	2.642	2.897
Titoli emessi o garantiti dello Stato ⁵ ...	3.221	4.462	3.465	4.385
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	346	382
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	1.808	1.469
Servizi diversi per conto dello Stato	166	245	176	357
Immobili .....	...	...	...	...
Partite varie	136	207	72	78
Spese	280	281	8	11
Totale attivo ...	12.214	14.059	12.205	13.397
PASSIVO				
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	6.083	6.773
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ .	193	106	55	100
Conti correnti liberi	284	266	157	106
Conti correnti vincolati ⁹	3.288	4.327	4.257	4.920
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	884	531
Servizi diversi per conto dello Stato	89	37	81	71
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	42	41
Fondi accantonati	407	408	408	409
Partite varie	203	400	207	377
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	12	16
Fondo di riserva straordinario	10	14	10	14
Rendite	299	306	9	13
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	26
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.059	12.205	13.397
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	6.804	7.108
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	10	12	13	14
² » aziende di credito	605	649	594	636
Istituti speciali	371	398	367	396
³ » aziende di credito	817	861	441	562
altri	25	24	17	12
⁴ » e/c ordinario	1.687	2.404	1.821	2.396
⁵ » titoli di stato e ob- { BOT e titoli a breve ... bligaz. p/c Tesoro { altri	175	549	175	499
3.046	3.726	3.290	3.699	
⁶ » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	187	213
⁷ » biglietti presso il Tesoro	3	6	2	...
⁸ » vaglia cambiari	26	25	30	34
⁹ » per riserve obbligatorie	3.288	4.018	3.643	4.438

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
AKTIVA				
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162
Postscheckguthaben	418	470	451	447
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992
darunter : a) an I.W.F.	670	2.082	...	...
b) an Weltbank	1.447	1.644	1.544	1.925
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	331	243	155	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655
	53.869	58.711	58.696	84.890
PASSIVA				
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618
Kreditinstituten	15.179	17.579	16.890	26.231
Öffentlichen Einlegern	2.115	3.299	3.826	2.987
Anderen inländischen Einlegern	334	377	373	400
Sondereinlagen	—	—	—	5.382
Konjunkturausgleichsrücklagen	—	—	—	2.937
Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern	—	—	—	2.189
Sonstige (Bundesbildungsanleihe)	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380
Einlagen ausländischer Einleger	506	322	383	343
Sonstige	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441
	53.869	58.711	58.696	84.890

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 31. Dezember	1971 5. Februar	1972 7. Februar	1971 5. März	1972 7. März
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	62.219	53.052	65.261	56.470	66.451
Gold	14.340	14.688	14.335	14.689	14.331	14.689
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	37.638	29.178	39.848	32.533	41.310
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.000	2.200	2.000	2.200	1.750
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	4.300	5.581	5.106	6.272	5.177	6.263
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.308	2.226	2.449	2.226	2.434
Sorten	5	4	7	3	3	5
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	18.811	20.752	16.168	19.863	18.546
Inlandswechsel	14.152	15.802	17.129	14.662	16.539	16.515
Auslandswechsel	2.905	1.612	2.721	1.437	2.721	1.574
Lombardforderungen	1.682	1.397	902	69	603	457
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.788	11.149	10.533	8.987	9.963	8.814
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	2.349	1.323	263	864	90
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	76	140	...	30	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	41	387	41	386	41
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	—	—	20	—	20
Kassenkredite (Buchkredite)	—	—	—	...	—	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	—	—	20	—	20
Wertpapiere	760	588	535	412	716	397
Deutsche Scheidemünzen	163	251	214	288	214	304
Postscheckguthaben	447	367	207	299	183	187
Sonstige Aktiva	1.655	1.654	1.159	945	1.156	1.331
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten	—	5.996	—	5.996	—	5.996
Insgesamt ...	84.890	101.035	86.452	98.376	88.565	102.046
PASSIVA						
Banknotenumlauf	36.480	39.494	34.751	37.387	35.473	37.658
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	32.609	27.827	31.282	28.064	32.649
auf Girokonto	26.231	32.590	27.805	31.261	28.041	32.629
sonstige	19	19	22	21	23	20
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	10.943	7.499	11.649	8.248	12.591
Bund	32	69	9	37	12	423
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	286	492	295	357	181
Länder	1.030	510	1.113	1.201	1.653	1.866
Andere öffentliche Einleger	55	67	23	25	29	29
Sondereinlagen	5.382	10.011	5.862	10.091	6.197	10.092
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	2.227	1.114	852	1.025	1.485
Bundesbahn	4	5	3	4	4	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postspar-kassenämter)	1.629	1.735	811	435	723	1.076
sonstige Einleger	400	487	300	413	298	405
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	—	—	—	—	22
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	967	488	930	337	954
Einlagen ausländischer Einleger	343	941	459	912	311	937
sonstige	18	26	29	18	26	17
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	738	1.364	1.365	1.985	1.365	1.985
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	6.477	8.602	7.377	9.127	7.691
Rückstellungen	1.170	2.370	1.170	2.370	1.170	2.370
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	860	1.080	860	1.080	860	1.080
Sonstige Passiva	2.441	3.214	2.486	3.174	2.606	3.271
Insgesamt ...	84.890	101.035	86.452	98.376	88.565	102.046

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 5 février	1972 7 février	1971 5 mars	1972 7 mars
ACTIF								
Encaisse or	13.370	11.356	11.435	11.821	11.820	11.880	11.819	11.879
Devises	1.987	5.601	5.793	8.441	3.556	10.021	4.128	9.748
Bons du Trésor étrangers en FS	432	1.442	1.851	1.851	1.851	4.278	1.851	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	174	108	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	142	281	613	328	124	76	117	77
Bons du Trésor de la Confédér. suisse ..	...	7	118	71	...	...	...	...
Avances sur nantissement	86	160	277	224	8	2	11	8
Titres :								
pouvant servir de couverture	9	17	43	51	51	...	51	...
autres	173	164	127	105	105	...	105	...
Correspondants en Suisse	72	100	89	83	20	23	34	25
Correspondants à l'étranger	15	22	20	25	26	18	26	22
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971 ..	—	—	—	—	—	1.244	—	1.244
Autres postes de l'actif	59	57	91	70	74	74	76	71
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.635	27.616	18.218	27.352

PASSIF

Fonds propres	59	60	61	62	62	63	62	63
Billets en circulation	11.327	12.047	12.518	13.106	11.942	13.121	12.161	13.328
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	3.811	5.776	6.354	7.750	3.180	11.479	3.685	10.892
Autres engagements à vue	334	638	601	660	807	1.354	650	1.442
Engagements à terme :								
Avoirs minimaux des banques	—	—	—	—	—	301	—	239
Rescriptions de stérilisation	550	233	142	202	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	—	200	200	—	200	—
Autres postes du passif	438	561	781	1.090	1.131	985	1.147	1.075
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.635	27.616	18.218	27.352

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 31 janvier	1972 31 janvier	1971 28 février	1972 29 février
I. Or	4.145	4.397	4.180	4.398	4.202	4.309
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	48	55	44	52	35	59
III. Bons du Trésor	1.046	1.064	1.066	1.069	1.062	1.086
IV. Effets div. remobilis. sur dem	—	—	—	—	—	—
Y. Dépôts à terme et avances :	17.026	12.925	15.062	13.063	15.073	13.367
a) à 3 mois au maximum	13.726	9.266	11.346	8.794	10.281	8.681
b) à 3 mois au maximum (or)	48	169	82	200	82	234
c) à plus de 3 mois	3.237	3.490	3.619	4.035	4.695	4.452
d) à plus de trois mois (or)	15	—	15	34	15	—
VI. Titres à terme :	2.484	11.073	1.957	11.005	1.880	11.051
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	268	85	275	58	261	41
b) à plus de 3 mois	152	192	145	219	162	235
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.459	9.970	1.053	9.755	1.071	9.738
b) à plus de 3 mois	605	826	484	973	386	1.037
VII. Divers	1	1	1	1	1	1
<i>Total de l'actif ...</i>	24.750	29.515	22.310	29.588	22.253	29.873

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 janvier	31 janvier	28 février	29 février
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	290	301	290	301	290	301
II. Réserves	248	331	249	331	249	331
1. Fonds de Réserve Légale	29	30	29	30	29	30
2. Fonds de Réserve Générale	99	144	100	144	100	144
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	22	37	22	37	22	37
4. Fonds de Réserve Libre	98	120	98	120	98	120
III. Dépôts (or) :	5.492	3.893	5.227	3.894	5.252	3.799
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.035	3.201	2.432	3.239	2.409	3.144
b) à 3 mois au maximum	2.967	261	2.289	201	2.353	184
c) à plus de 3 mois	333	262	351	287	331	304
2. Autres déposants :						
a) à vue	157	169	155	167	159	167
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	18.071	24.219	15.879	24.285	15.784	24.654
1. Banques centrales :						
a) à vue	97	34	96	28	87	28
b) à 3 mois au maximum	17.061	21.478	14.680	21.784	14.648	22.119
c) à plus de 3 mois	536	2.118	664	1.873	597	1.805
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	19	28	22	23	26
b) à 3 mois au maximum	308	534	347	531	400	573
c) à plus de 3 mois	50	36	64	47	29	103
V. Effets	469	487	466	484	465	482
a) à 3 mois au maximum	469	487	156	162	—	482
b) à plus de 3 mois	—	—	310	322	465	—
VI. Divers	131	202	150	211	164	224
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	49	82	49	82	49	82
Total passif ...	24.750	29.515	22.310	29.588	22.253	29.873

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal organique du 1^{er} mars 1972

des Comités ministériels (Moniteur du 7 mars 1972, p. 2669).

Article 1^{er}. — Il est institué, au sein du Gouvernement :

- un Comité ministériel de la politique extérieure;
- un Comité ministériel des problèmes institutionnels;
- un Comité ministériel de l'environnement;
- un Comité ministériel du budget;
- un Comité ministériel des investissements publics.

Art. 2. — Le Comité ministériel de coordination économique et sociale a pour mission d'arrêter les bases techniques de la politique économique, financière et sociale du Gouvernement et d'en coordonner l'exécution.

.....

Art. 6. — La compétence du Comité ministériel du budget s'étend à tous les aspects de la gestion budgétaire et administrative du Gouvernement.

Il exerce les attributions confiées au Comité des finances et du budget par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Art. 7. — Le Comité ministériel des investissements publics est chargé d'établir les programmes des investissements publics, d'en fixer le calendrier et d'en régler l'exécution.
.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Décision du Conseil concernant des modifications aux règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (Moniteur du 15 mars 1972, p. 3068).

Arrêté royal du 26 novembre 1971

portant approbation d'une modification aux statuts de la Société nationale terrienne (Moniteur du 29 mars 1972, p. 3760).

(...) L'article 16, alinéa 1^{er}, est remplacé par le texte suivant :

« La Société est administrée par un conseil composé d'un président et de douze administrateurs de nationalité belge et nommés pour un terme de six ans. »
.....

Arrêté royal du 12 janvier 1972

portant relèvement du plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie, créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 23 mars 1972, p. 3452).

Article 1^{er}. — Le plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie, créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel, est porté à quatre milliards de francs par libération d'une troisième et dernière tranche de cinq cents millions de francs.
.....

Arrêté ministériel du 19 janvier 1972

portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1972 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 18 mars 1972, p. 3213).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier en 1972 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 4 p.c.

Bénéficient du taux de 4 ½ p.c. :

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968.

Bénéficient du taux de 5 p.c. :

1° les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit;

2° les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906).

.....

Arrêté royal du 24 février 1972

fixant à trente et un milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 23 mars 1972, p. 3452).

Article 1^{er}. — Le montant du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel est porté, par libération d'une première tranche d'un milliard de francs, à trente et un milliards de francs.

.....

Arrêté ministériel du 15 mars 1972

relatif à l'émission des bons d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (Moniteur du 17 mars 1972, p. 3173).

Article 1^{er}. — Le montant de vingt-six milliards de francs, à concurrence duquel la Caisse générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à émettre des bons d'épargne en vertu de l'arrêté ministériel du 6 mai 1971, est porté à trente et un milliards de francs.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 11 février 1970

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1969 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1968 et antérieures (Moniteur du 10 mars 1972, p. 2231).

Arrêté royal du 13 mars 1972

autorisant la Société nationale du logement à émettre sous la garantie de l'Etat, un emprunt de trois milliards de francs (Moniteur du 23 mars 1972, p. 3450).

Arrêté royal du 13 mars 1972

autorisant la société coopérative « Fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique », à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trente-huitième emprunt, d'un montant effectif de 350 millions de francs (Moniteur du 23 mars 1972, p. 3451.)

Loi du 28 mars 1972

ouvrant des nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 31 mars 1972, p. 3831).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 17 février 1972

maintenant en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks (Moniteur du 7 mars 1972, p. 2704).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 1^{er} mars 1972

bloquant les prix des lampes à incandescence (Moniteur du 7 mars 1972, p. 2703).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision du Conseil du 28 février 1972 (72/113/C.E.E.)

autorisant la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par les Etats membres avec des pays tiers (Journal officiel du 7 mars 1972, n° L 56, p. 10).

Actes

relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Journal officiel du 27 mars 1972, n° L 73).

Règlement (72/574/C.E.E.) du Conseil, du 21 mars 1972,

fixant les modalités d'application du règlement (71/1408/C.E.E.) relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (Journal officiel du 27 mars 1972, n° L 74, p. 1).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de mars 1972. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

DE GREEF G., La consommation privée et le crédit à la consommation. Aspects économiques et sociologiques généraux. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 1, janvier 1972, pp. 19-38.*)

LIEFTINCK P., La convertibilité de la monnaie et le système des taux de change. (*Finances et Développement, Washington, VIII, n° 3, septembre 1971, pp. 2-8.*)

SALIN P., Un double marché des changes est-il justifié? (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXXI, n° 6, novembre-décembre 1971, pp. 959-974.*)

WYMEERSCH E., De kredietkaarten in België. Juridische aspecten. (*Tijdschrift voor Privaatrecht, Gand, VIII, n° 4, décembre 1971, pp. 645-704.*)

2. INFLATION - DEVALUATION - REEVALUATION - STABILISATION

GOUDRIAAN I.J., Sociologie van de chronische inflatie. Volle tewerkstelling zonder inflatie van lonen en winsten. (I) (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVII, n° 2837, 23 février 1972, pp. 189-192.*)

LOHANI P. et THOMPSON E.A., The Optimal Rate of Secular Inflation. (*Journal of Political Economy, Chicago, LXXIX, n° 5, septembre-octobre 1971, pp. 962-982.*)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

Allocutions prononcées à la séance académique de commémoration du 100^e anniversaire de la Banque de Bruxelles, 1871-1971. (*Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1972, s.p.*)

BRUYNEEL A., La Commission Bancaire Belge. (II) (*Banque, Paris, n° 304, février 1972, pp. 125-139.*)

L'internationalisation du système bancaire belge. (*Courrier hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 551, 4 février 1972, pp. 1-22.*)

World Banking 1971-1972; Statist. 61st Annual Survey. (*Investors Chronicle, Londres, 1972, XIV + 288 p.*)

4. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Société belge d'investissement international (S.B.I.). (*Fabrimétal, Bruxelles, n° 124, 31 janvier 1972, pp. 72-76.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSE DE VALEURS MOBILIERES

Rationalisation dans le secteur des valeurs mobilières. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 8, 25 février 1972, pp. 85-90.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

Comparaison des principaux impôts à l'échelon international. (*La fiscalité du Marché Commun, Deventer, n° 49, décembre 1971, pp. 135-144.*)

HINNEKENS L., De balans van een jaar B.T.W. in België. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVIII, n° 2, février 1972, pp. 77-84.*)

HOMBROECKX L., L'inventaire des biens de l'Etat. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1971, pp. 5-43.*)

LEFEVRE E., Essai sur le traitement réservé aux « provisions » dans les différents pays du Marché Commun. (*Revue générale de Fiscalité, Bruxelles, III, n° 1, janvier 1972, pp. 3-28.*)

STOLLER H., Problèmes financiers liés à l'harmonisation, dans la C.E.E., des régimes fiscaux applicables aux revenus de valeurs mobilières. (*La Fiscalité du Marché Commun, Deventer, n° 49, décembre 1971, pp. 119-132.*)

Taxe sur la valeur ajoutée — Table alphabétique des taux. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 1, janvier 1972, pp. 89-108.*)

8. REVENU NATIONAL - EPARGNE - INVESTISSEMENTS - CONSOMMATION

BRUGMANS H., Une politique d'investissements européenne. (*Socialisme, Bruxelles, n° 109, février 1972, pp. 19-23.*)

Le recours juridique du consommateur (II). (*Test Budget, Bruxelles, II, n° 6, janvier 1972, pp. 29-38.*)

Rentabilité et choix des investissements. (*Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, XI, n° 111, janvier 1972, pp. 5-8.*)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

GOUX C. et LANDEAU J.-F., Le péril américain; le capital américain à l'étranger. (Perspectives de l'Economique, Economie contemporaine.) (*Calmann-Lévy, Paris, 1971, 269 p.*)

SWORD W., Direct Investment in the United States by Foreign Companies, (*Euromoney, Londres, III, n° 9, février 1972, pp. 6-9.*)

VAN DEN BULCKE D. et autres, De buitenlandse ondernemingen in de Belgische industrie; een algemeen, regionaal- en bedrijfseconomisch onderzoek. (Seminarie voor Toegepaste Economie bij de Rijksuniversiteit, reeks verslagen en verhandelingen.) (*S.E.R.U.G., Gand, 1971, IX + 339 p.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

DETIEGE L., Economische aspecten van het tewerkstellingsbeleid. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 1, février 1972, pp. 6-9.*)

Loi sur le travail; commentaire de la loi du 16 mars 1971. (*Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1971, 122 p.*)

VAN DEN ABEELE A., Dix années d'application de la loi d'établissement. (*Informations de l'Institut économique et social des Classes moyennes, Bruxelles, n° 1, janvier 1972, pp. 1-32.*)

12. SECURITE SOCIALE

Aperçu de la sécurité sociale en Belgique. (*Ministère de la Prévoyance sociale, Bruxelles, 1972, 215 p.*)

CARRIN G., Inquiry into the Adequacy of the Belgian Old Age Pension Scheme for Workers. (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand, XVI, n° 4, décembre 1971, pp. 432-439.*)

Charges sociales moyennes pour l'année 1972 connues au 1^{er} janvier 1972. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXVII, n° 4, 1^{er} février 1972, pp. 384-394.*)

Prestations de sécurité sociale au 1^{er} février 1972. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXVII, n° 4, 1^{er} février 1972, pp. 395-401.*)

13. PRIX ET SALAIRES

HAESAERTS A., La réglementation des prix : fatalité ou nécessité ? (*Féchimie, Bruxelles, n° 4, 5 février 1972, pp. 175-190.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 1, janvier 1972, pp. 59-64.*)

VAN HERBRUGGEN C., Koopkrachtpariteitenonderzoek in vijf Oosteuropese landen. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 1, janvier-février 1972, pp. 43-52.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

BARDOS-FELTORONYI N., La crise économique internationale : une lecture historique. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XXVIII, n° 2, février 1972, pp. 249-256.*)

BOEL R., Cette Belgique qui en vaut la peine. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 1, janvier 1972, pp. 2-5.*)

CALLEBAUT P., De economische toestand en de economische vooruitzichten. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVII, n° 1, janvier 1972, pp. 1-3.*)

L'économie belge en récession. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 7, 18 février 1972, pp. 69-79.*)

LOEWENTHAL P. et autres, La conjoncture économique internationale. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVI, n° 2, février 1972, pp. 1-11.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

DE CLERCK D., Het economisch plan, een nieuw begrip in ons administratief recht. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht, Bruxelles, XXVII, n° 1, janvier-février 1972, pp. 4-14.*)

Programmes électoraux et déclaration gouvernementale 1972. (*Documents du CEPESS, X, n°s 3-4, août 1971, pp. 1-204.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

CORLUY W., Antwerpen, industriële draaischijf. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVII, n° 1, janvier 1972, pp. 25-31.*)

De gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen — Aantal en afbakening in de Vlaamse gewesten. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 4, décembre 1971, pp. 3-8.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

CHRISTIANS C., Les degrés de priorité des remembrements de biens ruraux en Belgique — Etude géographique des structures et premières propositions de priorité. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XXIV, n°s 11-12, novembre-décembre 1971, pp. 1445-1505.*)

VANWELDEN M., Critères d'urgence du remembrement. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XXIV, n°s 11-12, novembre-décembre 1971, pp. 1439-1444.*)

VICTOR L., Toekomstmogelijkheden van de kernenergie in België. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 1, janvier-février 1972, pp. 10-15.*)

21. ENTREPRISES

COCKAERTS M., Rentabiliteit en financiële structuur. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 483-496.*)

DURINCK E., Selecte bibliografie m.b.t. de bedrijfsfinanciering en de financieringstheorie. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 583-588.*)

DURINCK E., Schuldcapaciteit en financiële mobiliteit : een benadering via de toekomstige evolutie van de kasstromen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 503-514.*)

FEVRIER J.P., Financial Engineering. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 497-501.*)

GEERAERT E. et BRYA A., De « Cost of Capital ». Drie momenten in de bedrijfseconomische literatuur. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 515-532.*)

GOOTJES P., De onderneming, de overheid, en de kwaliteit van het milieu. (*Economie, Tilburg, XXXVI, n°s 3-4, décembre 1971-janvier 1972, pp. 143-163.*)

VAN CAUWENBERGH A. et BURGELMAN R.A., Invloed van de organisatie op de besluitvorming inzake strategische investeringen in de onderneming. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 6, décembre 1971, pp. 533-560.*)

VAN DER KRUYA W.A.F.M., De nieuwe wet op de ondernemingsraden : reflexies rond feiten. (*Economie, Tilburg, XXXVI, n°s 3-4, décembre 1971-janvier 1972, pp. 113-142.*)

ZUMSTEG B., L'horaire libre dans l'entreprise; ses causes, ses problèmes, ses conséquences. (*Delachaux et Niestlé, Bibliothèque professionnelle et sociale, Neuchâtel, 1971, 120 p.*)

22. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

BREGUET P.E., Les investissements en matière de recherche scientifique et technique dans la Communauté Economique Européenne. (*Management-France, Paris, n° 2, février 1972, pp. 17-27.*)

La recherche dans l'industrie des fabrications métalliques. Quelques considérations générales. (*Fabrimétal, Bruxelles, n° 125, 14 février 1972, pp. 86-92.*)

La science dans la société. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XXVIII, n° 1, janvier 1972, pp. 1-81.*)

23. TRANSPORTS

DE SCHRIJVER L.T., La région portuaire d'Anvers et ses liaisons par pipelines avec son hinterland. (*Hinterland, Anvers, n° 70, 3° trimestre 1971, pp. 4-17.*)

VAN DE WAL G., Pijpleidingen in het Antwerpse haven- en industriegebied. (*Hinterland, Anvers, n° 70, 3° trimestre 1971, pp. 34-50.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- BLAKE D., What Happened at Washington — Europe's Unhelpful Role. (*The Banker, Londres, n° 551, janvier 1972, pp. 20-24.*)
- BLANDEN M., What Happened at Washington — Floating Rates — How Big an Impact? (*The Banker, Londres, n° 551, janvier 1972, pp. 25-27.*)
- CAMU L., Euro-dollars et Europe. (*Banque, Paris, n° 304, février 1972, pp. 117-120.*)
- CARLI G., Il mercato dell'eurodollaro e il suo controllo. (*Bancaria, Rome, XXVIII, n° 1, janvier 1972, pp. 7-12.*)
- COULSON R., Eurobond Versus Euroloan. (*Euromoney, Londres, III, n° 9, février 1972, pp. 26-29.*)
- DANIELIAN N.R., Commerce mondial et système monétaire : le programme Nixon. (*Revue politique et parlementaire, Paris, n° 828, janvier 1972, pp. 43-51.*)
- DE JOUVENEL B., Sur la crise monétaire. (*S.E.D.E.I.S., Chroniques d'Actualité, Paris, VI, n° 2, février 1972, pp. 74-89.*)
- DE LATTRE A., Les problèmes monétaires internationaux et les mouvements de capitaux. (*Bulletin de la Banque centrale de Tunisie, Tunis, n° 44, septembre 1971, pp. 9-18.*)
- DE VRIES T., What Happened at Washington — Money Crisis — Dangers and Opportunities. (*The Banker, Londres, n° 551, janvier 1972, pp. 28-35.*)
- DUNLOP J.F., A New Form of Euro-equity. (*Euromoney, Londres, III, n° 9, février 1972, pp. 30-32.*)
- EINZIG P., Sour Grapes and Gold. (*International Currency Review, Londres, III, n° 6, décembre 1971, pp. 8-13.*)
- GEPART J.F., La crise économique et monétaire est mathématiquement inévitable. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 248, novembre-décembre 1971, pp. 833-846.*)
- GILBERT M., The International Monetary System : Status and Prospects. (*The Morgan Guaranty Survey, New York, décembre 1971, pp. 6-14.*)
- Gold — I. An Historical Perspective. (*Business Conditions, Federal Reserve Bank of Chicago, Chicago, novembre 1971, pp. 12-19.*)
- Gold — II. Future Without Glitter. (*Business Conditions, Federal Reserve Bank of Chicago, Chicago, décembre 1971, pp. 12-20.*)

- GRIFFITHS B., The Crisis System. (*International Currency Review*, Londres, III, n° 6, décembre 1971, pp. 14-17.)
- GRUBEL H.G., The Demand for International Reserves : A Critical Review of the Literature. (*The Journal of Economic Literature*, Menasha, IX, n° 4, décembre 1971, pp. 1148-1166.)
- HALM G.N., The Gliding Band for Variations of Exchange Rates. (*New England Economic Review*, Boston, novembre-décembre 1971, pp. 2-17.)
- LEVY L., Perturbations sur les marchés des changes. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières*, Cahier n° 188, janvier 1972, 19 p.)
- L'HUILLIER J., Le système monétaire international; aspects économiques. (Collection « U », série « sciences économiques et gestion ».) (*Colin*, Paris, 1971, 374 p.)
- LINDERT P.H., The Payments Impact of Foreign Investment Controls. (*The Journal of Finance*, New York, XXVI, n° 5, décembre 1971, pp. 1083-1099.)
- MACHLUP F., Il dollaro convertibile... in che cosa ? (*Bancaria*, Rome, XXVIII, n° 1, janvier 1972, pp. 13-15.)
- MENAI G.P., Les relations monétaires internationales financières et économiques. (Documents actuels.) (*Delmas*, Paris, 1971, 421 p.)
- MICHAEL W.P., Measuring International Capital Movements. (National Bureau of Economic Research, Occasional Papers, 114.) (*Columbia University Press*, New York, 1971, XII + 148 p.)
- MIKESSELL R.F., Foreign Dollar Balances in the United States. (*Euromoney*, Londres, III, n° 9, février 1972, pp. 14-19.)
- PALEWSKY J.P., L'avenir du Fonds Monétaire International. (*Revue politique et parlementaire*, Paris, n° 828, janvier 1972, pp. 52-55.)
- REIERSON R.L., What Happened at Washington — Impact on the U.S. (*The Banker*, Londres, n° 551, janvier 1972, pp. 14-19.)
- ROUSSEAU R., Washington, 18 december 1971. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied*, Bruxelles, LXIII, n° 2, février 1972, pp. 135-147.)
- SAINT-MARC M., Paiements internationaux : une solution stable. (*Banque*, Paris, n° 304, février 1972, pp. 121-123.)
- SEDILLOT R., Histoire de l'or. (Les grandes études historiques.) (*Fayard*, Paris, 1972, 406 p.)

SURR J.V., Les droits de tirage spéciaux : le point de vue législatif. (*Finances et Développement, Washington, VIII, n° 3, septembre 1971, pp. 46-52.*)

The International Agreement. (*International Economic Review, Chicago, décembre 1971, pp. 1-7.*)

TRIFFIN R., U.S. Balance-of-Payments Statistics. (*International Currency Review, Londres, III, n° 6, décembre 1971, pp. 31-32.*)

TRIFFIN R., Réflexions sur les perspectives de réforme du système monétaire international. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, 1972, 32 p.*)

VANDEN ABEELE M., Monnaie : que va-t-il se passer en 1972 ? (*Socialisme, Bruxelles, n° 109, février 1972, pp. 51-56.*)

What Happened at Washington — The New Exchange Rates. (*The Banker, Londres, n° 551, janvier 1972, pp. 10-13.*)

WOODWORTH G.W., Understanding the Eurodollar Market. (*The Bankers Magazine, Boston, n° 4, décembre 1971, pp. 32-42.*)

27. TIERS MONDE

KAMARCK A.M., The Economics of African Development. (*Praeger, New York, 1971, XV + 352 p.*)

KAUFMANN J., Policies of the Enlarged European Economic Community vis-à-vis the Less Developed Countries. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 248, novembre -décembre 1971, pp. 800-812.*)

KHATKHATE D.R., La gestion dans les pays en voie de développement. (*Finances et Développement, Washington, VIII, n° 3, septembre 1971, pp. 10-17.*)

SMETS P.F., La protection et la promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 1, janvier 1972, pp. 40-57.*)

THORP W.L., The Reality of Foreign Aid. (Published for the Council on Foreign Relations.) (*Praeger, New York, 1971, XIV + 370 p.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Accord des banques centrales de la Communauté instituant un système de soutien monétaire à court terme. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, VII, n°s 3-4, juillet-décembre 1971, pp. 709-713.*)

SPEECKAERT G.P., Que pense-t-on des sociétés internationales ? Introduction à une petite anthologie. (*Associations internationales, Bruxelles, XXIV, n° 2, février 1972, pp. 71-88.*)

The Multinational Enterprise. (*Allen and Unwin, Londres, 1971, 368 p.*)

TURNER L., Le capital international; les sociétés multinationales. (*Arthaud, Paris, 1971, 290 p.*)

VAN RYN J., Le projet de statut des sociétés européennes. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, VII, n°s 3-4, juillet-décembre 1971, pp. 563-585.*)

32. DIVERS

De BUCK J., La Belgique : indépendance et interdépendance. (*Economie appliquée, Paris, XXIV, n° 4, décembre 1971, pp. 793-809.*)

MACHLUP F., Essais de sémantique économique. (*Perspectives de l'économie.*) (*Calmann-Lévy, Paris, 1971, IV + 342 p.*)

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 5.00 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 59 - 1000 BRUXELLES
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS